

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

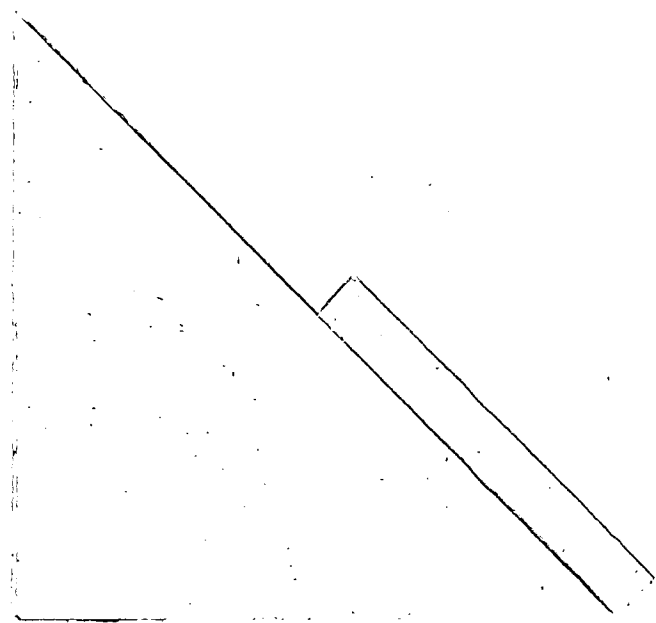
I.

НАУЧНЫЕ ИССЛЕДОВАНИЯ ETUDES
РАЙОНА СРЕДИЗЕМНОГО МОРЯ SUR LA REGION MEDITERRANEENNES



József Attila Tudományegyetem

Szeged, 1987.



MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

I.

НАУЧНЫЕ ИССЛЕДОВАНИЯ ETUDES
РАЙОНА СРЕДИЗЕМНОГО МОРЯ SUR LA REGION MEDITERRANEENNES



JATE Tudományos Szocializmus Tanszék

1987

Szerkesztő:

Dr. J. Nagy László
tanszékvezető egyetemi docens

Technikai szerkesztő:

Kozmáné Soós Edit

SZTE Egyetemi Könyvtár



J000563038



TO26292/1

HU ISSN 0230 3558

HU ISSN 0563 0657

Les 23-25 septembre 1987 à l'Université Attila József à Szeged a été tenu un colloque international sur le Colonialisme, lutte anticolonialiste et libération nationale en Afrique du Nord (La Méditerranée aux 19^e et 20^e siècles).

Ce colloque a signalé la mise en marche d'un programme de recherche établi dans le passé récent à l'Université Attila József. Ce programme de recherche se propose pour but l'études des problèmes historiques, économiques, culturelles etc. de la région méditerranéenne à l'époque moderne et contemporaine.

Le premier jour du colloque a été consacré à l'histoire de l'Algérie. Les conferanciers ont traité l'histoire du pays depuis la prise d'Alger jusqu'à nos jours: de diverses étapes de la lutte naticolonialiste, évolution du mouvement national, ses contacts avec d'autres forces politiques.

Le moment du colloque n'a pas été fortuit: nous avons voulu commémorer le 25^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Szeged, décembre 1987.

László J. Nagy
professeur adjoint titulaire

Szegeden, a József Attila Tudományegyetemen 1987. szeptember 23-25. között nemzetközi tanácskozást tartottak a Gyarmatosítás, antikolonialista harc, nemzeti felszabadulás Észak-Afrikában (A Mediterráneum a 19-20. században) c. témakörből. A tanácskozás egyben jelezte a szegedi egyetemen megtervezett kutatási program nemzetközi indítását is. Ez a program a mediterrán térség történeti, gazdasági, kulturális, politikai problémáinak feltárását tűzte ki célul.

A tanácskozás első napját Algéria történetének szentelték. Jelen kötet az elhangzott előadásokat tartalmazza. Az előadók a gyarmatosítástól napjainkig tekintették át az ország történelmét: az antikolonialista harc különböző szakaszait, a nemzeti mozgalom fejlődését, kapcsolatát más politikai erőkkel, a jelenkori Algéria társadalmi fejlődésének problémáit. Két előadás a társadalmi és földrajzi-politikai környezetet vizsgálja: az urbanizáció következményeit a Maghreb országokban és az USA mediterrán politikáját.

Szándékunk e kötettel az is, hogy emlékezzünk a függetlenségét 25. évvel ezelőtt kivívott Algéria hosszú és nehéz küzdelmére és elért eredményeire.

Szeged, 1987. december

J. Nagy László
tanszékvezető egyetemi docens

Sommaire

Tuomo Melasuo:	La Mise en place du système coloniale en Algérie entre les années 1850 et 1920 A gyarmati rendszer kialakulása Algériában 1850-1920	1
Robert Landa:	Deux courants d'anticolonialisme algérien a la charnière de XIX-XX siècles Az algériai antikolonializmus két áramlata a 19-20. század fordulóján	11
Gibler Meynier:	L'Emir Khaled et le communisme (1919-1926) Haled emír és a kommunizmus 1919-1926.	27
Ahmed Koulakssis:	L'anticolonialisme des socialistes et des communistes français dans les années 20: étude comparée A francia szocialisták és kommunisták antikolonializmusa az 1920-as években: összehasonlító tanulmány	55
J. Nagy László:	L'évolution idéologique et organisationnelle du mouvement national en Algérie A nemzeti mozgalom szervezeti és ideológiai fejlődése Algériában a két világháború között	83
Majsa József:	La statut organique de l'Algérie et le Parti socialiste français (S.F.I.O.) Algéria szerves alaptörvénye és a Francia Szocialista Párt (1947)	93

Helmut Nimschowski:	Kolonialherrschaft, nationale Befreiungsrevolution und Wahl des Entwicklungsweges in Algerien Gyarmatosítás, nemzeti felszabadító forradalom és szocialista opció Algériában	105
Juratovics Aladár:	Les hydrocarbures comme sources d'énergie en Algérie et en Hongrie Szénhidrogén energiaforrások Algériában és Magyarországon	137
Léonid Medvedko:	L'évolution d'après-guerre des méthodes militaires du néocolonialisme en méditerranée Az USA "neokolonializmusa" és a háborús neoglobalizmus módszereinek fejlődése a Földközi-tenger partvidékén	153
Marton Imre:	Urbanisation, marginalisation et secteur informel Urbanizáció, marginalizáció és az informális szektor	167

Prof. TUOMO MELASUO

Peace Research Institute

Tampere

La Mise en place du système coloniale en Algérie
entre les années 1850 et 1920

Introduction I

Pour les historiens d'aujourd'hui les études et les recherches sur le colonialisme ont plusieurs sens. Elles peuvent être approchées au point de vue de l'histoire des metropoles coloniales ou des relations internationales. Pour ceux entre nous qui s'intéressent au développement des sociétés auparavant colonisées ces études sur le colonialisme nous permettent de reconstruire les voies par lesquelles les sociétés d'aujourd'hui ont été formées. Quand nous pensons aux problèmes qu'affrontent aujourd'hui presque toutes les sociétés du Tiers Monde l'étude de l'époque coloniale puisse nous donner les éléments pour comprendre le trajet parcouru. Il s'agit aussi bien les problèmes économiques et sociaux que les particularités politiques. Même l'évolution du nationalisme et des mouvements nationaux a été soumise aux cadres généraux que le colonialisme mettait sur place. L'évolution du colonialisme lui-même était rarement très linéaire. Ceci est particulièrement vrai si nous l'observons du point de vue des sociétés colonisées. Les façons comment le système colonial se mettait en marche dans une société colonisée étaient souvent dues plus à l'improvisa-

tion qu' aux plans établis d'avance. Même le colonisateur, c'est à dire la société coloniale était soumis aux différentes divisions internes et aux concurrences de différents groupes de pressions qui toutes influençaient à la formation d'une société colonisée.

Dans cette essai de réflexion je propose d'étudier les façons comment le système colonial a été développé et mis en place en Algérie, surtout, entre les années 1850 et 1920. Même si ce cas d'Algérie dans l'histoire du colonialisme est une sorte de l'exemple d'école, le développement de l'Algérie colonisée, qui nous donnait "l'Algérie Française", était un processus très complexe de plusieurs points de vue et plutôt vague à se réaliser.

Dans ce contexte je vais essayer de me concentrer aux trois domaines du développement; 1) à l'avancement de la colonisation surtout agricole, 2) au développement des structures administratives et législatives et 3) aux enjeux politiques entre les principaux acteurs colonialistes.

Ces questions sont étudiées en vue de saisir le processus par lequel, premièrement, la France a abouti au concept de la colonisation du peuplement et, deuxièmement, par lequel elle la donnait un contenu qui déterminait les orientations et les possibilités du développement de cette colonie du peuplement. Ce processus a déterminé le développement économique, sociale et politique de "l'Algérie Française" et en plusieurs façons elle continue à influencer l'Algérie d'aujourd'hui.

La conquête d'Algérie commençait en 1830 par une attaque militaire française. Cela résultait à une guerre de conquête

qui durait jusqu'au 1847, et jusqu'au 1857 si nous y comptons aussi la conquête de la Kabylie. Elle poursuivait même jusqu'à la première guerre mondiale si nous prenons en considération toutes les nombreuses révoltes et les soulèvements locaux qui continuaient de contester la présence française sur la territoire algérienne.

La guerre de conquête, par sa durée et par son contenu, avait au moins deux grandes implications à l'avenir du colonialisme en Algérie.

Premièrement, pour les algériens et pour la société algérienne elle signifiait la destruction du potentiel agricole et le début de l'expropriation des terres. Cela devenait de leur point de vue l'aspect le plus important du colonialisme. La perte des terres agricoles signifiait la destruction de tout une société rurale et de ses possibilités du développement basé sur ses anciennes traditions. En ce qui concerne l'élevage nous pouvons noter que pour les éleveurs la destruction et la diminution des troupeaux d'animaux étaient dramatiques. Par exemple, plusieurs millions de têtes de mouton disparaissent sans parer de pâturages soumis au régime colonial. En plus, les villes perdaient une grande partie de leur population et leurs activités économiques diminuaient considérablement. Il faut attendre le début du 20ème siècle avant que les villes algériennes retrouvent le même nombre d'habitants qu'elles avaient avant.

En tout, après la guerre de conquête il durait plusieurs décennies avant que l'Algérie retrouve le même niveau de production qu'avant l'arrivée des français.

Deuxièmement, pour la France la durée et la dureté de la guerre de conquête signifiait: a) Qu'elle n'arrivait pas à décider quel sorte du colonialisme il fallait construire en Algérie, b) Que la mise en place de son système colonial devrait prendre en considération la situation quotidienne, c'est à dire de courte durée, la guerre qui ainsi influençait beaucoup le système colonial à construire. Par exemple, en ce qui concerne l'administration locale le général Bugeaud était obligé de s'appuyer plus sur les anciennes structures turques que l'Emir Abdel Kader dans la sienne. Emir Abdel Kader, qui menait la guerre de résistance contre l'envahisseur français, en connaissant au fond la société algérienne essayait de construire un Etat modern en Algérie suite d'écroulement de l'administration turque. c) Que la destruction des structures économiques algériennes était très profonde. Celle-ci était aussi une perte pour l'économie coloniale qui devait repartir presque du zero et construire la sienne d'une façon beaucoup plus anarchique et modeste que sans la guerre destructive aurait été le cas.

Colonisation Agricole

Pendant les trois premiers décennies du colonialisme la colonisation des terres agricoles avait concerné surtout, avec quelques exceptions, les domaines de l'ancienne administration turque et les terres des associations religieuses - des biens habous. Après l'année 1850 la politique coloniale commençait à changer. Même si l'Etat Français aidait de

plusieurs façons les colons européens à s'installer, leur implantation aux campagnes algériennes n'était pas assez rapide, pas assez efficace pour satisfaire les ambitions du gouvernement. Il fut donc décidé d'ouvrir les terres de colonisation aux grandes compagnies privées - françaises et étrangères. Suite de cela la colonisation prenait un rythme beaucoup plus rapide et néfaste à la société algérienne. Ensuite, le grand bouleversement, en ce qui concerne l'avancement de la colonisation, était le Senatus Consultum de l'année 1863. Il changeait radicalement les relations des propriétés des terres des tribus algériennes. En théorie il voulait protéger leur droit de propriété mais en réalité il distribuait ces terres aux douarx, aux fractions de tribus et en même temps il faisait avancer la propriété privée à l'intérieur de ces douars. Et cela les rendait encore plus facilement "colonisable".

Le Senatus Consultum signifiait donc la perte de terres et le démantèlement des tribus, c'est à dire des formes politiques et sociales qui avaient existé jusqu'à là. Les algériens avaient perdu la guerre contre l'envahisseurs et ils avaient perdu une grande partie de leurs terres. L'application du Senatus Consultum et la destruction des tribus signifiaient aussi, dans un certain sens, la perte de la société elle-même. Ainsi, déjà jusqu'au 1870 le Senatus Consultum avait touché 318 tribus, ou fractions de tribus, et plus d'un million d'hectares. Cette perte des terres était une des principales raisons pour le soulèvement du Constantinois en 1871-1872. Mais, hélas, comme indemnités de leur révolte les tribus "pacifiées" étaient obligés de laisser 569.000 hectares pour la colonisation et de payer 29 millions

franc d'or d'amandes.

Plus tard La loi Warnier, 1873, amenait les terres communes sous la législation civile française et les faisait colonisable. Cela résultait qu'aux années 1870 autant des terres étaient colonisée que pendant les quatres premières décennies suivant la conquête française.

L'étape prochaine était Le Code Forestier de 1885. Cela était une perte surtout aux éleveurs qui perdaient une partie importante de leurs pâturages, mais aussi pour beaucoup des villages pour lesquelles les forets étaient une sorte de ressources supplémentaires. En 1887 le Code Forestier était suivi par le Petit Senatus Consultum qui facilitait à l'Etat Français de créer les biens dominiaux. Avec cette législation plus de 3 millions d'hectares était classées comme biens dominiaux avant la première guerre mondiale.

Entre 1880 et 1920 les algériens avaient perdu la propriété ou le droit d'usage concernant environ 4,15 millions d'hectares. En toute, après la conquête plus ou moins 7,5 millions d'hectares était perdues. Ici il faut noter que toutes les terres classées par le régime de colonisation n'étaient pas remises aux mains des européens. Une grande partie d'elles était cultivée par les algériens. Mais en même temps cela signifiait qu'elles n'étaient plus utilisées à la même façon qu'avant la colonisation. Ces terres étaient devenu la propriété privée d'un douar ou d'une famille qu'elles réussissaient de nourrir plutôt mal que bien. La situation globale des terres classées par le colonialisme en 1914 nous donne la repartition suivante; 9,2 millions d'hectares

cultivées par les algériens, 2,3 millions d'hectares comme propriété privée des européens et environ 4 millions d'hectares comme les terres communales algériennes. Le reste appartenait à l'Etat Français.

Le niveau de vie des algériens avait baissé tout le temps. Tout l'effort agricole de l'Etat Français bénéficiait presque uniquement les européens. La superficie cultivée per capita pour les algériens baissait assez vite à partir des années 1890, par exemple, dans le département de Constantine il passait de 2,65 ha à 1,58 ha per capita. La misère à la campagne était très importante pour le début de l'urbanisme et l'émigration vers la France - c'est à dire pour l'exode rurale et pour les problèmes de l'Algérie d'aujourd'hui.

Structures Administratives et Législatives

Au début de la conquête d'Algérie la France devait concurrencer avec l'administration de l'Etat Abdel Kader pour la contrôle de la population. L'autre but de l'administration était d'enlever les impôts. La montée totale de l'impôt dit "arabe" était en 1840 moins de 300.000 francs et en 1845 déjà plus de 4 millions de francs.

En ce qui concerne le système administratif avec la réforme de 1845 et d'autres l'Algérie était divisée principalement en deux parties 1) en communes de plein exercice, administrées par les civils et habitées en majorité par les européens et 2) en communes mixtes, administrées par les militaires et habitées en majorité par les algériens. En

plus il y avait les Territoires du Sud sous l'armée ainsi que les régions arabes.

En fait, cette division résultait à l'émergence d'une lutte de pouvoir entre l'armée et les civils européens ainsi que le début d'une législation à part pour les algériens avec une orientation très répressive.

En 1874 la France donnait à l'Algérie la première version de Code de l'Indigenat qui n'était pas d'autre chose qu'un ensemble des lois très répressives. Le Code de l'Indigenat était élargi en 1881 quand il venait valable aussi pour les communes mixtes. Il faut encore ajouter à cet ensemble de législation répressive la création de Tribunaux Répressifs et de Cours Criminelles destinées particulièrement aux algériens.

En même temps le système d'imposition était développé. L'augmentation de nombre de communes mixtes, l'attachement des douars aux communes et le passage de l'administration militaire à l'administration civile signifiaient l'augmentation des impôts payés par les algériens. Les douars finançaient une grande partie de budgets communaux, par exemple à Tizi Ouzou ils payent les deux tiers du budget communales. Il faut encore prendre en considération l'augmentation des amendes suite des lois et des cours répressifs. Dans ce contexte les années de 1900 à 1910 étaient les plus dures pour la population paysanne en Algérie. Les sommes payées comme amendes doubleraient pendant ces dix ans.

En toute, les structures administratives mises en place y étaient surtout pour satisfaire les besoins et les ambitions

de la population colon-européens.

Les Enjeux Politiques

Le développement de la colonisation agricole et du système administratif comme décrit brièvement ci-haute impliquait une lutte de pouvoir complexe et multiforme "intra-coloniale". La division du système communal en communes de plein exercice et les autres signifiaient le début concret de cette lutte entre les civils, c'est à dire les colons et l'Etat et l'armée française.

Avec La Loi Cremieux en 1870 les civils devenaient dominant dans cette lutte de pouvoir. La Loi Cremieux confirmait la division communale déjà mentionnée et avec cette loi les militaires perdaient la poste du Gouverneur Général qui devenait un civil.

La victoire des colons civils signifiait l'augmentation des repression vis à vis des algériens comme nous avons vu avec le Code de l'Indigenat et les cours speciaux.

Avec le decret du 26. Septembre 1881 portant sur "le principe de rattachement", c'est à dire que chaque secteur administratif deéandait directement de son ministere à Paris, les civiles réussissait de diminuer l'importance du Gouverneur Général et de traiter leurs affaires, sans passer par lui, avec les differentes administrations à Paris. Cette processus était complété par l'augmentation du nombre des députés colons et du nombre des communes de plein excercise, qui toutes visaient au renformcement de pouvoir de civils



européens.

Ce développement résultait au début du siècle dans une situation où l'Algérie coloniale, "l'Algérie Française" commençait d'avoir une position de détachement vis à vis de la République avec la création des Délégations Financières et de l'autonomie financière. Avant et après la première guerre mondiale une partie de colonat européen avançait encore quelques idées dans ce sens proposant l'autonomie ou l'indépendance "blanche".

En concluant nous pouvons dire que les colons européens avaient gagné toutes les trois batailles; 1) la colonisation agricole avait été réalisée selon leur souhaits, 2) le système administratif et législatif était créé pour satisfaire leurs besoins et 3) ils avaient gagné la bataille politique. Leurs victoires étaient exprimées dans la création des Délégations Financières.

Ces trois processus donnaient le vrai contenu à "l'Algérie Française" et déterminaient partiellement les conditions sous lesquelles le nationalisme moderne pouvait se développer parmi les algériens. Le colonialisme en Algérie n'était pas un block, une ensemble immuable. Son développement était limité par ses jeux politiques et les intérêts internes de la société colonisatrice elle-même ainsi que par la capacité de résistance de la société algérienne. En fait il s'agissait d'une interaction multiparte et assez complexe dans les façons comment le colonialisme évoluait d'ici jusqu'à sa fin. Mais une grande partie des processus, qu'il avait fait émerger, continue même dans nos jours.

ROBERT LANDA

Institut de l'Orientalisme de l'Académie des Sciences de l'URSS

Deux courants d'anticolonialisme algérien a la
charnière de XIX-XX siècles

La résistance armée à la conquête coloniale de l'Algérie continuant plus de 50 ans à partir 1830 n'était pas l'unique forme de l'anticolonialisme des Algériens. Une "pacification" relative du pays qui l'a remplacée, malgré l'opinion largement répandue ne continuait que 4 ans après l'étouffement en 1883 de la dernière revolte armée des tribus Oulad Sidi Cheikh avec le marabout Bou Amama en tête.^{1/} En 1887 déjà a eu lieu la première manifestation nationaliste de 1700 représentants de la bourgeoisie musulmane de Constantine qui ont exigé de respecter l'individualité, les moeurs, les coutumes et la religion des Algériens.^{2/} Il faut noter cette réaction naturelle des citoyens algériens contre les conséquences économiques, sociales, politiques et culturelles de la colonisation française et de l'exploitation coloniale.^{3/}

Ainsi le mouvement anticolonial dans le pays ne s'interrompait pratiquement pas. De plus, à la charnière de XIX-XX siècles ce mouvement a connu un nouveau essor et renouvellement. Son centre de gravité s'est définitivement déplacé de la campagne saignée à blanc en résultat de la conquête pendant un demi siècle, le pillage des terres et l'expansion de la colonisation, - à la ville. Il est caractéristique que l'ancienne chiffre (du niveau de 1830) de la population indigène des villes principales-Alger, Constantine, Tlemçen, Mascara-retablisse précisément

vers 1891-1911.^{4/} L'affluence des paysans ruinés par la colonisation dans les villes commence à balancer celle des immigrants de l'Europe et le nombre des citoyens algériens commence à grandir par les mêmes cadences que celui des citoyens-européens: le nombre total des premiers en 1886-1906 augmente de 143 milles hommes; celui des deuxièmes - de 149 milles hommes.^{5/} Les Algériens commencent à occuper une place importante parmi les professions de ville qu'ils ne pouvaient pas obtenir avant. En 1901 ils composaient presque la moitié des 42928 ouvriers occupés en 10327 entreprises industrielles, commerciales et autres entreprises du pays.^{6/} En même temps au cours de la première décennie de notre siècle le nombre des ouvriers-algériens augmentait très vite: 20 milles hommes en 1902, 34 milles en 1905, 64 milles en 1911.^{7/} Mais le prolétariat national algérien de telle époque seulement commençait d'agir en tant que la classe sociale. Pour lui l'exploitation capitaliste était premièrement l'oppression nationale. Pendant les grèves et démonstrations (organisées par exemple à Philippeville en 1910) les ouvriers algériens élevaient "le drapeau national vert avec l'étoile" comme "le symbole des revendications prolétaires".^{8/} Des faits comme ça ont mentionné maintes fois par l'historiographie algérienne contemporaine, en particulier dans le livre très solide de Belqasem Saadallah.^{9/}

Ainsi, le mouvement ouvrier engendré intensifiait la lutte anticoloniale. Mais la base essentielle de cette lutte étaient les larges couches des Algériens-citadins, des artisans et des petits commerçants avant tout (49 milles hommes en 1901, 60 milles hommes en 1912)^{10/} qui n'étaient pas encore habitués

à leur nouveau rôle et agissaient spontanément à la période envisagé. Ils étaient prêts aux manifestations décisives mais l'organisation politique et l'expérience, la direction active et la tactique bien réfléchie leur manquaient.

La bourgeoisie musulmane, qui, en principe, devrait élever l'élite du mouvement anticolonial, restait extrêmement prudente et irrésolue car elle n'était qu'une classe encore plus jeune, peu organisée et moins nombreuse que le prolétariat algérien. En 1905 il n'y avait que 4.363 entrepreneurs algériens utilisant le salariat.^{11/} Dans la plupart des cas c'étaient les nouveaux riches sortis des couches exploitées, les marchands des légumes et des fruits, les propriétaires des beurreries, des moulins, des hôtels, des manufactures de tabac et des bains mauresques. Il y avait très peu de représentants des familles traditionnellement riches parmi eux car la plupart de ces familles s'étaient déjà ruinées.^{12/} Et les "nouveaux" qui étaient en majorité ne se sentaient pas sûrs dans la situation instable et constamment changeante de la dégradation du train de vie traditionnelle de la bourgeoisie citadine.^{13/} La modicité de capitaux et de possibilités ont voué cette bourgeoisie à la peur de n'importe quelle concurrence avec la bourgeoisie de la métropole toute-puissante ou avec les capitalistes européens locaux, exigeait tout le temps de s'adopter et, de consentir à jouer les deuxièmes rôles à contre-cœur.

En pratique toutes les couches des citoyens algériens étaient contre le régime colonial. L'affluent permanent des paysans ruinés dans les villes contribuait à une radicalisation encore plus grande des aspirations libératrices des citoyens leur apportant "le patriotisme de défense, combatif et guerrier",

spécifique à la population rurale d'Algérie, d'après l'expression de Moustafa Lacheraf.^{14/} Les intellectuels nationaux qui sont nés pratiquement en tant qu'un groupe social à la charnière de XIX-XX siècles se sont devenus le porte-parole de tous ces sentiments et ces aspirations du peuple: le nombre annuaire des promus algériens de l'école secondaire après 1900 a été presque doublé en composant au moyen 84 personnes jusqu'à 1900 et près de 150 personnes avant 1914.^{15/} Seulement le minimum de ces élèves ont reçu l'enseignement supérieur. Les autorités coloniales comptaient avant la première Guerre mondiale en Algérie moins que 450 intellectuels musulmans.^{16/} Mais ils prenaient en considération seulement ceux qui reçu l'éducation française.

Parmi ces intellectuels a été né le mouvement le plus original de l'anticolonialisme algérien qui a reçu dans la littérature le nom du mouvement des "Jeunes Algériens". Pratiquement ce mouvement était décrit par presque tous les historiens français de l'Algérie et du Maghreb en principe ainsi que par les historiens d'autres pays. Parmi ces derniers il faut noter des travaux de savants arabes Allal al-Fassi (du Maroc) et Salah al-Akkad (d'Égypte), Victor Confer (des États-Unis) et Wolfgang Ohneck (de RFA).^{17/} C'est l'historien soviétique Nicolai Dyakow qui est l'auteur de la monographie unique consacrée aux "Jeunes Algériens".^{18/} Mais en même temps ce mouvement était récemment étudié en détail par Charles-Robert Ageron et par l'historien algérien Belkacem Saadallah.^{19/}

Le mouvement des "Jeunes Algériens" (nommé beaucoup plus tard à la manière des "jeunes turcs") a apparu à peu près en

1891-1892 et continuait jusqu'à la première guerre mondiale. Certains auteurs estiment que ce mouvement existait jusqu'à 1923-1924 de plus jusqu'à 1936-1937.^{20/} Pourtant on peut supposer que c'est une exagération. Après 1918 existaient encore quelques hommes politiques qui se nommaient des "Jeunes Algériens", il y avait encore quelques mots d'ordre et des formules de ce mouvement, même son "esprit", c'est-à-dire une compréhension bien déterminée et les méthodes politiques, mais il n'y avait pas du mouvement même. Les "Jeunes Algériens", exigeaient avant tout l'égalité avec les Français, mais après la première guerre mondiale en Algérie "c'est moins d'égalité déjà qu'il est question, que de liberté"^{21/} comme la suite directe du changement général de la situation dans le monde colonial après la Révolution d'Octobre en Russie et le changement du climat social en Algérie pendant les années de guerre. Voici pourquoi nous estimons en accord avec N. Dyakow qu'en général il faut dater la période du mouvement des "Jeunes Algériens" du 1892 jusqu'à 1918.^{22/}

Ce mouvement se développait très lentement, pendant une longue période il n'était que la ratiocination, le courant de la pensée sociale. Pour la première fois ce mouvement a été fixé par la commission du Sénat français en 1892 comme la présence en Algérie "d'un parti des jeunes" exigeant "l'élection de sénateurs, de députés et de conseillers généraux indigènes". En 1900 une autre commission s'est heurtée aux exigences "de l'extension des droits politiques aux musulmans lettrés en français".^{23/} En coopération avec les libéraux européens les "Jeunes Algériens" ont fondé une série d'associations culturelles - "Rachidiya" en 1902 à Alger, "Cercle Salah-Bey" en 1907 à

Constantine, "Toufiqiya" en 1908 à Alger et quelques sociétés civilisatrices plus petites ("Cercle du progrès" à Bône, "Cercle des Jeunes Algériens" à Ilemçen, "Fraternité" à Maskara, "Sadykiya" à Constantine). Ces sociétés créaient leurs filiales dans tout le pays, organisaient des conférences sur les problèmes de science, de littérature, de sociologie, d'économie, d'histoire, subsidiaient les écoles et les bibliothèques. Peu à peu ces associations des civilisateurs se transformaient en clubs politiques (surtout "Rachidiya" et "Toufiqiya"), proclamaient l'unification de tous les Algériens aspirant le développement de la pensée sociale. A partir de 1903 dans le pays fonctionnait "Le Comité de la défense des intérêts des musulmans" avec l'avocat Omar Boudierba en tête. Dans les mêmes buts on éditait les journaux (habituellement avec deux textes parallèles français et arabe, ou en français seulement): "Al-Misbah" à Oran en 1904-1905, "Le Musulman" à Constantine et "L'Islam" à Bône et à Alger à partir de 1909, "L'Etendard algérien" à Bône et "El-Haqq" à Oran - à partir de 1910, "Rachidi" à Djidjelli - à partir de 1911. Tous ces journaux existaient jusqu'à 1914. "Rachidi" jouissait d'une influence particulière c'est pourquoi on nommait parfois les "Jeunes Algériens" les "Rachidiens".^{24/}

A partir de 1908 l'activité des "Jeunes Algériens" prend le caractère nettement politique: au mois de mai au municipalité d'Alger ont été élus leurs leaders Bentami et Ben Brihat, en automne leur délégation, dirigée par Boudierba, a été envoyée à Paris et a exposée les revendications des "Jeunes Algériens" au Premier Ministre Clémenceau. Au mois de décembre de 1909 ils ont convoqué à Bône un meeting de 3 milles hommes pour sou-

tenir la concession aux Algériens des droits civiques et l'annulation de leur inégalité juridique et fiscale avec les Français. Par la suite leurs réunions, les manifestations de protestation, les pétitions aux autorités ainsi que la propagande dans la presse sont devenues plus fréquentes. Dès 1911 les répressions des autorités contre eux se sont également renforcées. Néanmoins les "Jeunes Algériens" ont réussi à élucider leurs demandes dans la presse de la métropole. Au mois de juin de 1912 une délégation de 9 leaders des "Jeunes Algériens" dirigée par Bentami a remis au Premier Ministre Poincaré une liste de ces demandes qui a reçu dès lors le nom du "Manifeste des Jeunes Algériens". Le texte de ce Manifeste était signé par 100 militants du mouvement.^{25/} En consentant au service dans l'armée française (ce sujet était l'objet de la polémique acharnée en 1908-1912) les "Jeunes Algériens" exigeaient: 1) la réforme du régime répressif (la suppression du "code de l'indigénat" raciste, des tribunaux spéciaux etc...); 2) une juste répartition des impôts et des ressources budgétaires; 3) "une représentation politique sérieuse et suffisante dans les assemblées de l'Algérie et de la métropole".^{26/} La première demande seulement était partiellement satisfaite par l'annulation de certaines restrictions des droits des Algériens.^{27/} La deuxième demande n'était réalisée qu'en 1918, et la troisième n'était pas réalisée du tout.

L'efficacité relativement petite du mouvement des "Jeunes Algériens" sans compter sa faiblesse et la puissance écrasante de l'appareil colonial, s'explique également par son isolation du peuple et la crainte des masses populaires. Prenant en considération ce fait il est important de déterminer le carac-

tère de tout ce mouvement.

Selon B. Saadallah, c'était "un mouvement national ayant pour but la libération du pays par les moyens loyaux politiques et utilisant dans la plupart de cas les méthodes occidentales".^{28/} La faiblesse et la prudence de la bourgeoisie algérienne, le nombre restreint de l'élite instruite qui ne sentait pas l'appui du peuple, duquel elle était barrée non seulement par sa position et son éducation mais par le caractère même de sa méthode de résolution du problème existant qui se basait sur le refus de l'originalité nationale, ont prédestiné la particularité de la tactique des "Jeunes Algériens" de s'accommoder au rapport des forces imposé par les colonisateurs et en l'acceptant de s'assimiler et devenir égaux aux Français. Mais les réactionnaires de la métropole et surtout "les seigneurs" de la colonie européenne en Algérie étaient toujours contre. Même Jules Ferry condamnait algéro-européens pour leur mépris envers "les intérêts communs de France et de colonie", pour leur particularisme et le désir "d'exploiter l'indigène et la métropole".^{29/}

Les "Jeunes Algériens" tâchaient d'utiliser au maximum les contradictions, y compris celles de second ordre ou seulement se fixant - entre la métropole et les "seigneurs" de la colonisation. Cette tactique elle même ne pouvait apporter qu'un succès limité, mais encore elle se heurtait à deux forts obstacles - la solidarité des cercles colonialistes de la France et du groupe dirigeant des algéro-européens et de plus la présence dans le mouvement anticolonial d'Algérie à la fin de XIX - début de XX siècles - du deuxième mouvement plus puissant décisivement rejetant les objectifs des "Jeunes Algériens". Les leaders des

"Jeunes Algériens" se trouvaient en permanence entre le marteau et l'inclume.

Habituellement les historiens de l'Algérie sont portés à ignorer cette circonstance expliquant la non-reussite relative des "Jeunes Algériens" par leur nombre restreint ainsi que par les intrigues "des seigneurs" et l'obstination de l'administration coloniale. Mais on ne prend pas en considération la présence des concurrents sérieux des "Jeunes Algériens" en la personne des "traditionalistes liés avec les anciennes classes".^{30/} Dans la littérature on les appelle "vieux turbans" parmi lesquels "la France choisissait les gaid, agas et baschagas"^{31/}, les réactionnaires routiniers que se moquaient des "Jeunes Algériens" et "se jouissaient à leurs échecs".^{32/} Ainsi, on ne voit aucune différence entre une partie vraiment réactionnaire des traditionalistes (feodaux, clergé conservateur, marabouts) et une fraction patriotique des intellectuels musulmans et de la bourgeoisie qui blâmait les "Jeunes Algériens" pour l'apostasie de la culture nationale, de la langue, des coutumes et des traditions nationales. Objectivement ce blâme jouait le rôle de la défense et de la stimulation de la conscience nationale des Algériens.

En 1871 déjà un groupe des intellectuels Muhammad al-Badavi en tête exigeait les droits égaux aux Algériens-citadins et a organisé une manifestation anticoloniale des citadins de Cherchelle. En 1881 Muhammad Ben Badis bien connu parmi les traditionalistes a prit la parole pour la représentation des Algériens aux conseils généraux. En 1891, tout de suite après la pétition citée de 1700 représentants de Constantine en 1887, a suivi un nouveau appel des musulmans de Tlemçen au gouvernement de la

France exprimant une ferme résolution de résister à l'assimilation, de ne pas servir dans l'armée française (protestation contre "le code d'indigénat") et de ne pas vivre selon les lois françaises (ce qu'était motivé par leur incompatibilité avec les convictions religieuses des Algériens).^{33/} Une forme répandue de la protestation anticoloniale est devenue l'émigration aux "terres de l'Islam" c'est à dire au Maroc, à la Tunisie, à la Tunisie, à la Syrie et à la Turquie (les vagues de l'émigration les plus connues en 1875, 1888, 1898). Les patriotes-traditionalistes séparés maintenaient les liens avec les mahdists du Soudan en 1883-1898. Sous leurs mots d'ordre se déroulaient l'insurrection de Yaquub Ben al-Haj 1901 dans la région Ain at-Turk, le mouvement de partisans à Oranie en 1904 sous la direction de Abou Zyane al-Galai. En 1906-1907 les interventions contre les autorités (surtout à Ain-Bassam, Tlemçen et à Alger) portaient le caractère de la protestation contre l'oppression de la religion, et à partir 1908- contre l'imposition des Algériens par "l'impôt sur le sang", c'est-à-dire contre le service dans l'armée française. Les manifestations de plusieurs milliers d'hommes et les échauffourées avec la police accompagnaient ce mouvement spontané qui a abouti en 1910-1911 à de nouvelles vagues de l'émigration parmi lesquelles la plus connue est "l'exode de Tlemçen".

Objectivement à la croissance de l'influence des traditionalistes contribuait l'essor de la culture nationale de l'Algérie qui s'est fixé à la fin du XIX^e siècle et s'est manifesté dans l'épanouissement du folklore, de la poésie, de la musique populaire, de la peinture. Presque tous les hommes éminents sociaux ou religieux partant les positions du traditionalisme patrio-

tique ont apporté une contribution déterminée au développement de la culture opprimée du peuple algérien - poètes et journalistes Mouloud Ben Muhoub, Mahmoud Kahul et Abd el-Kader al-Madjaoui, écrivains Mostefa Ibn al-Houdja, Abd al-Halim Ben Smaya et Mohammed Ben Cheneb, historiens parlant la langue arabe Ibn Ammar, al-Wartilani, al-Hafnaoui, le peintre très connu Omar Racim, éditeur du "Zou-l-Fakar", journal "très critique" et presque "Socialiste".^{34/}

Parmi eux il y avait une partie de gens disposés implacablement qui s'affirmait or pour la résistance ouverte, espérant d'obtenir l'appui de l'Empire Ottomane or pour l'émigration. Une autre partie en appréciant sensément le rapport des forces estimait la nécessité de la résistance passive mais permanente. Enfin la troisième partie était d'accord pour les pourparlers avec les autorités en leur envoyant en permanence des différentes pétitions sur "la protection de la propriété indigène" des expropriations, l'abolition des lois ruinants les algériens, la nouvelle répartition des impôts, le développement de l'instruction en langue arabe etc. Cette fraction des traditionalistes exigeait l'égalité avec les Français en estimant l'originalité nationale et les coutumes des Algériens en même temps que les "Jeunes Algériens" ne croyant pas à la possibilité de conditions de l'égalité tellement honorables, aspiraient d'obtenir la même chose par l'assimilation.

Les traditionalistes, ainsi que les "Jeunes Algériens", avaient leur presse et participaient à l'activité des associations culturelles citées. Ils éditaient la revue "Al-Ihya" (1906-1907), les hebdomadaires "Kawkab Ifrikyia" (1907-1914),

"Al-Maghrib" (1903-1913), "Al-Farouq" (1913-1914), "Zu-l Faker" (1913-1914). En Syrie, où en 1911 habitaient 20 milles Algériens qui ne perdaient pas les liens avec leur patrie, ils condamnaient d'une manière violente dans leurs journaux (par exemple "Al-Muhadjir") la politique de la France en Algérie pour "la transformation des Algériens aux esclaves et aux mendiants", les arrestations arbitraires, l'intervention aux affaires du culte musulman, "l'annulation des traditions arabes et islamiques".^{35/}

Il y avaient beaucoup d'exemples de la collaboration des traditionalistes et des "Jeunes Algériens" en 1906-1912, surtout dans les associations "Rachidiya" et "Cercle Salah-Bey", qui en résultat, avaient le plus grand nombre des adhérents, près de 2 milles personnes, c'est à dire autant que tous les autres.^{36/} Certains journaux (par exemple "El-Haqq" et "Le tout ou rien" à Oran) tâchaient de faire coïncider dans leur position les points de vue des "Jeunes Algériens" et des traditionalistes jusqu'au moment où en 1914 ils ont pris définitivement les positions de ces derniers. Non sans raison un des idéologues algéro-européens André Servier écrivait en 1913: "il faut craindre la fusion de ces deux groups - les "Jeunes Algériens" ayant l'intellect, l'activité, les connaissances et les programmes avec les "vieux turbans" et le peuple qui sont nombreux."^{28/} Pourtant l'unité du mouvement anticolonial n'était pas obtenue au cours de ce temps-là. De plus les divergences entre les deux tendances qui se sont fixées vers 1914 ont reçu le reflet par la suite dans le développement de deux fractions du mouvement de libération: des nationalistes traditionnelles et des légalistes

modérés.

Les traditionalistes étaient plus proches au peuple que les "Jeunes Algériens" mais, sans avoir la culture de ces derniers, étaient encore moins organisés et représentaient un mouvement assez mêlé capable de devenir une source de la formation de plusieurs partis mais pas d'un seul. Dans son ensemble tous les deux courants ayant ses mérites et ses faiblesses ont apporté une contribution considérable et exceptionnelle dans le développement de l'anticolonialisme algérien à la charnière de XIX-XX siècles. C'est pourquoi ils doivent être considérés non pas isolément mais ensemble en corrélation.

Notes

1. Abd al-Hamid Zouzou. La revolte de Bou Amama 1881-1908. Alger, 1981 (en arabe).
2. M. Lacheraf, "Algérie: nation et société", Paris, 1965, pp. 185-186.
3. R.G. Landa. Les formes de la lutte anticoloniale en Algérie à la charnière de XIX-XX siècles - "Narody Azii i Afriki". Moscou, 1977, N 1, p.70 (en russe).
4. Y. Lacoste, A. Nouschi, A. Prenant, "L'Algérie. Passé et présent", Paris, 1960, p.317.
5. Tableaux de l'économie algérienne, Alger, 1960, p.22.
6. E.F. Gautier, "L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930", Alger, 1930, p.72.

7. Ch.R. Ageron, "Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)", Paris, 1968, p.848.
8. "L'Afrique Française". P., septembre 1910, p.292.
9. B. Saadallah. Al-harraka al-wataniya al-djazaizya. Beirut. 1969, p.128 (en arabe).
10. Ch.-R. Ageron. Op. cit., p.851.
11. Ibid, p.823.
12. A. Berque, "La bourgeoisie algérienne" "Hesperis", Paris, 1948, t.XXXV, 1-2 trim., pp. 1-29.
13. M. Bennabi, "Mémoires d'un témoin du siècle", Alger, 1965, pp.11-14.
14. M. Lacheraf, op.cit., p.70.
15. Ch.-R. Ageron. "Histoire de l'Algérie contemporaine", Paris, 1969, p.70.
16. Ch.-R. Ageron, "Les Algériens musulmans et la France"; p.1048.
17. M.A. al-Fassi. Al-Harakat al-istiqlaliya fi-l Maghrib al-arabiy. Tanger, 1950 (en arabe); Salah al-Akkad. Al-Maghrib al-arabiy, Cairo, 1962 (en arabe); Victor Confer. France and Algeria. The problem of civil and political reform. Siracuse, 1966; W. Ohneck. Die französische Algerienpolitik in 1919-1939. Köln -Opladen, 1967.
18. H.N. Dyakow. Les Jeunes Algériens et la lutte anticoloniale en Algérie à la charnière de XIX-XX siècles. Moscou, 1985 (en russe).
19. Ch.-R. Ageron, "Le mouvement 'jeune-algerien' de 1900 à 1923" - "Études maghrebines. Mélanges Charles-André Julien". Paris, 1964, pp.217-243; B. Saadallah, "The rise of the

- Algerian elite 1900-1914" - "Journal of Modern African Studies", 1967, N 1, pp.1-11; B. Saadallah. Al-Haraka al-wataniya al-djazairiya. Beirouth, 1969, pp.155-220.
20. Ch.-R. Ageron. "Le mouvement "jeune-algérien", p.218.
 21. J.-C. Vatin. L'Algérie politique: histoire et société, Paris, 1974, p.172.
 22. N.N. Dyakow. Op. cit., p.4.
 23. Ch.-R. Ageron. "Le mouvement "jeune -algérien", p.219.
 24. M. Ajam. "Problèmes algériens (impressions de voyage)", Paris, 1913, p.74 et autres.
 25. V. Confer. Op. cit., p.63.
 26. Ch.-R. Ageron. "Le mouvement "jeune-algérien", pp.231-232.
 27. P.-E. Viard. Les droits politiques des Indigènes d'Algérie", Paris, 1937, p.40.
 28. B. Saadallah. Al-Haraka al-wataniya al-djazairiya, p.113.
 29. "Journal of African history", Cambridge (Mass.), 1964, vol. V, N 2, p.232.
 30. B. Saadallah, op.cit., p.156.
 31. G.Esquer, "Histoire de l'Algérie", Paris, 1950, p.92.
 32. G. Ganiage, "Les affaires d'Afrique du Nord", Paris, 1972, pp.18-19.
 33. Ch.-H. Favrod, "La révolution algérienne", Paris, 1959, pp.143-144.
 34. M. Bouayed. Histoire par la bande. Alger, 1974, p.39, 64-67.
 35. B. Saadallah, op.cit., pp.146, 149.
 36. Ibid, pp. 161-163; Ch-R. Ageron, "Le mouvemenet ''jeunen algérien''", p.226.
 37. F. Gataluccio "Formazione della nazione algerina", Milano, 1961, p.56.



GILBERT MEYNIER

Université de Nancy II et

Groupe d'Etudes du Maghreb et du Monde Musulman

(Université de Paris VII)

L'Emir Khaled et le communisme (1919-1926)

Le recours des colonisés au soutien communiste est un fait connu: dans les années vingt, le retentissement de la révolution bolchévique y incite plusieurs leaders, d'Abd El Krim à Ho Chi Minh. Mais, entre l'adhésion en connaissance de cause aux principes du socialisme marxiste-léniniste et la recherche d'appuis à des combats nationaux, il existe de nombreuses nuances des engagements politiques. Ces différences se traduisent, ainsi, par l'évolution ultérieure de tel militant, fort différente de celle de tel autre: on sait que, pour des hommes qui furent sensibles au "soleil levant" de 1917, les trajectoires et les devenirs furent multiples.

Cette communication s'attachera à traiter le cas d'un leader relativement méconnu, petit-fils de l'émir Abd El Kader, l'émir Khaled El Hachemi El Jazâiri qui fut, au lendemain de la guerre de 1914-1918, la bête noire du colonialisme français. Ce premier révélateur d'une lutte politique moderne fut voué aux gémonies par le pouvoir français comme "agent bolchévique": après avoir électrisé l'Algérie algérienne d'une onde de choc sans précédent, il fut contraint de s'exiler d'Algérie. Retiré à Alexandrie, en Egypte à partir de l'été 1923, il tenta à trois reprises de reparaitre sur le théâtre politique européen, particulièrement

en France. Il est avéré qu'il le fit avec le soutien du Parti Communiste Français. Le journal L'HUMANITE annonça même, en 1924, son adhésion au parti. Cette adhésion est d'ailleurs, pour l'historien, problématique et il est fort probable que l'émir Khaled n'adhéra jamais qu'à l'Union Intercoloniale, organisation dans la mouvance communiste, créée à l'initiative des communistes, à l'intention des colonisés de l'"empire" colonial français. Quelle que soit la réalité, au fond, secondaire, des faits, sur ce point, il conviendra surtout de s'interroger sur la nature du "communisme" de l'émir Khaled. Et, une version couramment répandue par une certaine vision nationaliste algérienne de l'histoire affirme que ce fut l'émir Khaled qui fut à l'origine de la création de l'Etoile Nord-Africaine, de manière à disqualifier, dans cette création, ceux que l'historiographie récente la plus sérieuse désigne comme ses véritables fondateurs: Abdelkader Hadjali et Messali Hadj, en 1926, qui étaient tous deux, à ce moment, des militants inscrits au Parti Communiste Français. Il faudra donc tenter d'y voir clair, d'une part pour établir une factualité aussi peu contestable que possible, d'autre part pour permettre d'affiner la vision du communisme de l'émir Khaled. Auparavant, l'examen des faits prouvant la collusion, puis l'alliance de l'émir Khaled, avec le communisme, particulièrement le Parti Communiste Français, des hantises du pouvoir colonial à son endroit serviront d'amarrage au traitement du sujet.

Vis à vis de l'émir Khaled, comme vis à vis de nombre de personnalités du monde colonisé, le pouvoir colonial eut une vision équivoque: le colonisateur ne peut voir dans le colonisé

que ce qu'il redoute qu'il soit ou ce qu'il veut absolument qu'il soit. Si bien qu'il fut vu comme pro-français, surtout pendant son service dans l'armée française (1895-1919), soit comme "nationaliste musulman" à partir de cette dernière date. Or, si l'on s'en tient à lettre de ce que déclara l'émir Khaled pendant ses campagnes électorales, de 1919 à 1923 ou de ce qu'il dit au gouvernement français, il apparaît qu'il fut bien peu un contestataire violent: il se contenta de défendre la dignité des Algériens, de réclamer surtout pour l'élite des droits politiques tout à fait en conformité avec la norme coloniale, de revendiquer en particulier une représentation au Parlement français. Jamais ses revendications ne furent satisfaites. Mais, ce qui contribua à alarmer le pouvoir colonial, ce fut le ton nouveau de la presse "indigène", notamment de L'IKDAM, le journal dans lequel s'exprimait l'émir Khaled.

Le pouvoir colonial notait avec agacement et effroi que des articles et des rédacteurs de cette feuille de l'élite algérienne étaient échangés avec le journal DEMAIN socialiste et, de plus en plus, avec LA LUTTE SOCIALE communiste. Khaled couvre, par exemple, de son nom les panégyriques parus dans L'IKDAM sur les anciennes terres communautaires des tribus (la terre 'arch), assimilées au moyen de production d'un "collectivisme agraire". A l'époque, l'interprétation du passé algérien avec des outils, même bien sommaires, de l'analyse marxiste, suscite l'effroi des intellectuels de l'establishment colonial. Le rédacteur de l'ex-feuille libertaire constantinoise LE CRI DE L'ALGERIE, l'ex-colon ruiné de Bordj Bou Arreridj, Victor Spielmann, signe, à la fois dans L'IKDAM et dans LA LUTTE SOCIALE - le journal

communiste d'Algérie - les plus radicales condamnations de la "politique indigène" de la France. Au conseil municipal d'Alger, les khalédiens votent la plupart du temps avec la minorité française de gauche. Dans l'association La Jeunesse Musulmane, constituée à l'initiative de Khaled, les trois premiers présidents successifs sont l'instituteur modéré Branki, mais aussi un militant des Jeunesses Communistes, Ahmed Bouralha (qui fut arrêté après le congrès de Montluçon) et le peintre et arabisant Omar Racim, qui fut condamné pendant la guerre de 1914-1918 par le conseil de guerre d'Alger pour intelligence avec l'ennemi. La collusion avec les socialistes de gauche est d'autant plus mal ressentie qu'elle se produit au moment de la constitution de l'ébauche d'un front de classe transcommunautaire, au-delà de la barrière coloniale, particulièrement mis en évidence par les manifestations des 1er mai 1919 et surtout 1920 et par la vague de grèves qui secoue l'Algérie, mettant au cude à coude, fraternellement, les hommes des deux communautés. Or, sans que, personnellement, Khaled fût pour rien dans l'ébauche de ce front de classe qui terrorisa la bourgeoisie coloniale, sans que l'émir Khaled daignât jamais participer à la moindre manifestation populaire, son journal, loin de repousser les avances de l'extrême-gauche européenne d'Algérie, célébrait à sa manière la participation des "indigènes" aux défilés du 1er mai.

Dans les rapports de police, le nom de Khaled fut donc naturellement associé à ces "signes d'un premier éveil politique", sous les auspices de la C.G.T. et de la Troisième Internationale, vers laquelle s'orientèrent massivement les socialistes d'Algérie au congrès de Tours, den décembre 1920. En 1922, Bouralha se fit

arrêter à nouveau pour avoir frappé le fasciste Charles Collomph - le théoricien des "ligues civiques" des colons, imitées des groupements fascistes italiens contemporains au cours d'une manifestation "communiste" (en fait autant anarchiste que communiste) antimilitariste contre un cortège d'anciens combattants. La même année, L'IKDAM publia plusieurs articles violents contre le colonialisme français: l'indigénat est dénoncé comme un "régime d'exception", Khaled lui-même stigmatise "le régime du knout". Le journal compare l'aveuglement des colons à celui de la noblesse française aux approches de la Révolution de 1789 et il conclut: "Hors d'ici... Vous ne l'aurez pas volé!". En 1922, violemment pris à parti par la bourgeoisie coloniale et le lobby colonial algérien à Paris, Khaled fut accusé d'être un agent des soviets. Et de fait, il avait commencé à se tourner résolument vers le Parti Communiste. Avant la guerre de 1914-1918, lorsque le pouvoir colonial voulait se débarrasser de gêneurs, il les traitait de panislamistes; après la guerre, tout naturellement, il les traite de communistes.

En 1923, devant la baisse d'audience électorale des khalédiens, certains d'entre eux proposèrent de "convertir L'IKDAM au communisme intégral" et les derniers numéros du journal se ressentent d'une influence "bolchéviste" croissante. Mais, aux élections aux Délégations Financières (le "parlement" colonial algérien) d'avril 1923, l'émir Khaled préféra la candidature de modérés qui furent tous battus. L'émir Khaled suspendit la parution de L'IKDAM, il démissionna de tous ses mandats électoraux. Et ce fut un homme désespéré qui finit par accepter le marché peu reluisant conçu par le secrétaire général du gouvernement général

de ses 85 000 francs de dette.

Un après son éloignement d'Algérie (été 1923) Khaled débarqua à Paris, au lendemain de la victoire électorale du Cartel des Gauches. Il choisit de se voir patronné par le Parti Communiste: à la suite des directives de l'Internationale communiste, le P.C. avait résolu de soutenir les "bourgeoisies nationales révolutionnaires". Il avait échangé, en 1923-1924, une correspondance avec Khaled par l'intermédiaire de son fondé de pouvoir à Paris, Ahmed Rabah Belghoul. Dans la capitale française, il fit à deux reprises une conférence, l'une à la salle des Ingénieurs Civils (salle qui était le siège d'une association de solidarité musulmane franco-maghrébine, la Fraternité Islamique), le 12 juillet 1924, l'autre à la salle Blanqui, sous les auspices de l'Union Inter-coloniale communiste. Le texte de la conférence fut publié peu après par un militant libertaire humaniste algérois, qui appartenait, alors, au Parti Communiste, Victor Spielmann, à ses rupture entre l'émir Khaled et ceux qui avaient toujours, jusque là, été ses amis politiques, les tenants du libéralisme colonial, incarnés par exemple par le président Edouard Herriot ou encore par le député socialiste Marius Moutet. Certes, le choix ouvert de l'alliance avec les communistes n'était peut-être pas le moyen le plus sûr pour obtenir des actes du gouvernement Herriot. Mais le P.C. était légal et Khaled n'enfreignait aucune loi française en se plaçant dans son giron. Au surplus, dans sa conférence, Khaled présenta un programme de réformes coloniales très modéré qui, en soi, ne pouvait choquer le gouvernement Herriot, dont le chef, lui-même, avait antérieurement souscrit à plusieurs de ses propositions.

Dès lors, indiscutablement, Khaled fut vu comme un "agent communiste". Des journaux libéraux qui avaient soutenu l'émir Khaled se désolidarisèrent de lui, comme LE TEMPS et LA REVUE INDIGENE. On tira à boulets rouges contre ce "redoutable aventurier du bolchévisme", contre cet "élément antifrçais". Devenu indisrable à Paris, Khaled retourna à Alexandrie. D'après des sources officielles françaises, il y prit une "attitude de plus en plus antifrçaise" et il donna publiquement à des envoyés de la République du Rif des marques de sympathie et de dévouement à la cause d'Abd El Krim El Khattabi. La résidence française du Maroc se tint informée des agissements de Khaled et tint pour vrai sa collusion avec Abd El Krim. Il n'est pas impossible que ce fût pour tenter de jouer un rôle auprès d'Abd El Krim qu'il tenta, en juillet 1925, de fuir l'Egypte pour gagner l'Italie avec un faux passeport.

Or, l'Italie apparaît souvent dans les supputations policières comme le lieu de contacts secrets entre délégués du Komintern et émissaires de Khaled à un moment où la police française soupçonnait Khaled de vouloir rallier le comat des Rifains. Certes, il a été démontré, notamment dans la thèse de Georges Oved (La Gauche française et le nationalisme marocain, Paris, 1984) que, sur ce qui concernait le Rif, les informations des services secrets français relevèrent souvent du délire imaginatif. Mais, en l'occurrence, les soupçons français paraissent être corroborés par des notes concordantes émanant du Foreign Office.

La cause du Rif était fort populaire en Algérie, comme elle le fut dans tout le Maghreb. Le combat mené par Abd El Krim y était vu comme un combat parallèle à celui de Khaled en Algérie,

à celui de Taalbi en Tunisie. Les documents consultés ne permettent pas de dire avec certitude si, avant 1925, il y eut des relations entre le dirigeant rifain et l'émir Khaled. Un seul télégramme, envoyé par le consulat de France du Caire, et daté de juillet 1925, put être retrouvé. On peut toutefois relever la coïncidence entre, d'une part, le retour triomphal de Saad Zaghloul au Caire, et l'offensive française au Rif, au nord de la rivière Ouergha, et d'autre part la décision de l'émir Khaled de reparaitre sur la scène algéro-française. On sait, en revanche, de manière plus certaine que, après son retour à Alexandrie de l'été 1924, Khaled rencontra à plusieurs reprises des émissaires soviétiques et des délégués de la République du Rif. Le journal colonial L'ECHO D'ALGER assura que Khaled aurait reçu des envoyés d'Abd El Krim lui demandant de retourner en Algérie pour y faire de l'agitation. Or, ces allégations paraissent être confirmées par des documents du Foreign Office et par le télégramme du Caire cité Supra :

"(...) Emir Khaled, en liaison avec le communiste français Lévy (Georges Lévy, député communiste du Rhône, collaborateur occasionnel de L'IKDAM et de LA LUTTE SOCIALE, NDLA) chercherait à quitter Alexandrie et à se rendre dans le Rif". Les explications de Khaled au sujet de sa tentative avortée de fuir en Italie (il aurait désiré se fixer en Italie afin de s'y adonner à l'agriculture...) ne peuvent décemment être prises au sérieux. Plaide en faveur d'une réorientation marocaine de Khaled la conjoncture rifaine: c'est en juillet que se produit l'"Anoual des Français", le craquement du front de la rivière Ourgha. Et c'est au milieu de l'été que le maréchal Pétain, chargé de réprimer

l'insurrection rifaine, de conserve avec le général Franco, débarque au Maroc. On peut donc imaginer que, au moment où la situation rifaine lui paraissait critique pour le colonialisme français, Khaled put penser pouvoir jouer un rôle nouveau au Maghreb à partir du tremplin rifain.

Arrêté par la police égyptienne et jugé par un tribunal consulaire français, il fut condamné à cinq mois de prison. Ayant fait appel, il fut traduit devant la cour d'appel d'Aix en Provence où il fut relaxé fin septembre 1925. Un seul parti organisa une action pour le soutenir: le P.C. tint, le 24, un meeting à Paris pour obtenir sa libération. Peu de temps auparavant, au printemps 1925, Khaled avait été présenté in abstentia aux élections municipales d'Alger sur une liste communiste et il avait été élu. En octobre, même présentation in abstentia pour des élections au Conseil général du département d'Alger. Ces élections furent d'ailleurs invalidées. Au nom de sa famille de Mascara et d'Alger, trois de ses parents, des collatéraux Boutaleb, assurèrent que le nom de Khaled avait été utilisé à son insu par les communistes et que l'émir ne voulait plus s'occuper de politique. Le 11 mai 1925, Khaled, de son exil alexandrin, avait rectifié, désavoué les témoignages de ses parents et non ses alliances politiques.

D'après le témoignage d'Ahmed Rabah Belghoul, interrogé par l'historien algérien Mahfoud Kaddache, Khaled aurait eu, aussi, en 1925, des contacts avec le dirigeant druse syrien Soltan Atrache pour former des Algériens à la guerre de guérilla, et par l'intermédiaire de Belghoul, d'autres contacts avec des caïds du Su-Marocain. Plus tard, en 1929, il aurait reçu d'un

général soviétique des propositions par l'intermédiaire de Doriot, mais Khaled aurait refusé parce qu'il "craignait la provocation". L'émir Khaled revint bien une troisième fois en France, en novembre 1925, et les documents ne permettent guère de savoir ce qu'il y fit. Mais on sait tout au moins qu'il était soupçonné de vouloir créer un mouvement politique parmi les Algériens résidant en France avec le soutien de la C.G.T.U. et que, surveillé de très près, il ne dut pas pouvoir faire grand chose. En tout cas, définitivement, cette fois, il dut quitter la France fin janvier 1926 et il se retira, en retraite de politique, auprès de sa famille, à Damas. Dès lors, il ne fit plus vraiment parler de lui et il cessa, dans les rapports français, à être associé, ou avec Abd El Krim, ou à Soltan Atrache. En tout cas, si des relations furent nouées, les projets algéro-marocains de Khaled restèrent à l'état de velléités. Il est sur que Khaled refusa de se résoudre à l'action clandestine et militaire. Vraisemblablement, pas plus qu'avec les destouriens tunisiens, il n'y eut de concertations organisées au-delà des simples contacts et des messages réciproques de dympathie. Fondamentalement modéré, l'émir Khaled resta toujours un modéré.

Pendant toute cette période, nonobstant le soutien communiste, le programme défendu par Khaled resta un programme modéré. La lettre-programme, adressée par Khaled à Herriot, et publiée par L'HUMANITE du 3 juillet 1924 n'innove guère. Comme auparavant, elle demande, pour l'essentiel, l'assimilation institutionnelle et l'égalité des droits civils entre Français et Algériens, l'association culturelle et politique. L'HUMANITE eut beau dire que la conférence du 12 juillet était "le plus formidable

réquisitoire qu'on ait jamais prononcé contre le colonialisme", le texte de cette conférence prétendument incendiaire était aussi modéré que celui de la lettre-programme. En aucun cas, en tout cas, une déclaration de guerre anticoloniale. L'HUMANITE s'en rendait d'ailleurs bien compte: elle notait ironiquement que Khaled défendait les libertés formelles.

Certes, si, pour le pouvoir colonial, les appuis communistes de Khaled étaient subversifs, l'appui recherché par Khaled auprès des communistes ne fut-il pas surtout conjoncturel? En s'abouchant avec l'émir Khaled, le P.C. recherchait une voix illustre qui pût d'elle même amplifier la propagande en Afrique du Nord. Symétriquement, pour l'essentiel, l'émir Khaled rechercha auprès des communistes un hautparleur puissant quand ceux qui étaient les hommes de son coeur -les libéraux en matière coloniale- s'étaient dérobés. S'il se résolut à prendre contact avec le P.C., ce fut dans un souci d'efficacité et parce que, au fond, les thèmes du P.C. en matière coloniale lui paraissaient aller dans le même sens que ceux de ses amis libéraux, quel que soit le caractère plus radical de leur formulation. Khaled lui-même n'eut jamais l'intention de mettre sur pieds un véritable parti populaire anticolonial. Il y eut bien la Fraternité Algérienne, le groupement qu'il créa en 1922; mais il ne voulut jamais lui donner un autre contenu que celui d'un groupe de pression électoral pour lui-même et pour l'élite qu'il représentait.

D'ailleurs, l'émir Khaled ne se tourna franchement vers les communistes qu'après avoir tenté de faire pression sur les politiciens, radicaux ou socialistes modérés, crédités de libéralisme colonial. Il mit sur pieds à Paris la Ligue pour la Représentation

des Indigènes au Parlement français dont Herriot accepta un temps d'être le président d'honneur. Cette organisation s'appuya sur la Ligue des Droits de l'Homme et, surtout, sur le député socialiste du Rhône, Marius Moutet, avec lequel une véritable amitié le lia. Or, l'action de Moutet fut surtout verbale; s'il est vrai qu'il intervint constamment à la Chambre pour dénoncer les inégalités dont les Algériens étaient victimes, il fut impuissant à empêcher le rétablissement, en août 1920, du code de l'indigénat discriminatoire qui avait été suspendu pendant la guerre de 1914-1918. L'action même de Moutet fut isolée dans son propre parti, le parti socialiste S.F.I.O.. Les propositions en faveur de la représentation parlementaire des Algériens, faites par des hommes comme Marius Moutet ou Maurice Viollette, firent long feu. L'arrivée, en 1921, à Alger, d'un nouveau gouverneur général, réputé de gauche et indigénophile, Théodore Steeg, ne fut suivie d'aucune mesure concrète en faveur des Algériens colonisés. Et lorsque Khaled, publiquement, s'adressa au président de la République Alexandre Millerand, en visite à Alger au printemps 1922, toutes les revendications modérées qu'il présenta rencontrèrent une fin de non-recevoir.

Le gouvernement du Cartel des Gauches, présidé par Edouard Herriot, arrivé au pouvoir au printemps 1924, n'était guère de nature à changer les choses: ce gouvernement radical est ouvertement soutenu par le lobby colonial. A Khaled en exil qui s'empresse de lui faire savoir combien son "arrivée" constitue pour "les musulmans algériens un heureux présage, une ère nouvelle", Herriot ne répond pas. Pas davantage, il ne daigna, lors des séances parlementaires fort nombreuses qui furent consacrées

aux questions coloniales, faire la moindre allusion au programme pourtant modéré que lui avait soumis l'emir Khaled dans la lettre-programme qu'il lui adressa. L'AFRIQUE FRANCAISE vit dans cette lettre rien moins qu'"une adaptation des premières sommations de Zaghoul Pacha à l'Angleterre". Les dix points de ce "programme de nos revendications primordiales" n'étaient ni nouveaux ni révolutionnaires, mais ils furent publiés par le seul organe du Parti Communiste Français.

Dès son arrivée à Paris, en juillet 1912, l'émir Khaled tenta de contacter des personnalités françaises réputées libérales qui, toutes, ou presque, à l'exception notable de Maurice Viollette, lui fermèrent la porte au nez. Ceux sur lesquels il comptait, comme son ami Moutet, ne firent rien: Moutet, de longue date, ami et colistier d'Herriot à Lyon, ne fit rien de ce qui eût pu sembler être une critique d'un gouvernement dont il rêva d'être le ministre des colonies, rêve que la décision de la S.F.I.O. de ne pas participer au gouvernement enterra. On sait maintenant que jamais le gouvernement "de gauche" Herriot n'eut d'intention réellement réformatrice en matière coloniale: l'atteste, par exemple, sa fantomatique commission des affaires tunisiennes qui ne fit absolument rien. L'atteste plus encore la décision qui fut sienne d'intervenir militairement au Maroc aux côtés des forces espagnoles pour venir à bout, avec des moyens importants, de la révolte rifaine d'Abd El Krim. Et pourtant, malgré ses déceptions, Khaled continua à en appeler à ses "amis" libéraux, même à partir du moment où il lia son sort à celui de l'Union Intercoloniale communiste.

Ce ne fut donc bien qu'après avoir épuisé tous les recours possibles du côté de ses "amis" libéraux que Khaled se tourna résolument vers le Parti Communiste. Croyait-il ainsi pouvoir encore faire pression sur le gouvernement du Cartel ou pensa-t-il qu'il était désormais vain d'escompter des soutiens de ce côté-là? Toujours est-il que Khaled consacra l'essentiel de son séjour de l'été 1924 à Paris à développer son action en liaison avec le Parti Communiste. On sait qu'il rencontra à plusieurs reprises Jacques Doriot dans l'appartement de son fondé de pouvoir, Ahmed Rabah Belghoul. Le P.C. est le seul parti politique à soutenir les revendications immédiates des colonisés, notamment par l'intermédiaire de l'Union Intercoloniale d'où naquit, en 1926, l'Etoile Nord-Africaine. Le futur fondateur de cette dernière, Hadj Ali, travailla activement pour le rapprochement entre Khaled et communistes: en juillet 1924, LE PARIA, TRIBUNE DU PROLETARIAT COLONIAL (journal de l'Union Intercoloniale) publie en première page la lettre-programme adressée par Khaled à Herriot. Abdelaziz Menouer, autre militant influent du P.C., fait état d'une correspondance suivie entre un "groupe Khaled", à l'époque de l'exil, et l'Union Intercoloniale. Mais il ne semble pas que, malgré ces probables contacts, Khaled eût vraiment décidé de s'appuyer définitivement sur le P.C. avant juillet 1924.

Du côté communiste, on le sait, la démarche du P.C. se rapporte à la stratégie nouvelle de l'Internationale Communiste définie par son quatrième congrès: soutenir tout mouvement révolutionnaire dans les colonies et s'allier, dans le cadre d'un "front anti-impérialiste" avec tout groupement de

"bourgeois nationalistes" qui "lutterait pour l'émancipation de la tutelle européenne, quitte à se dresser contre lui, si, au cours des événements, ce groupe laisse apparaître son caractère bourgeois et anti-ouvrier". Khaled est donc perçu, dans le cas algérien, comme "le chef du mouvement national révolutionnaire". Khaled ne pouvait pas faire autre chose que de répondre à de telles sollicitations.

Coupé de ses bases algériennes depuis qu'il n'a plus la possibilité de se rendre en Algérie, tenu en quarantaine par la classe politique française, il ne peut plus choisir ses alliés: ils s'imposent à lui. Mais, positivement, aussi, il sait que la population ouvrière algérienne vivant en France peut lui servir de masse de manoeuvre: on sait, en effet, que le P.C. présenta dans le département de la Seine Hadj Ali Abdelkader -qui était naturalisé français- aux élections législatives de 1924. Hadj Ali ne manqua l'élection que d'une vingtaine de voix. Cet événement suscita des espoirs parmi les Algériens vivant en France et les incita à militer plus activement. On sait, par exemple, que la candidature Hadj Ali précipita l'engagement de Messali Hadj: il était évident que Khaled ne pouvait que voir là un terrain favorable à l'action.

On est donc fondé à penser que, des deux côtés, l'alliance représenta un choix conscient et totalement assumé. Cela ne signifie pourtant pas du tout que Khaled entendit remettre au P.C. seul les directives de son action. L'indique, par exemple, la discrétion qui précéda son arrivée à Paris: il évita soigneusement de signer personnellement la correspondance entretenue avec l'Union Intercoloniale et il ne dit rien de

précis sur ses intentions, comme le montre la lettre d'Abdelaziz Menouer à l'Exécutif de l'Internationale Communiste:

"L'émir Khaled, que pense-t-il faire ici? (...) Croit-il en la clémence du bloc des gauches et de son ami Moutet?": on le voit, il y avait souci, chez Khaled, à la fois, de ne pas se lier les mains, et en même temps de ne pas se compromettre, encore, exagérément aux yeux du libéralisme colonial. D'ailleurs, le P.C., via l'Union Intercoloniale, ne cacha pas son irritation devant cette prudence: elle "réprouve" aussi bien "les demandes adressées par l'émir à Herriot" que la modération des discours qu'il prononce aux deux meetings des 12 et 19 juillet 1924. Celui de 19 juillet prend des "allures de meeting contradictoire" (Claude Liauzu) tant le programme de l'émir est en-deça du mot d'ordre d'indépendance déjà en gestation au P.C. et à l'Union Intercoloniale. Ce jour, Khaled ne fut pas un tribun haranguant une foule (12 000 personnes??) mais l'avocat plaidant une cause et utilisant tous les arguments possibles pour convaincre le gouvernement français de la nécessité de réformes coloniales. Il en appela à Napoléon III, à Clemenceau; il invoqua surtout le ciment constitutif du patrimoine idéologique français, celui de la Révolution française et des principes de 1789. Jamais aucune référence à Lénine; simplement un bref remerciement à "tous ceux" (donc pas seulement les communistes?) qui soutenaient son action. L'alliance ne fut donc, à aucun moment, une identification au bolchévisme. Le scénario des deux meetings l'indique bien. Entre le premier meeting, présidé par le professeur Bahloul, dirigeant de la Ligue pour la Représentation des Indigènes Algériens au Parlement, qui se tint au local de la

Fraternité Islamique, et le second, de la rue Blanqui (salle "communiste"), présidé par Hadj Ali et placé sous les auspices de l'Union Intercoloniale, il y eut du "tirage" entre Khaled et ses partenaires communistes. On imagine la tête de ces derniers, en cette soirée du 12 juillet, au milieu de "cette atmosphère de joie et de fraternité islamique" (Messali Hadj) et sous la stridence des youyous peu orthodoxement marxistes-léninistes d'une admiratrice de l'émir, Madame Tizaoui, venus saluer les propos du za'ïm, lesquels durent en eux-mêmes faire grincer plus d'une dent bolchévique. Pas plus que le ton modéré du discours, les références à Napoléon III ou à Clemenceau (le fusilleur de Draveil et de Villeneuve Saint Georges, l'homme de la répression contre le Midi révolté de 1907) ne durent susciter l'enthousiasme chez les militants communistes. Et que dire du tableau pour le moins gentil brossé par Khaled sur les rapports paronssalariés: "Ici, vous vous arrangez entre vous, avec des droits légaux"..."

Ceci pourrait bien expliquer que, pour le second meeting, le P.C., puissance invitante, conçut et disposa lui-même le protocole. Le discours de Khaled fut rigoureusement le même qu'une semaine auparavant, mais le P.C. tint à en contrebalancer l'effet, voire à le neutraliser. Hadj Ali en prononça un à tonalité communiste musclée et, intervint également le secrétaire de l'ambassade communiste: l'intervention modérée de Khaled fut littéralement cernée par des interventions vigoureuses obéissant aux canons de l'heure du marxisme léninisme tel que le concevait, alors, le Komintern. Jamais l'"entrée en communisme" de Khaled ne lui fit adopter les thèses marxistes-

-léninistes. L'adhésion de Khaled à l'Union Intercoloniale fut bien conçue par le P.C. comme l'alliance avec un courant "nationaliste démocratique". Et, de même, l'émir Khaled comprit bien de cette manière l'alliance: jamais l'émir ne se convertit à la lutte des classes. Les attaques épisodiques de L'IKDAM contre la "féodalité" et la "bourgeoisie" eurent essentiellement pour objectif de dénoncer la discrimination coloniale dont étaient respectivement victimes l'élite algérienne et le peuple algérien.

Il était devenu habituel, déjà bien avant les contacts officiels avec le P.C., dans les derniers numéros de L'IKDAM, de voir les références communistes se multiplier: 27 octobre 1922: reproduction de l'appel aux "travailleurs des colonies" du dernier congrès du parti; 17 novembre 1922: violent article sur la "colonisation", "expansion" capitaliste se réalisant par les moyens les plus illicites et les plus barbares"; et, se multiplier aussi les articles dans le ton ironique au gros vitriol de la presse du parti... Lorsque, dans L'ETENDARD de Bône (Annaba), le rédacteur qui signe Kémal proteste contre l'idée que l'Algérie pourrait accueillir les débris de l'armée Wrangel, s'est plus au double imaginaire d'un gros colon arrogant qu'à un chef militaire blanc que va l'hostilité. Et, quand "Kemal" écrit que "les troupes françaises sont toujours en Syrie et en Cilicie et (que) la bourgeoisie capitaliste s'obstine à laisser dans ce pays une armée pour satisfaire son "impérialisme" ou que "des jeunes Français et indigènes(...) sont sacrifiés pour l'intérêt du gros capitalisme", là encore le capitalisme est essentiellement vu au travers de son double colonial. Or, chacun sait que le pseudonyme de Kemal fuit celui dont se servit Ferhat

Abbas dans ses écrits de jeunesse, en particulier à L'ETENDARD, et qu'il collabora aussi à L'IKDAM. Et il est de notoriété publique que jamais Ferhat Abbas ne fut excessivement marxiste-léniniste. En Algérie, le communisme des Algériens fonctionna donc surtout comme une rhétorique de la dénonciation des inégalités coloniales. Et Khaled considéra le P.C. comme un compagnon de route, parmi d'autres, et après d'autres. Pragmatique, il n'y voulut rien trouver d'autre que ce qu'Abdallah Laroui nomme justement un "marxisme positif". Ce fut sans doute, aussi, le cas pour la première Etoile Nord-Africaine, mais avec cette différence de taille qu'elle fut animée par d'authentiques militants ayant le contact avec la classe populaire et en étant eux-mêmes en grande partie issus. Le "communisme" de Khaled peut donc se résumer par une formule typiquement sienne: "Soyons anarchistes, bolchévistes, anti-Français, nationalistes et tout ce que vous voudrez, mais restons hommes!"

Mais, dans L'IKDAM, la dénonciation reste ponctuelle de faits scandaleux, l'irrespect anticolonial est discontinu: rien qui rappelle, par exemple, la rubrique antimilitariste des "gueules de vache" de L'HUMANITE de cette époque. Jamais d'antimilitarisme chez le capitaine Khaled. Le rapprochement avec les communistes, net dans la dernière année de vie de L'IKDAM, ne modifia pas, on l'a vu, de manière fondamentale, la thématique modérée des khalédiens. Les dénonciations, plus violentes, de la "bourgeoisie capitaliste" sont surtout une clause de style destinée à donner plus de mordant à la dénonciation des inégalités coloniales et de la privation de la plupart des droits politiques. Dès 1920, un notable khalédien aurait déclaré:

"Nous nous sommes jetés dans les bras du parti socialiste extrême, non parce que nous partageons ses idées (...), parce que le parti socialiste est le seul qui s'occupe des indigènes. Nous savons que la grande majorité de nos coreligionnaires n'est pas mûre pour recevoir des droits politiques, mais si nous les réclamons malgré tout, c'est uniquement pour nous faire un tremplin électoral (...). Nous abandonnerons complètement la masse ignorante de nos coreligionnaires si vous accordez sans restriction l'accès des lettrés dans la famille française, c'est à dire la naturalisation (française, NDLA) dans le statut personnel (musulman, NDLA)".

La citation est assurément trop cynique pour être absolument authentique, mais le calcul qu'elle décrit dut être implicitement celui de nombre de membres de l'élite khalédienne: l'alliance avec le communisme était donc conçue comme un moyen de pression sur le pouvoir français, afin de lui faire peur et de lui faire jeter du lest en promouvant des revendications politiques qui n'intéressaient pas la masse algérienne, mais seulement l'élite. Pour Khaled, en tout cas, son "communisme" ne fit pas de lui un autre homme. Pendant les quatre ans et demi de son action politique algérienne, Haled enseigna tant à ses compatriotes à voter pour le vote que, une fois ses déboires électoraux avérés et une fois son échec rendu patent, de son exil, il n'eut rien à leur proposer d'autre. S'appuyer sur un parti révolutionnaire pour faire passer un message modéré, telle fut l'action concrète de Khaled aux côtés des communistes en 1924.

Dans la mesure où, plus ou moins confusément, la classe populaire partagea la méfiance qu'exprime Messali Hadj dans

ses Mémoires à l'endroit de Khaled, la baisse de l'audience du khalédisme, à partir de 1922, s'explique. Lorsque Messali décrit l'arrivée, en août 1922, de l'émir Khaled, dans sa ville de Tlemcen, il ne manque pas de noter, avec déception, qu'il ne fréquente guère que les bourgeois, qu'il loge chez eux, qu'il mange chez eux, et que les pauvres ne peuvent pas l'approcher. A l'inverse, Messali s'émerveille de l'attitude du dirigeant communiste français Paul Vaillant-Couturier, qui parcourt l'Algérie à époque: bourgeois et intellectuel français, Vaillant-Couturier recherche le contact des pauvres alors que Khaled garde ses distances de chef et ne fraire qu'avec les chefs potentiels. Il va au peuple, mais de loin, dans les meetings où il est le seul à parler, pour lui apporter la "bechara" (la bonne parole), pas pour apprendre de lui. Messali fut choqué par le prix (10 francs, soit trois jours de salaire d'un ouvrier agricole) auquel Khaled vendait le petit livre vert de sa Fraternité Algérienne, avec sa photo et des citations du Coran. Messali fut déçu que, à Tlemcen, Khaled n'appelât pas le peuple à l'organisation; et, lorsqu'il alla l'entendre à Paris en juillet 1924, il fut déçu de ne pas l'entendre prononcer le mot "indépendance".

Donc, le recours de Khaled au "communisme" n'empêcha pas, si même il ne la révéla mieux encore, la distance avec la révéla mieux encore, la distance avec la classe populaire. C'est que, dans les années vingt, bien d'autres que Khaled ont recours au même communisme anticolonial, comme Messali, par exemple, ce qui contribua à les déciller sur le compte de la réalité politique du khalédisme. Dès avant la création de

de l'Etoile Nord-Africaine, la religion de Messali était faite: "Entre nous, par exemple, et l'émir Khaled, il y avait une différence comme le jour et la nuit". Donc, pour Khaled, la recherche d'alliés communistes ne consista pas en un choix délibérément exclusif.

Les conditions de naissance de l'Etoile Nord-Africaine, tant discutées entre historiens et idéologues algériens, permettent de vérifier et de préciser l'image de Khaled.: On sait, en effet, qu'il existe une thèse, fort répandue, qui crédite l'émir Khaled d'avoir fondé l'Etoile Nord-africaine. Cette thèse émane, en particulier, d'une source quasiment unique, celle du fondé de pouvoir de l'émir à Paris, Ahmed Rabah Belhouel, qui fut reprise par d'autres témoignages (Amar Khider) et des points de vue (Amar Ouzegane, Ferhat Abbas, Mohamed Lebjaoui). Elle est contredite par les témoignages d'inspiration messaliste, ainsi que par la plupart des chercheurs sérieux, tant algériens (Omar Carlier) que français (Benjamin Stora). Or, rien, dans les archives de la Préfecture de Police de Paris ne permet de corroborer la thèse Amar Khider/ Belghoul. Rien non plus dans les archives de la commission coloniale du Parti Communiste n'indiquent un quelconque rôle de l'émir Khaled dans la fondation de l'Etoile Nord-Africaine. On connaît assez bien la personnalité de Belghoul, l'inspirateur principale de la thèse d'une E.N.A. fondée par Khaled: Belghoul fut essentiellement constitué par l'admiration exclusive qu'il voua à son grand homme, l'émir Khaled, ainsi qu'à l'interlocuteur principal de son héros, Jacques Doriot, à Paris.

Les archives départementales des Bouches du Rhône évoquent bien des projets de formation par l'émir Khaled, en 1925, d'un groupement des Algériens vivant dans la région marseillaise que la police baptisa la "Ligue des Africains du Nord". Or, cette ligue ne fit jamais parler d'elle. Que l'émir Khaled ait eu l'intention de la mettre sur pieds est possible. Qu'elle ne fonctionna jamais, ou si discrètement que cela revient au même, c'est certain. A vrai dire, les policiers français ne surent pas très bien si Khaled était revenu à Paris à l'automne 1925 avec l'intention de faire de la politique en regroupant les Algériens ou si c'était pour se servir de la France pour gagner, ensuite, le Rif et y collaborer avec le combat d'Abd El Krim. En tout cas, Khaled fut tellement surveillé que, quelles qu'aient été ses intentions, il ne put faire ni l'un ni l'autre.

Par ailleurs, si l'on en croit la thèse Amar Khider/Belghoul, l'émir Khaled aurait proclamé la constitution d'une Etoile Nord-Africaine et Islamique (E.N.A.I.) à l'issue des deux meetings parisiens de 1924. Or, aucun témoignage ne vient corroborer cette manière de voir: rien à ce sujet dans les mémoires de Messali Hadj qui assista aux meetings en question, rien non plus dans la brochure que fit paraître Spielmann et qui rendit compte de ces deux conférences. Rien dans la presse, non plus, pas plus dans L'HUMANITE que dans la presse bourgeoise qui n'eût pas manquer de le signaler et de s'en effrayer. Rien enfin dans les archives de la police, dont elle sait qu'elle surveilla étroitement ces deux manifestations avec beaucoup de soin. Les témoignages de Belghoul, d'ailleurs, se contredisent: certains



affirment qu' l'"E.N.A.I." fut déclarée légalement; d'autres affirment qu'elle ne le fut pas et mena une existence clandestine. Il est infiniment probable, dans l'état actuel de notre documentation, qu'il y eut peut-être bien une fantomatique E.N.A.I., mais qu'elle se réduisit probablement à Khaled lui-même et à un quarteron de ses fideles, Belghoul en tête. Les premières concertations entre militants algériens, en 1925, qui étaient décidés à passer à l'action, ont peut-être bien été impulsées par des déçus d'un khalédisme qui leur paraissait trop modéré et par des militants communistes (Hadj Ali, Messali, Si Djillani...), désireux de militer dans une structure efficace, à des degrés divers séduits par la ligne de l'Internationale Communiste sur les partis nationaux révolutionnaires, mais, aussi, pour beaucoup d'entre eux, soucieux de garder une certaine distance avec le Parti Communiste mais résolus à militer dans l'organisation parallèle communiste, l'Union Intercoloniale, d'où sortira finalement l'Etoile Nord-Africaine.

Vraisemblablement, la vieille garde khalédienne fut réticente devant une telle évolution et, si E.N.A.I. il exista, elle fut conçue comme devant permettre aux Algériens d'échapper à une emprise communiste jugée trop importante. Cela permet d'expliquer pourquoi Belghoul ne fit pas partie du comité central fondateur de l'E.N.A. et qu'on ne l'y retrouve qu'une seule fois, en 1929, précisément à un moment où l'E.N.A. tenait à se démarquer nettement du Parti Communiste. Incontestablement, de son exil, Khaled ne gouta pas l'évolution des militants qui créèrent l'E.N.A.; il dut engager Belghoul à rester à l'écart d'une telle organisation.

Il leur reprochait de s'être trop inféodés à la mouvance communiste et, en même temps, il ne pouvait souffrir que des Algériens pussent décider souverainement de s'organiser en dehors de sa personne, indépendamment de sa figure prestigieuse. Et pourtant, cette figure prestigieuse, l'E.N.A. l'utilisa, puisque les cartes de l'E.N.A. portent la mention: "président d'honneur: émir Khaled". Mais, jamais, ni de près ni de loin, l'émir Khaled n'accepta de cautionner, d'aider, d'encourager même par un télégramme ou un simple message, les manifestations et l'action de l'E.N.A.. On sait que, en 1929, lors du célèbre meeting de la rue Grange aux Belles, Khaled refusa de devenir président la manifestation, alors même qu'il y avait été invité par Messali, et qu'il aurait pu venir en France légalement. Hautain, il fit même déclarer par Belghoul à la police qu'il se désolidarisait totalement de l'Etoile Nord-Africaine. Pourtant, à cette époque la, l'E.N.A. était déjà bien avancée dans son processus de rupture avec le Parti Communiste, ce qui aurait dû, a priori, plaire à l'émir Khaled. En vérité, ce fut, vraisemblablement, l'organisation, indépendante par rapport à sa personne, d'authentiques militants n'ayant plus besoin de chefs charismatiques, sinon sous la forme de références symboliques, qui l'ulcéra et le fit boycotter ce groupement de plébéiens.

Aujourd'hui, la thèse de la création de l'E.N.A. sous les auspices de l'Union Intercoloniale en 1926 est admise par les éléments les plus sérieux de la communauté scientifique des historiens. Requalifier l'émir Khaled pour disqualifier Messali Hadj et, en même temps, ses origines communistes, tel fut sans doute, plus ou moins explicitement, l'objectif des partisans

de la thèse Amar Khider/Belghoul: c'est que l'histoire officielle algérienne qui aime à voir en le 1er novembre 1954 un commencement absolu, n'a pas encore digéré l'itinéraire de Messali Hadj, le dirigeant prestigieux, accusé d'avoir, en 1954, manqué au rendez-vous de l'histoire. Il est à craindre que, pour les longues années, encore, le nom de Messali soit en Algérie passé au trou de mémoire alors que l'émir Khaled a été réintégré dans le panthéon nationaliste où, dans la galerie officielle des portraits nationaux, il occupe les brillants seconds rôles, soigneusement épousseté, là encore, de ce qui peut rappeler ses relations avec les communistes, français notamment.

Conclusion

Si l'émir Khaled put se rapprocher, au terme de son itinéraire politique, d'un parti communiste français au moment même où celui-faisait profession d'anticolonialisme dur, ce fut bien, on l'a vu, en désespoir de cause, et une fois épuisés les recours de l'heure au libéralisme colonial et à ses doubles internationaux (comme le président américain Wilson). Au lendemain de la guerre, de la même manière que l'émir Khaled avait sollicité le soutien des libéraux, du président Wilson, des milieux du libéralisme colonial italien, il regarda du côté communiste. Le communisme était pour Khaled une des composantes des alliances multiformes qu'il entendit nouer en voulant faire flèche de tous bois pour défendre son programme modéré de réformes. Mais, quelle que soit la modération, il faut bien saisir que la revendication s'inscrit dans le contexte de l'après-guerre, qui est celui de la peur devant le bolchévisme et devant l'ébauche sans précédent d'un

nouveau front des colonisés dans le monde, de l'Inde au Maroc, de l'Egypte à la Turquie. C'est l'insécurisation générale du nouveau contexte international, plus que le programme politique de Khaled, qui fit concentrer sur lui les attaques du pouvoir colonial. Prisonnière de ses fantasmes sur le "chef d'orchestre clandestin", le pouvoir colonial focalisa ses craintes et ses attaques contre l'émir Khaled, en Algérie. Et l'arbre lui cacha sans doute la forêt, au moins pendant un certain temps: jusqu'en 1925-26, la surveillance fut sans doute proportionnellement beaucoup plus attentive à l'endroit de l'émir Khaled qu'à l'endroit de la nouvelle génération des militants formés en France, à l'école de l'armée et à l'école de l'usine.

Mais, avec l'apparition de cette génération, grandie et nourrie en France des modèles du mouvement ouvrier européen -Hadj Ali, Ben Lekhal, Messali...-, une page est résolument tournée, une résistance anticoloniale de plus grande ampleur et plus radicale se fait jour. Et, comme dans le cas de l'émir Khaled, elle emprunta à son tour le canal communiste pour s'exprimer. Cela ne signifie évidemment pas que les uns et les autres aient été communistes: ce qui les intéressait par-dessus tout, c'était un tremplin pour leur action, une aide pour leurs luttes, un porte-voix pour leurs idées. Cette collusion entre nationalistes algériens, modérés ou radicaux, et communistes, ne surprendra que ceux pour lesquels les relations entre communistes et anticolonialistes algériens musulmans ne peuvent que mettre à vif un prétendu conflit essentiel entre deux essences mutuellement étanches, et qui seraient la musulmane et la communiste.

Les points d'appui de Khaled furent assurément multiformes; on sait aussi, d'autre part, que la ligne "anticoloniale" de l'Internationale Communiste fut sujette à des variations notables tenant pour une notable part aux prises de décision centralisées et influencées surtout par le "centre" européen, et particulièrement la "patrie du socialisme". S'il n'était pas mort à la veille du Front Populaire, un Khaled en pleine possession de ses moyens fût sans doute reparu sur la scène algérienne. Il n'aurait peut-être même pas eu, pour se mettre au diapason du Congrès Musulman de 1936, à renier ses amis communistes, lesquels s'étaient dans l'intervalle convertis au réformisme en matière coloniale.

AHMED KOULAKSSIS

IUT. Université François Rabelais

TOURS (France)

L'anticolonialisme des socialistes et des communistes français
dans les années 20: étude comparée

Le divorce entre communistes et socialistes a été, dit-on, officiellement prononcé à l'hôtel de ville de Tours, fin décembre 1920, pour cause de divergences profondes sur les principes fondamentaux du socialisme, dont, notamment, celui relatif aux positions sur la question coloniale. Mais, sur ce point, le ligne de fracture est-elle véritablement et définitivement passée entre colonialisme et anticolonialistes? La réalité immédiate le laissera à penser, mais pourra-t-on en dire autant pour le plus long terme?

La rupture de Tours, en raison de la contrainte d'une ancienneté de cinq ans dans le parti, imposée pour pouvoir être délégué, s'est faite entre gens de vieille connaissance: ils avaient partagé un long passé de militantisme et tout un bagage doctrinal en matière coloniale qui, bien qu'il soit multiple, leur était commun. Il sera pendant longtemps difficile, aux uns et aux autres, de l'oublier. D'ailleurs, y parviendront-ils jamais? A Tours, il fallait, de toute manière, se séparer, et on se sépara. Ne le fit-on pas plus au nom du lourd contentieux (la question de la guerre européenne) et sous la pression de l'environnement (la révolution d'octobre) qu'au nom de choix véritablement opérés?

Une fois la scission faite, il restera à bien percevoir ce

pour quoi on l'a faite. Pour asumer les choix, faudra-t-il se condamner à mettre son action en conformité avec la logique de la rupture pour ne pas paraître se désavouer soi-même? Autrement, comment expliquer, par exemple, en matière maghrébine, les hésitations et les fluctuations persistantes? Sur cette question, un Longuet -le petit-fils de Karl Marx- se savait, sur le moment même, plus proche de ceux qu'il quittait que ceux avec lesquels il allait cohabiter. A l'inverse, un André Berthon, se sentira, à la Chambre des Députés, davantage en sympathie avec son collègue S.F.I.O. Marius Moutet qu'avec nombre de ses compagnons communistes. Et, plus tard, en 1936, les socialistes de la Gauche Révolutionnaire ne se sentiront-ils pas plus en rupture avec la politique maghrébine de leur parti que ne le seront les communistes avec le gouvernement de Front Populaire? Pour suivre ces engagements, certainement différenciés, entre communistes et socialistes, mais également les troubles de conscience et chez les uns et chez les autres, on considérera trois moments: le congrès de Tours, l'après-Tours et la période la guerre du Rif.

-I- Le congrès de Tours: le problème colonial non débattu.

On le sait, à Tours, le débat sur la question coloniale n'eut pas lieu. André Julien, délégué à la propagande pour l'Afrique du Nord, qui avait été chargé de l'exposer, ne put le faire. Le télégramme de Zinoviev, parvenu le 28 décembre, à un moment où l'excitation était à son comble, précipita une adhésion déjà décidée. Et pourtant, de fait, le vote se fit bien sur la question coloniale: en donnant, ou non, son adhésion aux 21 conditions, on signifiait bien son acceptation ou son refus de la

8e d'entre elles. Et, pour n'avoir pas été explicité, le choix ne fut pas moins fait. Communistes et socialistes se donnaient bien ici, en principe, deux lignes de conduite différentes en matière coloniale. Avec la motion Cachin-Frossard, les premiers se déclaraient pleinement d'accord avec l'Internationale Communiste et s'engageaient, conformément à la 8e condition, à avoir immédiatement "dans la question des colonies et des nationalités opprimées... une ligne de conduite particulièrement claire et nette". Ils s'assignaient ainsi

"le devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de (leurs) impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au coeur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis à vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux."

Si ce fut cela que refusèrent les socialistes, il est moins simple de dire ce qu'ils voulaient, positivement. On le sait, si les longuettistes, après de longues hésitations, durent mêler leurs suffrages à ceux du groupe Blum-Renaudel-Semba, ils n'allèrent pas jusqu'à fondre avec eux en une les deux motions présentées par leurs deux tendances respectives. De fait, ce sont bien celles-ci qui, cumulativement, allaient constituer le fondement doctrinal de la cohabitation au sein de la S.F.I.O. d'après-Tours.

Toutes deux traitaient bien dans un paragraphe spécifique,

des colonies. Mais si, pour l'une, il s'agissait des 'questions coloniales et nationales" (motion Blum) -donc formulation neutre-, pour l'autre, le jugement est plus perceptible à travers "nationalités opprimées et colonialisme" (motion Longuet). La suite est tout aussi explicite, puisque là où "le parti socialiste s'affirme l'ami de tous les peuples opprimés, et en particulier, des colonies françaises" (Longuet), ici, il s'engage à agir "en faveur des populations indigènes que le système capitaliste livre à la conquête, à l'exploitation et l'asservissement" (Blum).

Il y a bien plus que simple nuance entre une désignation explicite d'une France coloniale et celle du "capitalisme oppresseur". Le positionnement par rapport à l'une et à l'autre ne fait pas appel au même ressort: ici, l'anticolonialisme pour lui-même, là, le combat anticapitaliste, comme si la liberté des peuples en découlait fatalement. Du reste, si la motion Longuet déclare bien engager le P.S. "à servir par tous les moyens, sauf la guerre, l'action émancipatrice de ces populations", la motion Blum, elle, en mettant en priorité son "désir de prévenir toute catastrophe nouvelle", se refuse à confondre "le mouvement de révolte des peuples opprimés avec le travail de libération prolétarienne". Deux conceptions se font bien face: "L'action émancipatrice", d'une part, et, de l'autre, le souci de "(ne pas) fausser la lutte des classes" et de ne pas "déchaîner une lutte de races contraire à ses (au P.S.) principes et à sa volonté de paix".

Dans la formulation blumiste, on le voit, proclamations généreuses et terminologie marxisante sont indissociablement unies pour dire aux peuples colonisés de ne surtout pas troubler la paix européenne, ni, par leurs révoltes, entraver la marche

triomphante du prolétariat européen vers la révolution, la vraie. "Population", et non "peuple", "amélioration du sort", mais non "libération" ou "émancipation": la philosophie des textes est claire; jamais il ne leur est reconnu, ni dans le présent, ni pour le futur, de destin autonome. Sur ce point essentiel, la contradiction paraît totale avec la motion Longuet qui, elle, proclame clairement "le droit sacré de (ces) nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes".

Force est de constater que, sur la question coloniale, les longuettistes étaient bien loin de ceux avec lesquels ils s'apprêtaient à cohabiter. S'ils refusaient, certes, les formes d'action préconisées par le IIIe Internationale, leur texte empruntait bien des termes - "nationalités opprimées", "émancipation" - à celui de la 8e condition.

Qu'en sera-t-il dans la réalité? Les analyses blumistes et longuettistes vont-elles se superposer et se neutraliser mutuellement ou, au contraire, s'enrichir l'une par l'autre et aboutir à ce que Blum dit être la raison de son attachement à un parti socialistes hors de la IIIe Internationale, c'est à dire "une entité synthétique, une unité harmonieuse, une sorte de résultante de toutes les forces et de toutes les tendances (qui) interviennent pour fixer et déterminer l'axe commun de l'action"? Qu'est-ce qui s'imposera? La vision européo-franco-centriste enveloppée dans un discours généreux, ou, au contraire, une relative sensibilité aux aspirations des autres à la liberté? Les deux composantes de la nouvelle S.F.I.O. n'en débattirent pas. De toute façon, cela n'aurait rien chagré. Leurs divergences sur ce point n'auraient pas été suffisamment déterminantes pour

les séparer. De même, les convergences longuettistes-communistes ne les auraient pas réconciliés. Les reclassements avaient leurs raisons ailleurs, que la question coloniale n'était pas de taille à contrarier. Le fait que celle-ci n'ait pas été débattue a tout au plus empêché les intéressés d'avoir la conscience exacte de ce sur quoi ils s'engageaient.

Et les communistes, dotés en principe d'une charte anticolonialiste en béton, auront-ils une action en tous points conforme à ces engagements pris en ce Noël 1920?

-II- L'après-Tours: le temps des choix.

Au lendemain de Tours, le parti socialiste et le parti communiste sont inscrits dans des problématiques différentes.

-1°/ Les socialistes.

Le parti socialiste est surtout soucieux de sa reconstruction. "Véritable pyramide renversée", "la vieille maison" est surtout une demeure de notables: la majorité du groupe parlementaire a refusé l'adhésion (seuls 14 partent, 11 pour former le groupe du P.C. et 3 se rangent comme non inscrits). La très grande majorité des élus locaux -maires des grandes villes, conseillers généraux, etc...- sont restés à la S.F.I.O. C'est sur cette implantation locale que les socialistes vont miser pour retrouver leur place de grand parti dans le jeu politique français. D'où leur choix du combat électoral et leur rapprochement avec les radicaux. L'objectif est en grande partie atteint avec les élections de mai 1924 où ils obtiennent un succès impressionnant: avec 104 députés, ils doublent pratiquement leur représentation parlementaire. Avec 73 000 adhérents, ils égalent, voire

même surpassent légèrement, sur le plan des troupes, l'effectif du P.C.. La S.F.I.O. est désormais une force qui compte, qui est nécessaire à la constitution du Cartel des Gauches: les socialistes lui apportent leur soutien, sans participation au gouvernement.

Sur la question coloniale, la position des socialistes n'est guère contestataire à la veille du Rif. Le colonialisme en tant que tel n'est jamais condamné. Bien plus, sa légitimité est plus que jamais affirmée par les interventions abondantes d'un Barthe ou d'un Georges Barthélemy. Les critiques sont quasi-exclusivement le fait du Populaire, où se ressent quelque peu l'influence de Longuet qui en assure la direction politique avec Blum: sont condamnées les "rapines coloniales", les méfaits opérés par le capitalisme économique et financier "rapace". Pour le Maroc, la présence française n'est jamais discutée. Seule est vigoureusement vilipendée l'administration de Lyautey, "le monarque": en effet, le résident général, jugé conservateur et antirépublicain, n'inspire que de l'antipathie aux socialistes.

Seul Marius Moutet, député du Rhône, puis de la Drôme, exprime, durant cette législature, une certaine contestation de fond à travers le cas algérien: sans cesse occupant le terrain à la tribune du Parlement, il dénonce le régime arbitraire de l'indigénat ou la politique discriminatoire en matière d'instruction et de politique économique et sociale. Tout en ne remettant nullement en cause la présence française, il parvient par son argumentation et ses dossiers précis et documentés à démontrer que la France, en n'accomplissant pas "sa mission civilisatrice", se disqualifie et rompt le contrat pour lequel elle s'est enga-

gée: discours a priori réformiste, mais qui ébranle souvent et sérieusement les certitudes et l'unanimité coloniaux. Il est la seule note subversive qui vienne, quoique peu, fissurer le consensus en matière coloniale.

A la veille de la guerre du Rif, donc, les socialistes, globalement, ne contestent guère le colonialisme. Tout au plus en déplorent-ils les excès, ici, les insuffisances, là. Ils appellent en fait de leurs vœux une politique coloniale à visage humain que la "bourgeoisie" égoïste n'est guère apte à conduire, pas plus qu'elle n'est apte à conduire une politique progressiste en France. Le discours socialiste en matière coloniale n'est que le double du discours anticapitaliste en France. En cela, il apparaît bien dans la droite ligne de la motion blumiste de Tours; A la veille de la guerre du Rif, les références longuetistes sur le droit des peuples et des nationalités à disposer d'elles-mêmes ne figurent plus dans la rhétorique socialiste - sinon pour parler des colonies anglaises, ce qui est bien la forme raffinée du chauvinisme.

-2^o/ Les communistes.

Le P.C. d'après-Tours est surtout un parti de militants, de militants jeunes, venus à lui par déception devant les compromissions socialistes pendant la guerre de 1914-1918, dans l'enthousiasme suscité par la révolution d'octobre, et avec l'espoir de renverser l'ordre des choses en France. C'est sur ces jeunes que compte le P.C. pour devenir le parti prolétarien, porte-parole de la révolution en France. A l'exception de quelques grands bastions de tradition ouvrière, il ne dispose pas, à l'inverse de la

S.F.I.O., de réseau de notables ou de clientèles électorales. Doté du journal L'Humanité (avec son prestige, le "journal de Jaurès"), dont il a gardé le contrôle après Tours, et sûr de l'engagement de ses troupes, son action va exclusivement être de propagande pour populariser ses idées auprès des "travailleurs des villes et des champs": meetings, tracts, affiches... Pour lui, les campagnes électorales sont une tribune parmi d'autres pour se faire entendre et asséner ses critiques aux partis bourgeois ou traitres à la classe ouvrière: le parti radical et la S.F.I.O.. Ceci ne l'empêche pas, du reste, d'obtenir, aux élections de 1924, 27 députés au lieu de 11, profitant en cela, il est vrai, du fait que le scrutin a eu lieu selon un mode de scrutin semi-proportionnel. Il reste que c'est un succès lorsque l'on sait la placé secondaire par lui accordée aux élections. Malgré son activisme révolutionnaire, assez peu conforme à la tradition de lutte du socialisme français, et malgré les reflux des années 1922 et 1923, il compte, en 1924, 65 000 adhérents, soit à peine l'effectif de la rivale S.F.I.O.; mais il s'agit de militants motivés, qui ont fait le choix d'être communistes, et qui le restent, malgré la répression dont ils sont l'objet de toutes parts.

Tout comme le parti socialiste, le P.C., en ces années 1924-1925, constitue une force réelle, mais une force originale au sein de l'échiquier politique français. Sur le plan doctrinal, les années d'"après-Tours" ont été pour lui le temps de la maturation des principes marxistes-léninistes. Après 1925, s'amorce le processus de bolchévisation.

Sur le plan colonial, l'action du P.C. est, conformément aux

conditions d'adhésion, , dépendante des orientations de la IIIe Internationale. C'est, en effet, celle-ci qui définit la politique coloniale du communisme international. Sa mise en oeuvre pour les terriottes colonisés par la France est assurée par le P.C.F.. Dès son congrès de Marseille, en décembre 1921, le P.C. crée, sous l'impulsion de Vaillant-Couturier, un comité d'études coloniales "pour préparer les matériaux devant servir à l'activité anticoloniale de parti". Après avoir été composé essentiellement de militants français de l'outre-mer, il est remanié et prend la dénomination de "commission centrale coloniale". Animée par Doriot et Lozeray, qui en assure le secrétariat, elle accueille en 1926 en son sein le militant algérien Hadjali -il y avait déjà Ben Lekhal et Abdelaziz Menouer.

Plus déterminant a certainement été, en 1922, l'appel du comité exécutif de l'Internationale communiste à "soutenir les exigences des nationalistes en Afrique du Nord. Ceux-ci doivent savoir qu'ils ont désormais un allié puissent qui les soutiendra jusqu'à la victoire". En application de cette ligne, le P.C., qui est, à ce moment-là, le seul parti à être à l'écoute des revendications immédiates des colonisés, dont il soutient l'action, fonde en mai 1922, l'"Union Intercoloniale". Cette organisation va devenir un véritable "foyer militant des originaires des colonies" (C. Liauzu). Au cours de ses deux premières années d'existence, ce furent essentiellement des Indochinois, des Sénégalais et des Malgaches, mais peu de Nord-Africains. A partir de 1924, les Algériens y firent une entrée remarquée, avec, notamment, ceux d'entre eux qui militaient déjà au P.C. ou à la C.G.T.U.: Abdelaziz Manouer, Ben Lekhal, et surtout Abdelkader

Hadjali, le futur fondateur, avec Messali, de l'Etoile Nord-Africaine. C'est notamment ce noyau qui va, avec le relai parisien de l'émir Khaled à Paris, Ahmed Rabah Belghoul, jouer un rôle important dans les relations qui se nouent entre le P.C. et l'émir Khaled. C'est dans ce contexte, et sous les auspices de l'Union Intercoloniale, que Khaled mène sa campagne parisienne de l'été 1924, avec, notamment, ses deux meetings des 12 et 19 juillet.

Tels sont, en ces années d'après-Tours, les socialistes et les communistes, avec leurs forces et leur bagage doctrinal respectifs. La guerre du Rif, la première grande manifestation du nationalisme maghrébin, va être, pour les uns et les autres, en ces années 1920, le moment de vérité. Elle va mettre à l'épreuve leurs doctrines coloniales et anticoloniales. A la lumière de leurs attitudes respectives, nous allons juger de ce qui les sépare, face à la réalité.

-III- L'exemple: la guerre du Rif.

Les élections législatives des 4 et 11 mai 1924 ont donné la victoire à la gauche. La majorité dite de Cartel des Gauches comprend les radicaux-socialistes, les républicains socialistes, la gauche radicale et les socialistes, ces derniers apportant leur soutien sans participation gouvernementale. Deux gouvernements se succédèrent: le gouvernement Herriot, jusqu'en avril 1925, puis celui de Painlevé, jusqu'en juillet 1926. Ce sont eux qui eurent la charge de gérer la question rifaine.

De quoi s'agit-il?

-1⁰/ Les données du problème.

La question rifaine a, en fait, surgi ce 17 juillet 1921 où, à Anoual, dans la zone du Maroc espagnol, un certain Mohammed El Khattabi, dit Abdelkrim, à la tête de ses tribus, inflige la plus grande des défaites jamais subies par une puissance coloniale devant ses colonisés: les Espagnols laissèrent sur le terrain de 13 000 à 15 000 hommes -dont le général Sylvestre, qui se serait suicidé-, des milliers de prisonniers, et une quantité importante de matériel militaire, dont 200 canons de trois calibres différents, et 200 000 fusils.

Avec un effectif bien inférieur à celui de ses adversaires (on cite 20 à 30 000 hommes contre près de 100 000) et un armement moderne, certes, mais sans comparaison avec celui de l'adversaire, Abdelkrim venait de démontrer l'efficacité de l'armée populaire et de la tactique révolutionnaire. Ho Chi Minh y verra un "héros national, précurseur de la guerre populaire".

La France, non directement impliquée, vivait tout de même mal tout cela, comme en témoignent les inquiétudes exprimées par le résident général au Maroc, Lyautey: "Rien ne pourrait être pire pour notre régime que l'établissement, si près de Fez, d'un Etat musulman indépendant et modernisé faisant d'Abdelkrim un point d'attraction, non seulement pour nos propres dissidents, mais aussi pour ces éléments marocains, surtout les jeunes, dont les perspectives ont été élargies par les événements récents en Orient et dans les esprits desquels les aspirations xénophobes ont été développées": David Montgomery Hart situe le propos entre le 18 janvier et le 1^{er} février 1923, c'est à dire au moment où Abdelkrim proclamait la "Dawla Jumhuriyya Rifiiyya" (l'Etat répu-

blicain rifain), dont il entreprit tout de suite, comme président, une organisation particulièrement novatrice visant, notamment, à l'unification des tribus.

Mais, si Lyautey craignait l'exemplarité du Rif, Abdelkrim, de son côté, souhaitait une entente avec les autorités françaises. Quelques mois plus tard, il fit à l'administration du protectorat français des propositions de négociations. Il lui reconnaissait la souveraineté sur la vallée de l'Ouergha en échange de la possibilité, pour lui, d'accéder aux voies de ravitaillement et d'échange. Lyautey refusa, sachant lui-même qu'en maintenant, et même en renforçant le blocus contre Abdelkrim -notamment lorsqu'il fit porter, en mai 1924, la ligne de défense française sur la rive nord de l'Ouergha-, il condamnait le chef rifain à réagir. Il semble, d'après Georges Spielmen, que Lyautey, dès décembre 1924, avertit le gouvernement que l'attaque aurait lieu en avril 1925. La prévision se vérifia puisque ce fut à cette date qu'Abdelkrim ouvrit les hostilités, au moment même où Herriot venait de céder la place de président du conseil à Paul Painlevé.

Cela n'empêcha nullement le leader radical d'apporter tout son appui à la politique de son successeur et de Lyautey. Il était pourtant en possession, depuis fin 1924, du rapport qu'il avait demandé au député Calary de Lamazière. Celui-ci déclarait que, si la situation créée par le voisinage de la république du Rif était inquiétante pour "notre action de nation protectrice", le conflit pourrait être évité si on négociait avec Abdelkrim. De même, le rapport faisait état des intentions bellicistes de la Résidence, notamment parmi les militaires. Herriot ne fit rien

pour enrayer le processus de guerre.

Celle-ci fut entreprise par le gouvernement de gauche et conduite par lui avec des moyens de plus en plus accrus jusqu'à la reddition d'Abdelkrim le 29 mai 1926. Ce fut Painlevé qui remplaça Lyautey par Pétain à la tête des troupes françaises en août 1925, donnant ainsi sa préférence aux choix tactiques de ce dernier. Pour le futur chef de Vichy, il n'y avait qu'une stratégie, celle de l'emploi massif de "tout le matériel moderne puissant dont nous disposons: aviations de bombardement, chars d'assaut, automitrailleuses..." Et, pour parvenir à un "succès écrasant", il se déclarait farouchement partisan de mener les opérations en étroite collaboration avec les militaires espagnols.

Ainsi fut fait dès l'automne 1925: le Rif fut pris en tenaille entre l'armée espagnole attaquant au nord et l'armée française par le sud. La résistance rifaine fut extraordinaire malgré les quelque 400 000 hommes de troupe régulière franco-espagnols et les quelque 400 000 supplétifs marocains et le blocus économique, mais, finalement, elle dut s'incliner. Fin mai 1926, l'ordre règne au Maroc... jusqu'à la prochaine fois. Et deux chefs militaires nouent, à la faveur de leur victoire commune, une amitié durable: Pétain et Franco.

Voilà pour les faits. La guerre du Rif fut le plus grand soulèvement nationaliste que la France ait eu, jusqu'alors, à affronter. Le gouvernement du Cartel des Gauches y prit ses responsabilités d'une manière qui ravit les plus déterminés des colonialistes. Que firent, face à tout cela, les socialistes et les communistes? Les premiers, bien que liés au gouvernement, allaient-ils pouvoir, maintenant que la guerre était déclarée,

trouver les accents jaouessiens qui avaient condamné la guerre du Maroc? Et les seconds trouvèrent-ils là le terrain d'expression de leur anticolonialisme proclamé?

-2⁰/ Les choix.

Deux moments doivent être distingués, avant l'entrée en belligérance de la France, et après.

- Dès l'épisode espagnol, les communistes se sont engagés à côté d'Abdelkrim, conformément à la ligne anticolonialiste qu'ils s'étaient définie. Pour eux, le mouvement rifain est une authentique guerre de libération; elle est l'exemple même de la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme. Dès le 11 septembre 1924, ils adressent un télégramme de félicitations à Abdelkrim (signé Doriot, Semard) pour le féliciter et lui exprimer leur solidarité. La teneur de texte est importante:

"Le groupe parlementaire communiste, le comité directeur du P.C.F., le comité national des jeunesses communistes, saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abdelkrim. Ils espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialismes jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc, vive la lutte internationale des peuples coloniaux".

Pour le P.C., la libération du Rif est donc bien le signe annonciateur de la libération totale du Maroc. Ce propos, ajouté à la psychose entretenue par les services spéciaux français sur l'activisme subversif des communistes au Maroc visant, à l'insti-

gation de Moscou, à mettre le protectorat et l'ensemble des possessions françaises à feu et à sang, donne prétexte aux socialistes pour détourner le débat. Jusqu'en avril-mai 1925, c'est à dire la période Herriot, les socialistes ignorent, tout au moins directement, Abdelkrim. Au Parlement, lorsque Renaudel prend en leur nom la parole, c'est généralement pour soutenir le président du conseil dans ses vives attaques contre "les menées bolchévistes aux colonies", ou pour fustiger la propagande communiste qui "s'appuie sur le nationalisme local" et "soulève les nationalistes naissants ou exaspérés dans les colonies". Assimilant les communistes au Gustave Hervé qui "a réclamé, contre Jaurès, le Maroc aux Marocains", Renaudel leur prédit le même destin que celui de l'ancien directeur de la Guerre Sociale: un destin de retournement de veste.

Dans ce contexte des années 20, l'accusation d'antipatriotisme est claire: en soutenant les Marocains, les communistes agissent contre la France. D'ailleurs, interroge Renaudel, "qu'est-ce que cette façon d'être internationaliste, ou si vous préférez, d'être nationaliste ailleurs que dans son pays?". Constantement, les socialistes sont à l'unisson de la Chambre pour ne voir dans les communistes que des "traîtres" et des "antifrançais".; Durant des mois, il leur sera ainsi commode d'occulter Abdelkrim par Doriot, d'autant que les interventions de ce dernier, accusatrices mais toujours bien documentées, remettent fondamentalement en cause une occupation du Maroc "faite exclusivement dans l'intérêt des grandes banques". Le discours communiste s'inscrivant en soutien à "la lutte des peuples coloniaux

contre tous les impérialismes, le français y compris", est toujours compris comme une agression caractérisée par l'ensemble des députés, les socialistes compris. Des derniers se départissent rarement de leur silence, sinon pour se déclarer "contre toute évacuation du Maroc", et créditer Herriot d'une "réelle volonté de négocier avec Abdelkrim" alors que les faits démontrent le contraire. Cette attitude, d'ailleurs, leur vaut les félicitations du député colonial de Constantine Morinaud -désormais membre de la majorité cartelliste-, le même qui, dans un passé récent, accusait Moutet, pour ses critiques contre la politique coloniale en Algérie, de faire "une mauvaise besogne contre la France". En la circonstance, les socialistes sont des bons: à l'inverse des communistes, dont "le discours (est) abominable et particulièrement révoltant et odieux pour tous ceux qui sentent un coeur de Français battre dans leur coeur (sic)", les socialistes, eux, "tentent de faire aimer la France par les indigènes". Que Morinaud décerne le satisfecit est de bonne tactique; que les socialistes le reçoivent sans réagir, ni rectifier, voilà qui démontre leur volonté inébranlable de ne point émettre de son discordant au sein de la majorité du Cartel. Cette convergence entre le groupe socialiste et les députés colons n'était pas exceptionnelle, comme en témoigne l'ordre du jour de confiance voté à Herriot le 9 décembre 1924: il avait été rédigé conjointement par Blum et par l'autre député de Constantine, Thomson. La politique de soutien se situe au-dessus des nuances en matière coloniale. A aucun moment, celles-ci n'apparaissent suffisamment importantes pour pouvoir faire modifier significativement les choix de politique intérieure.

Qu'en sera-t-il après avril 1925 qui vit la chute du gouvernement Herriot et le début des hostilités au Rif? Les socialistes se départiront-ils de leur réflexe de "godillots" du chef des radicaux, crédité jusqu'au bout de volonté de paix? Avec son successeur, Painlevé, dans le pacifisme duquel ils ont manifestement moins foi, l'évidence finira-t-elle par s'imposer?

Et les communistes, eux, modifieront-ils leur engagement anticolonialiste, maintenant que la France est entrée directement en guerre contre Abdelkrim?

- L'épisode franco-rifain. Pour le chef du gouvernement, Painlevé, la France n'a pas cherché la guerre. Elle a été attaquée, elle qui, pourtant, "a apporté au Maroc la paix, la justice et le progrès". Abdelkrim est "un rebelle" dont la présence menace grandement celle de la France en Afrique du Nord. En clair, il faut l'éliminer. Au Rif, la France combat "le bolchévisme" et "le fanatisme musulman"; elle y est, donc, le soldat de la civilisation.

Les socialistes sont embarrassés: ils sont opposés à des analyses aussi radicales, mais ils ne peuvent les contrer de front: ce serait pousser Painlevé à Chercher d'autres appuis ailleurs et rompre ainsi le Cartel. La précaution est de pure forme, puisque, ceux-ci, ils les avaient déjà, la droite applaudissant l'option prise, celle d'en finir avec Abd El Krim. Mais les socialistes peuvent-ils cautionner la guerre, eux qui ont toujours justifié leur attitude conciliante par leur souci de préserver la paix? Pris entre ces contraintes contradictoires, ils vont s'engager prudemment, mais "avec franchise" (selon le propos même de Renaudel). Pour celui-ci, il n'y a pas de doute,

"le 25 avril, nous avons subi une attaque". Mais si Abdelkrim n'est pas totalement responsable, ou, tout au moins, pas seul responsable, nous-mêmes, reconnaît-il, "nous avons assumé une responsabilités importante", en installant en 1924 "nos postes militaires au nord de l'Ouergha". Cette région étant "le grenier à blé" des Rifains, il était prévisible qu'ils réagissent. Abdelkrim avait donc quelques raisons de vouloir éviter "l'encerclement" et "la famine" à son peuple. Le propos est clair: "Nous", "nos", expriment la volonté des socialistes d'être dans le camp français.

Mais la solidarité avec la France n'empêche pas la critique, mais la critique de quoi? de qui? Critique de la guerre dont les socialistes ne veulent pas. Critique de ceux qui en ont déclenché le processus, et particulièrement leur chef, Lyautey. Il y a aussi sympathie pour Abdelkrim: celui-ci est tenu pour interlocuteur valable et "un homme d'une certaine étendue d'esprit et de pensée (...), un homme d'une envergure supérieure à celle de ces chefs de tribus, que nous avons quelquefois achetés si facilement dans le passé". Il faut donc respecter son action et accorder foi à ce qu'il déclare, notamment lorsqu'il exprime "son souci de l'indépendance de la région dans laquelle il vit". Renaudel souhaite que le gouvernement ait vis à vis de lui une conduite de paix qui aboutisse par la négociation à concilier la présence française au Maroc avec l'autonomie du Rif. Il est même partisan de la signature d'une convention économique entre la France et la Rif indépendant, ce qui éviterait à celui-ci de rechercher d'autres alliances ou protections - l'allemande et la soviétique - autrement plus dangereuses.

Partisans de la présence française au Maroc, les socialistes considèrent, même, que l'entente avec Abdelkrim serait un atout en faveur de cela. En effet, argumente Renaudel, "même la bourgeoisie libérale (marocaine; N.D.L.A.) qui est attachée au Maghzen", c'est à dire à cette organisation politique qui est en somme liée à votre propre action, même la bourgeoisie libérale souhaite in petto le succès d'Abdelkrim": donc, pour ne pas avoir contre nous ceux qui le tiennent en sympathie, entendons nous avec lui.

Sur ces deux points, la négociation et l'autonomie du Rif, le gouvernement ne cesse d'exposer des vues totalement différentes par la bouche, aussi bien de Painlevé que de l'immuable ministre des Affaires Etrangères Briand: pour eux, négocier avec Abdelkrim serait "un acte incorrect, une déloyauté à l'égard de l'Espagne dont il est le ressortissant" (Briand, J.O., 28 mai 1925). En conséquence, l'autonomie du Rif ne peut être envisagée. Ainsi, face à Blum qui persiste à penser que "la base de la politique du gouvernement sera l'indépendance du Rif et des tribus groupées autour d'Abdelkrim, le chef du gouvernement invite la Chambre à s'en tenir aux propos qu'il a lui-même tenus, c'est à dire: la France se doit de respecter ses traités avec ses cosignataires -Espagne et sultan du Maroc-; négocier avec Abdelkrim "aurait l'air de lui céder, (or) il y va du prestige de la France" (J.O., 9 juillet 1925). De fait, les socialistes se trouvent au pied du mur: prendre acte de la divergence ou feindre encore de croire que le gouvernement pense comme eux. Ils sont divisés sur la décision à prendre, et cela depuis quelques semaines: lors de la séance du 28 mai 1925, déjà, ils se sont retirés

pour harmoniser leurs interventions. La veille même, Doriot, en pleine séance, avait rapporté que L'Etincelle (organe de Zyromski, gauche de la S.F.I.O., proche de Longuet) reprochait au groupe parlementaire d'avoir laissé faire. Renaudel ne contesta pas l'assertion et se contenta de répliquer à la tribune même, que si ces socialistes étaient mécontents, ils n'avaient qu'à rejoindre les communistes. Les tiraillements existaient bien entre socialistes, puisque Blum, lui-même, vient à la Chambre le 9 juillet 1925 expliquer "sans nervosité et avec sang-froid" pourquoi les socialistes n'étaient plus "ni pour ni contre" les crédits militaires demandés par le gouvernement.

Tout en persistant à créditer le gouvernement d'une "certaine volonté de négociation de paix", les socialistes lui reprochent d'avoir maintenu Lyautey à la tête du protectorat et de vouloir imposer la colonisation par la force militaire. Le 3 novembre, le pas décisif vers la rupture est franchi: les socialistes décident "unaniment" de ne plus donner leurs suffrages au gouvernement Painlevé, tant que celui-ci n'aura pas fait "de nouveaux et décisifs efforts en rendant publiques des offres généreuses de négociation".

Le gouvernement n'en est plus là: depuis plusieurs mois, il a remplacé Lyautey par Pétain, et l'offensive concertée entre Espagnols et Français est un secret de polichinelle. Tout le monde sait qu'elle est imminente. Est-ce pour cela que les socialistes rompirent définitivement avec le Cartel? Nous pensons que non: la rupture avait déjà eu lieu en juillet lorsqu'ils s'opposèrent à la politique économique et financière de Painlevé. Depuis, ils se sentaient plus libres de pouvoir, enfin, mettre

leurs actes quelque peu en conformité avec leurs idées. Mais ce vote d'opposition arrivait bien tardivement; il ne présentait aucun risque pour le gouvernement, ni pour les socialistes eux-mêmes. Il ne pouvait donc être de la moindre efficacité.

Tardive, la réaction socialiste apparaît aussi se produire à contretemps. Si elle devait avoir la moindre chance de peser sur le cours des choses, elle aurait dû intervenir sous le gouvernement Herriot, duquel ils étaient plus proches. Or, ils furent silencieux et complaisants. D'ailleurs, avaient-ils la moindre raison d'avoir une autre attitude? Ils n'avaient guère de divergences avec lui: comme lui, ils pensaient que la colonisation était bonne, même si elle devait être améliorée. De plus, ce n'était pas encore vraiment la guerre. De fait, lorsque vint la rupture avec Painlevé, elle vint pour cause de pacifisme et non d'anticolonialisme.

Les communistes, eux, avaient fait le choix d'écarter de telles contraintes, en se situant hors du jeu parlementaire et en opposition déclarée au gouvernement radical. Lorsque les hostilités sont déclarées entre Français et Rifains, leur jugement est sans hésitation: la responsabilité incombe à la France. Depuis le mois de mars 1924, une lettre du chef de cabinet de Lyautey étant tombée entre leurs mains, ils ne cessaient de proclamer dans L'Humanité que commandement français et gouvernement du Cartel préparaient, en liaison avec les Espagnols, déjà, une expédition contre Abd El Krim. Depuis lors, ils ne cessèrent de dénoncer un gouvernement poussé à la guerre par les puissances financières, soucieuses de s'accaparer les richesses minières du sous-sol rifain. A l'inverse des socialistes, les communistes ne voient

dans la colonisation qu'un régime d'oppression et d'exploitation.

Dès le milieu de 1924, toute une pédagogie est déployée pour faire connaître une république rifaine dotée d'institutions démocratiques et ouverte au progrès culturel et technique. Le plus gros de la campagne en faveur de la "lutte de libération du peuple rifain" se situe à partir d'avril-mai 1925. Sur les quatre mots d'ordre -paix immédiate avec le Rif, évacuation du Maroc, indépendance du Rif, fraternisation-, le P.C. mobilise tout son potentiel militant et son arsenal de propagande: L'Humanité, journaux des fédérations, tracts, réunions publiques (Georges Oved les chiffre à plusieurs centaines, voire quelques milliers). Un "comité d'action contre la guerre du Rif", créé en mai 1925, est chargé d'assurer la coordination entre les différentes organisations du parti: jeunesse, femmes, syndicats ouvriers et paysans, intellectuels, anciens combattants. C'est Thorez qui est désigné par le comité central du 13 juillet pour en assurer le secrétariat. Il fallait, pour l'accomplissement de cette tâche, "un camarade pas connu comme communiste notoire, qui ait du sens pratique, qui ne se laisse pas déborder..."

Une grève générale, même, est organisée le 12 octobre 1925. Il s'agit, par tous les moyens, de susciter un grand élan de solidarité, notamment des ouvriers, avec les Rifains. Pour ce faire, un lien constant est établi entre lutte anticolonialiste et lutte anticapitaliste: "Le P.C. dit aux travailleurs français: quel est ton ennemi? C'est le patronat, l'Etat français, l'impérialisme français, cette forme dernière du capitalisme. Quel est l'ennemi du Rifain? Le même. Donc les travailleurs français doivent soutenir les Rifains, puisque, comme eux, ils luttent

contre le même ennemi et que tout coup qu'ils porteront aux banquiers, aux industriels, aux gros propriétaires et à leurs valets les ministres, affaiblira les maîtres des travailleurs de ce pays". Le prolétariat français et les nationalistes des colonies sont donc objectivement alliés contre le même ennemi. Toutefois, le combat des Rifains est perçu à d'autres moments comme spécifique. Ainsi, Doriot, s'il en appelle toujours à "l'action du prolétariat français, plus solidaire que jamais des Rifains, lâchement provoqués à la guerre", estime toutefois que cette action "doit être nette et rapide (...) pour imposer à l'impérialisme français la paix immédiate; il doit exiger que la République du Rif soit reconnue et respectée; il doit soutenir ce jeune mouvement libérateur".

Bilan et conclusion

Le comportement des communistes fut-il donc anticolonialiste et celui des socialistes colonialiste? La guerre du Rif a révélé certainement que oui. Mais, dans le détail, les choses ne furent pas aussi simples et la distinction aussi claire.

L'alignement colonialiste des socialistes ne fut pas sans mauvaise conscience ni tiraillements au sein du parti. Celui-ci donna, certes, la priorité à ses choix d'alliance en matière de politique intérieure, mais en aurait-il été de même si le Cartel n'avait pas été au pouvoir? Les voix qui s'élevèrent contre la politique française n'auraient-elles pas fini par davantage peser? Nombreux furent, en effet, les socialistes qui firent connaître des positions fondamentalement différentes de celles de leurs dirigeants. A l'inverse de ce qui était officiellement

soutenu, la fédération de Marseille réfuta la thèse de l'agression d'Abdelkrim. A Moutet qui déclarait que "tous les prétextes invoqués par Abdelkrim (étaient) faux", Reynier répondait publiquement que "la guerre a été voulue par nos militaires", et que toute l'argumentation socialiste n'était dictée que par "une amitié partielle pour le gouvernement".

La base socialiste ne goûta certainement pas à l'unisson la mollesse de la dénonciation de la guerre par Blum ou Renaudel au Parlement. Nombreux furent ceux qui acceptèrent mal que leur parti se contentât le plus souvent de dénoncer la propagande communiste sans en mettre une en place lui-même. En effet, si la Commission Administrative Permanente de la S.F.I.O., en mai 1925, invita les fédérations départementales à organiser des manifestations sur le thème de l'arrêt des combats et "pour que cesse au plus tôt l'effusion de sang", elle ne mit pour cela en place aucune structure de propagande: ni tracts, ni affiches, le Populaire se contentant de reproduire les déclarations des parlementaires socialistes.

Au sein de la S.F.I.O., il y avait incontestablement des minoritaires qui ne pensaient pas différemment des communistes sur la question rifaine.

La campagne anticolonialiste des communistes fut indéniable et son importance ne peut être discutée. En s'y engageant, dans ce contexte où le patriotisme -français- était le thème favori, parce que payant, de toute la classe politique, ils prirent le risque énorme de devenir la cible de toutes les attaques, socialistes comprises. Aussi bien à la Chambre des députés qu'au

Sénat, les séances ne manquèrent pas qui furent de véritables procès instruits aux communistes: leurs "excitations dirigées contre l'armée et contre la patrie (sont) de nature à mettre en péril la vie de nos soldats", disaient les uns (J.O., Sénat, 3 juillet 1925), alors que les autres renchérisaient déjà: "les véritables assassins de nos soldats sont moins les Rifains que les communistes" (J.O., Chambre des députés, 23 juin 1925).

Silencieux en commission, les socialistes, dans les séances publiques, tout en condamnant l'action communiste, exprimaient, toutefois, leur opposition à des poursuites judiciaires contre eux. Cela n'empêcha pas la répression de s'abattre sur les amis de Doriot et de Semard: perquisitions chez les militants et dans les locaux des sections et fédérations, surveillance systématique par la police des réunions publiques lorsqu'elles n'étaient pas interdites. Le bilan global de la répression est difficile à dresser: Georges Oved évalue à 500 arrestations, environ, qui totalisèrent des condamnations à plusieurs dizaines d'années de prison; il y eut même un mort: l'ouvrier communiste André Sabatier fut tué par la police à Suresnes lors de la grève du 12 octobre 1925.

Le P.C. paya incontestablement son tribut à la lutte anticolonialiste durant ces années 20. Mais quelle signification doit-on en tirer pour l'immédiat et pour le futur? En radicalisant à ce point leurs mots d'ordre et leur action, les communistes ne se privèrent-ils pas de toute chance de réalisation de ce front unique qu'ils préconisaient pourtant, avec, au moins, la minorité de la S.F.I.O et de la C.G.T.. La grève du 12 octobre 1925, si elle fut importante en ce qu'elle témoigna qu'il y avait déjà

dans la gauche française des gens prêts à descendre dans la rue pour soutenir l'indépendance des peuples, ne fut pas le succès massif escompté. Cela ne montre-t-il pas clairement qu'au sein même du prolétariat français, voire même parmi les militants communistes les plus chevronnés, la conviction anticolonialiste n'était pas suffisamment ancrée. La direction du parti dut bien le comprendre, elle qui, constamment, dut faire appel au ressort habituel du discours anti-patrons pour motiver sa base: le colonialisme restait encore perçu, comme du temps du guesdisme, à travers son double, le capitalisme. Cette non intériorisation de l'anticolonialisme pour lui-même aura des significations ultérieures, notamment au moment du Front Populaire, lorsque se posera le problème de la priorité à donner au combat: l'antifascisme ou l'anticolonialisme.

Dans le détail, il n'y eut ni colonialisme ni anticolonialisme fatals, pas plus qu'il n'y eut de colonialistes socialistes et d'anticolonialistes communistes heureux.



J. NAGY LÁSZLÓ

UNIVERSITÉ ATTILA JOZSEF - HONGRIE

L'évolution idéologique et organisationnelle
du mouvement national en Algérie

L'histoire des 132 ans de colonisation est en même temps celle de la lutte continuelle contre la colonisation, pour la libération nationale. Tout en revêtant de diverses formes, cette lutte s'est développée avec la société algérienne et avec la conscience politique des forces nationales.

Dans les décennies suivant la prise d'Algir (1830) la résistance contre les envahisseurs français s'est organisée sur une base tribale. L'objectif de cette lutte était de défendre les formes sociales données, c. à d. d'empêcher l'appropriation des terres tribales communales et d'empêcher la formation du système colonial. Il y avait même des tentatives d'organiser la résistance au niveau national, entre 1832 et 1847, sous la direction d'Abd el Kader. Les dernières insurrections importantes ont été déclenchées en 1871, dans l'Est du pays et en 1881; dans l'Ouest. La première phase de la résistance du peuple algérien fut close par l'écrasement de ces insurrections.

Après la disparition de la résistance militaire, les capitalistes français et les colons européens arrivés en masse ont largement contribué, conformément à leurs propres intérêts, à la dislocation systématique et intensive des formes sociales précapitalistes et à la formation de la société capitaliste.

Ils ont aboli la juridiction musulmane et ont mis en place une juridiction assurant la domination de la propriété privée capitaliste.

La transformation économique et sociale intervenue au cours des premières décennies du XX^e siècle a eu pour conséquence l'apparition de nouvelles couches sociales surtout dans les villes: il s'agit des intellectuels ayant une culture française, des commerçants enrichis grâce au marché capitaliste, des prolétaires virtuels privés déjà de leurs moyens de production mais n'ayant pas encore d'emploi stable, mais aussi de vrais prolétaires ayant travaillé en France pendant plus ou moins longtemps. L'idéologie de ces couches n'était plus définie exclusivement par l'islam, elle était conditionnée par tous les courants idéologiques déterminants de l'époque.

La seconde phase de la lutte de libération nationale du peuple algérien comprend la période entre le tournant du siècle et 1954. La forme principale et dominante du combat fut, à cette époque, la lutte politique menée par les forces patriotiques dans les cadres étroits mais existants de la légalité assurée par le pouvoir colonial. Mais, surtout depuis la seconde guerre mondiale, mûrissaient déjà les conditions objectives et subjectives de la lutte armée. Entre les deux guerres mondiales, les différents courants du mouvement national s'étaient transformés en partis politiques modernes. On constate la primauté de plus en plus nette des couches urbaines (intellectuels, couches intermédiaires, ouvriers) dans l'ensemble du mouvement national mais aussi le déplacement du centre de la résistance: des campagnes vers les villes.

Trois courants idéologiques ont exercé leur influence dans le mouvement national: la démocratie bourgeoise, le socialisme et le courant enraciné dans l'islam. Ce sont ces trois courants qui ont défini l'orientation des organisations politiques ou partis formés dans les années suivant la première guerre mondiale et ayant déjà, au cours des années 1930, un profil politique très net. Contrairement à ce qui s'est passé dans les deux autres pays maghrébiens, on a vu se former, en Algérie, un système de plusieurs partis.

Les partisans du courant bourgeois démocratique se revendiquant des idées de la révolution de 1789 avaient, au début, pour objectif l'assimilation totale. Ils ne croyaient pas à la possibilité d'une renaissance nationale algérienne, ils voulaient donc devenir des citoyens français. Ils ont formé, en 1927, l'Association des Elus. Ils ne représentaient pas de danger pour le pouvoir colonialiste puisqu'ils n'avaient pas de base populaire. Ferhat Abbas fut leur dirigeant reconnu.

Les idées socialistes furent propagées, avant la première guerre mondiale, par les Européens et exclusivement parmi les Européens. Quant aux communistes, ils ont déployé des efforts considérables, dans les années 20, pour avoir des adhérents arabo-berbers. A l'issue des débats politiques et idéologiques acharnés à l'intérieur du mouvement communiste, l'organisation régionale algérienne du Parti Communiste Français s'est formée en 1925. Le programme admis avait pour but la conquête de l'indépendance nationale de l'Algérie. Le mouvement communiste a mis l'accent sur la question de la révolution sociale et mégligé le problème des caracté-

ristiques nationales ancrées dans la civilisation arabo-islamique, tout en gardant ses liens étroits avec la politique de la gauche du métropole.

Les ouvriers algériens travaillant dans les grandes usines de France constituaient un secteur particulier du mouvement ouvrier. Leur organisation, l'Etoile nord-africaine formée, en 1926, sous le patronage du PCF a défini comme objectif principal la création d'un Etat algérien indépendant.

On peut dire, que de tous les courants politiques présents en Algérie, dans les années 1920, c'est le mouvement communiste qui est le plus développé et du point de vue idéologique et du point de vue de l'organisation; c'est son programme qui prévoit la rupture radical avec le système colonial aux niveaux social et national également.

Les partisans du réformisme islamique, les oulemas déployaient une activité culturelle de plus en plus significative, mais en tant qu'organisation ils ne se présentent pas encore et ne prennent pas position dans des questions politiques. Les autorités coloniales les comparent, à la fin des années 1920, à une petite chapelle n'exerçant aucune influence sur les masses.

Deux facteurs ont influencé, dans les années 1930, le comportement politique des masses populaires algériennes: la crise économique et les forces démocratiques antifascistes accédant au pouvoir politique en France. Le Front Populaire a réalisé d'importantes réformes sociales en Algérie aussi. Les réformes politiques ont été plus modestes mais l'ambiance plus démocratique rendait possible le fonctionnement libre

des partis nationaux et ceux-ci ont mis en place, en 1936, le groupement des forces appelé Congrès Musulman (association des communistes, des socialistes, des oulémas et des élus). Le fait que le gouvernement du Front Populaire n'avait même pas projeté de rendre à l'Algérie l'indépendance nationale a de plus en plus déçu les forces nationales. C'est surtout l'ENA qui a critiqué, puis - depuis 1937 - attaqué le gouvernement français de gauche. Le gouvernement de Paris fait donc dissoudre l'ENA (1937), mais celui-ci se réorganise sous le nom de Parti du Peuple Algérien (PPA) suivant, dans son organisation, le modèle du parti communiste.

La politique de droite du gouvernement du Front Populaire a attisé le débat entre les partis nationaux algériens - et surtout entre le PPA et les communistes - ce qui affaiblissait les forces nationales. Les luttes politiques acharnées de la période du Front Populaire ont fait évoluer ou transformer les organisations du mouvement national mais elles ont fait aussi provoquer la formation de nouvelles organisations. Au niveau idéologique, on peut constater l'apparition marquante puis l'enracinement des traits arabo-islamiques de la conscience nationale dans le mouvement national.

En 1931, les oulémas ont fondé l'Association des Oulemas, sous la présidence de Ben Badis. Le statut de l'association devait interdire à ses adhérents les activités politiques, mais leurs activités pédagogiques et culturelles ont largement contribué à la renaissance de la conscience nationale. Ils ne voulaient pas rompre avec la France dont ils estimaient les traditions démocratiques bourgeoises mais ne

voulaient pas rester non plus les sujets de la France. Ils mettaient l'accent sur le caractère algérien, arabe et islamique de leur peuple. C'est Ben Badie qui a déclaré le premier, dans le cadre de sa polémique avec Ferhat Abbas qu'il existait une nation algérienne.

En 1936, les organisations communistes se sont transformées en un Parti Communiste Algérien indépendant. L'objectif principal de leur programme était la lutte pour les réformes démocratiques et sociales, et l'appui des forces anti-fascistes; l'exigence de l'indépendance nationale était relguée a l'arriere plan. Ce fut d'ailleurs la raison de la vive polémique avec la PPA lequel allait etre le représentant de plus en plus conséquent du nationalisme toujours plus fort des masses populaires algériennes.

Les luttes politiques très vives ont muri les conditions d'une évolution radicale aussi dans le mouvement des partisans de l'assimilation. Ferhat Abbas a fondé, en 1938, l'Union Populaire Algérienne dont le programme - réagissant au changement de la situation politique et à l'évolution de la conscience des masses - a rompu avec la plate-forme de l'assimilation radicale. Dans les années de la guerre, Ferhat Abbas et son groupe ont fait encore un pas en avant et ont fait sortir, en février 1943, un programme politique bien réfléchi sous le titre de Manifeste du peuple algérien. Ce sont les principes de la démocratie bourgeoise qui dominent dans ce manifeste. Il est significatif qu'on ne trouve aucune allusion dans ce texte à la civilisation arabo-islamique, et que l'esprit en est entièrement laïque. Les auteurs du texte n'abandonnent pas

leur idéologie antérieure, c.à d. les idées démocratiques bourgeoises, mais ils paraissent avoir compris - et ceci représente un tournant radical dans leur évolution - que les colonialistes prônant les mêmes principes n'en ont rien réalisé et que ces principes ne pouvaient être réalisés dans le cadre du colonialisme. "Mais la colonisation ne relève ni d'un souci humanitaire ni d'un souci de justice et encore moins de la civilisation et du progrès. Elle est, dans son essence même, un phénomène impérialiste."

Le pouvoir colonial a répondu au Manifeste par l'abolition du Code de l'Indigénat (lois exceptionnelles visant spécialement les Algériens) et par le geste d'assurer aux Algériens les mêmes droits qu'aux Français. Mais au moment de la promulgation du décret les exigences du mouvement national vont déjà beaucoup plus loin. Ferhat Abbas, lui-même, considère que ces mesures sont insuffisantes et s'adresse aux masses pour former une nouvelle organisation, Les Amis du Manifeste et de la Liberté (AML). Les Oulemas et les partisans du PPA interdit se sont adhésés à l'AML, mais les communistes non.

Les communistes ont tout fait, dans cette période, pour aider par tous les moyens les efforts militaires antifascistes de la France et pour obtenir en même temps des réformes économiques et sociales, en Algérie, dans le cadre de la lutte contre les industriels et gros propriétaires fonciers européens. À cette époque, ils jugeaient l'exigence de l'indépendance nationale politiquement nuisible et illusoire. Ils expliquaient leur prise de position par la faiblesse et le sous développement de l'économie algérienne à cause de laquelle une Algérie

indépendante devait tomber nécessairement sous la dépendance d'un impérialisme encore plus dangereux. Les communistes algériens ont négligé la force mobilisatrice de l'idée nationale algérienne dans la majorité de la population parce qu'ils étaient trop liés à la France. Leur politique erronée les a isolés des masses et ils constituaient ainsi un obstacle à la formation de l'unité du mouvement anticolonialiste. À cause de leur position erronée, ils ont mal jugé l'insurrection de mai 1945, en Algérie orientale, ce qui a encore élargi le fossé entre eux et les nationales.

L'insurrection de 1945 représente non seulement une étape mais un véritable tournant dans l'histoire du mouvement national. Ce fut le signe de l'épuisement des formes politiques et légales de la lutte pour l'indépendance nationale. Une poignée de patriotes se préparait à l'insurrection armée d'une manière méthodique, et les initiatives venaient désormais de la campagne.

De 1945 à 1954, ce sont encore les formes politiques qui dominent dans le mouvement national algérien et on peut distinguer clairement deux courants idéologiques: la plateforme démocratique bourgeoise de l'UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien) dirigée par Ferhat Abbas et la ligne socialiste enracinée par l'activité du PCA. Il existe aussi un troisième courant, de plus en plus marquant d'ailleurs, représenté par le MTLD (Mouvement pour la Triomphe des Libertés Démocratiques) né en 1946 de l'ancien PPA. Son "originalité" réside dans son syncrétisme, il veut allier les traits les plus caractéristiques des deux autres mouvements: l'exigence des libertés démocratiques bourgeoises et celle de la justice

sociale. Il ne s'est pas formé, en Algérie, de courant indépendant se réclamant exclusivement de l'islam. Mais la défense de la langue arabe et l'attachement à la civilisation arabo-islamique ont été intégrés dans le programme de tous les courants mentionnés et constituaient les éléments essentiels de l'identité nationale. En tirant les enseignements de leurs échecs, les communistes ajustent leur programme à la réalité nationale: à la réunion du comité central, en juillet 1946, ils intègrent dans leur programme l'objectif de créer un Etat algérien indépendant.

Le Statut organique mis en vigueur en 1947 assure aux Algériens de larges droits politiques. Mais, d'une manière paradoxale, cet acte n'a pas stabilisé le pouvoir des Français, au contraire, il l'a affaibli. La raison en était que les Algériens devaient exercer ces droits sous l'égide de la souveraineté française. Ce qui veut dire que la possibilité de l'acquisition de l'indépendance nationale continuait à être considérée comme légalement exclue. Une telle mesure ne pouvait plus satisfaire aux exigences du mouvement national. D'autre part le pouvoir colonial a rendu impossible - surtout à l'occasion des élections - l'exercice de ces droits. Le nombre des patriotes qui ne voyaient plus d'autre solution au conflit entre le peuple algérien et le colonialisme français que la solution armée, augmentait régulièrement. Les modifications intervenues dans les rapports de forces internationaux ont encore renforcé leur position. La naissance de la Chine Populaire (1949), la révolution égyptienne (1952) et surtout la défaite des colonialistes français à Dien Bien Phou ont prouvé que le

système colonialiste pouvait être détruit et l'indépendance nationale pouvait être acquise par les armes. Les partisans de la lutte armée étaient poussés à l'action aussi par l'absence de l'unité du mouvement national et en premier lieu par les luttes incessantes entre les diverses fractions de MTLD.

Au début de la guerre de libération, le FLN était dans une situation particulière et du point de vue idéologique et du point de vue organisationnelle. Il continuait à avoir pour idéologie le nationalisme dont l'une des constitutantes importantes était la civilisation arabo-islamique et dont le contenu social ne se clarifiait et ne se renforçait que progressivement. Il est bien naturel, que le FLN n'a pu s'organiser en parti politique qu'après la victoire, après la conclusion de la paix. Mais l'intention de se transformer en parti politique s'est manifestée dès le début de la paix. Dans l'idéologie du nouveau parti, les deux tendances les plus importantes du mouvement national devaient trouver leur expression: les deux traits caractéristiques de l'idée de nation sont par conséquent l'islam et celui de la justice sociale, le socialisme (le programme de Tripoli). L'union de ces deux idées constituent aujourd'hui aussi, la base de l'idéologie de l'FLN dont l'enracinement dans l'histoire est clairement manifesté par la variante récemment ressuscitée de la Charte Nationale.

JÓZSEF MAJSA

Le statut organique de l'Algérie
et le Parti socialiste français (S.F.I.O.)

En France, dans la période qui suivit la seconde guerre mondiale, les questions afférentes à la situation des colonies restèrent en suspens. En conséquence des problèmes économiques qui surgirent et de facteurs d'une autre nature tels que les contradictions politiques engendrées par l'évolution des rapports de force, par la rupture de l'unité d'action antifasciste, de même qu'en résultat du changement intervenu dans le rôle international de la France la politique coloniale chuta au rang d'une question de portée secondaire. Les événements survenus en Indochine et en Afrique du Nord ne permirent pas toutefois qu'elle soit retirée de l'ordre du jour. En fait, l'attention de la métropole était nécessairement retenue par les tensions internes qui s'y manifestaient, et le sort des territoires d'outre-mer se trouvait provisoirement relégué en marge des combats politiques.

Lors des affrontements auxquels les droits constitutionnels donnèrent lieu en 1946, le problème des colonies occupait le terrain des opérations de moindre importance. Dans le cadre du premier projet adopté par l'Assemblée nationale mais rejeté à l'issue d'un référendum populaire les paragraphes appelés à déterminer la politique coloniale de la France ne s'intégraient pas dans un chapitre séparé. Le point 41 allait cependant plus loin que toutes les prises

de position antérieures en déclarant notamment: la France met en place une Union fondée sur la libre adhésion et regroupant d'une part ses territoires d'outre-mer et d'autre part les États désireux de s'associer à ladite Union. Le point 44 déclarait par ailleurs: les habitants des territoires d'outre-mer sont des "citoyens" de la métropole au même titre que la population de celle-ci.

Dans l'engagement suivant qui se déroula en liaison avec la bataille constitutionnelle le général De Gaulle, l'un des chefs les plus prestigieux de l'opposition, qui avait déjà quitté le gouvernement en janvier 1946, lança une attaque sur deux fronts. D'une part, il refusa d'admettre la démocratie reposant sur le fonctionnement des partis, il formula les fondements de principe de son régime présidentiel et, d'autre part, il rejeta le passage du projet se proposant de modifier la politique coloniale de la France et prévoyant l'institution d'une "Union française basée sur le libre accord". Il exprima l'avis que la nouvelle Constitution devait stipuler et prescrire la solidarité des territoires d'outre-mer avec la France. Il arborait la conception d'un empire colonial en vertu de laquelle l'union française était conçue en fonction des principes de l'intégrité et de l'indivisibilité comme une association regroupant divers territoires où l'avenir des habitants ne saurait être envisagé que sous le drapeau tricolore.

Fruti d'un compromis cadrant avec l'état donné du rapport des forces à l'intérieur du pays, le second projet de Constitution ne manqua pas d'entretenir l'ambiguïté. Le préambule du texte adopté le 26 septembre 1946 traduisait, il est vrai, une tendance anticolonialiste mais le point 8 observa et fit valoir la volonté des forces conservatrices, c'est-à-dire, pour l'Algérie les conditions d'une dépendance organique de la France. Alors que les termes du préambule se révélèrent dotés d'une importance de principe le point 8, par contre, s'avéra une consigne concrète. Ce qui, bien entendu, permit de garantir la continuité de l'ancienne politique coloniale.

La Constitution ainsi adoptée s'oppose à une union reposant sur le libre accord ainsi qu'à l'autonomie et se réfère à la catégorie inéclaircie de l'autogestion telle qu'elle avait été définie à Brazzaville. De plus, le premier projet conférait la "citoyenneté" à tous les habitants des territoires de l'Union. Or, le nouveau texte, lui, ne garantissait à ses populations que l'appartenance à l'Union française. Une nouvelle terminologie se substituait à celle de l'ancien empire colonial mais, pour l'essentiel, la situation des colonies ne s'en trouva pas modifiée.

On envisageait, dans cette période, de compléter la Constitution de la IV^e République en adjoignant aux articles concernant les colonies des lois valables pour les divers territoires. La discussion des lois relatives à l'Afrique

du Nord passa au premier plan des combats politiques en été 1947.

Avant d'aborder l'analyse du débat parlementaire sur le statut organique de l'Algérie et d'exposer les prises de position de la S.F.I.O., il m'apparaît nécessaire d'examiner les conceptions des diverses forces politiques en matière de politique coloniale.

Le Mouvement républicain populaire, le plus grand parti de la droite affichait des vues passablement hétérogènes sur le sort futur des colonies françaises. Il importe de le mentionner pour la bonne raison que ce parti était non seulement largement impliqué dans l'évolution de la politique coloniale française d'après la guerre mais parce qu'il y avait joué un véritable rôle moteur.

Ayant réalisé que les théories assimilationnistes d'avant-guerre étaient devenues indéfendables mais sans renoncer pour autant à ses exigences concernant les colonies ce parti avait opté, après la Libération, pour ce qu'il appelait le fédéralisme progressif. Cette conception visait pour l'essentiel à garantir le développement maximum des anciennes colonies au plan économique, social et politique tout en les maintenant dans les limites d'une structure fédéraliste dont la direction devait être assumée sans la moindre équivoque par la France. La possibilité pour les pays coloniaux d'accéder à leur indépendance ne les avait même

pas effleurés.

Trois tendances s'étaient formées au sein du M.R.P. Celle qui réunissait les partisans de l'assimilation ne constituait pas une minorité isolée. Son chef de file, Paul Viard estimait que le renforcement et le maintien du statut de grande puissance détenu par la France impliquait l'existence d'une Union française strictement contrôlée et tenue en main par la France. Ces vues étaient proches de celles, déjà mentionnées, du général De Gaulle.

Au lieu de l'assimilation, l'aile libérale du parti (Aujolat, Colin et Le Blun Kéris) prônait l'unification et un vaste programme de réformes sociales. Ces hommes politiques n'allaient donc pas au-delà des recommandations de la Conférence tenue en 1944 à Brazzaville.

Le centre dirigé par Bidault se prononçait pour un fédéralisme progressif qui équivalait pratiquement à la réalisation future et à long terme des idées avancées par les libéraux. La victoire de cette conception à l'intérieur du parti et à travers les réformes qui furent mises en oeuvre concordait en fait, quant aux axes principaux, avec les projets de De Gaulle et du radical Herriot de même qu'avec ceux des socialistes.

La formation la plus puissante de la gauche française le P.C.F. estimait, après la Libération, que les positions

des forces de gauche rassemblées autour des communistes iraient en se renforçant et qu'ils seraient capables, au long d'une période transitoire prolongée, de conduire le peuple français au socialisme. Cela signifiait en même temps pour eux qu'ils seraient en mesure de transformer l'Union française pour en faire l'Union librement consentie de peuples égaux en droits, Union exempte de tout type de rapports coloniaux. Le P.C.F. ne renonça pas à cet objectif après son exclusion du gouvernement (mai 1947) étant donné qu'il jugeait cette exclusion provisoire.

Aux yeux des partis politiques français (sans excepter la gauche (et de l'opinion publique française l'Algérie constituait trois départements français d'outre-mer et faisait donc partie intégrante de la métropole. Que la France ne fut pas disposée à renoncer à leurs produits agricoles, à leurs richesses naturelles, à leur main-d'oeuvre bon marché, les Algériens le réalisèrent après la guerre lorsqu'on ouvrit le feu sur eux en guise d'avertissement.

Le statut organique de l'Algérie fut inscrit à l'ordre du jour par le gouvernement et l'Assemblée nationale en juin 1947. Le Conseil national de la S.F.I.O. réuni les 7 et 8 juillet les invita simultanément à tout mettre en oeuvre "pour qu'un statut démocratique de l'Algérie soit voté avant les vacances parlementaires". Durant cette session de deux jours du Conseil national Ousman Sosse (Soudan) et un autre délégué du nom de Cruz insistèrent

tout particulièrement sur la nécessité d'accélérer l'adoption du statut organique, mais la discussion porta en premier lieu sur la dégradation de la situation économique et sur les moyens d'y remédier.

Le 5 juillet, Depreux, ministre de l'Intérieur, membre de la S.F.I.O. avait promis, au nom du gouvernement Ramadier, que le statut de l'Algérie serait soumis le 9 du mois à l'Assemblée nationale. Le comité restreint qui avait été mis sur pied et dont faisaient partie Ramadier (premier ministre), Moutet (ministre de la France d'outre-mer) ainsi que Depreux avait effectivement élaboré le projet de statut, et cela en tenant compte des expériences du voyage effectué en avril 1947 en Afrique du Nord par le ministre de l'Intérieur en vue de dresser un bilan de la situation, et en s'inspirant du contenu des entretiens auxquels ce voyage avait donné lieu.

Le texte élaboré par le comité restreint comportait les volets suivants:

1. Le régime politique et l'organisation des pouvoirs publics.
2. Le régime législatif.
3. Le régime financier.
4. La composition et les attributions de l'Assemblée algérienne.
5. Les pouvoirs du gouverneur général.

6. Les dispositions transitoires qui seront applicables en attendant la mise en place des nouvelles institutions.

Le plus important de ces volets est celui concernant les pouvoirs du gouverneur général. Il stipule: "Le gouverneur exerce le pouvoir réglementaire, sauf pour les questions qui relèvent des intérêts propres à l'Algérie pour lesquelles l'Assemblée est souveraine. Il a sous son autorité tous les services civils, à l'exception de la justice." Le gouverneur général est membre du gouvernement français et du conseil gouvernemental élu par l'Assemblée algérienne. Cette dernière qui compte 90 membres (45 musulmans et 45 chrétiens répartis au sein de deux collèges) est investie de pouvoirs étendus, elle est souveraine pour les questions touchant l'Algérie et statue sur le budget en accord avec le gouverneur général. Il est bien entendu - expliquait-on - qu'une fois que le statut organique aura été accepté, les lois qui seront adoptées par le parlement français seront également valables en Algérie.

Après quelques hésitations, le Conseil des Ministres adjoignit au projet un préambule selon lequel "l'Algérie constitue un groupe de départements dotés de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation particulière".

De par le bon vouloir des ministres R.P.R. des marchandages s'engagèrent au sein du Conseil des Ministres. Bidault

et ses proches estimaient exagéré le degré d'autogouvernement, d'autonomie prévu par le projet, ils ne distribuèrent donc aux députés que le 21 juillet le texte qu'ils avaient, quant à eux, quelque peu remanié.

Le 23 juillet, conformément à la position socialiste antérieure, le quotidien de la S.F.I.O., le Populaire de Paris réclama de nouveau avec insistance l'ouverture du débat parlementaire sur le projet et son adoption. "Le statut de l'Algérie, lui non plus ne saurait attendre plus longtemps. Il faut, il faut de toute urgence que les musulmans sachent si oui ou non, la France est décidée à ne pas se contenter de faire des promesses, si elle a l'intention, pour la première fois qu'elle est en Algérie de les tenir. Or, la lutte promet d'être chaude... et longue."

Le 24 juillet, le Populaire de Paris publiait dans ses colonnes la résolution adoptée par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale en réponse à l'attitude temporisatrice des députés M.R.P.:

"Le Parti socialiste et le groupe parlementaire qui en est l'expression se sont toujours prononcés:

1^o pour le collège unique dans toutes les élections
des territoires d'outre-mer,

2^o pour le maintien des attributions des assemblées

locales dans ces territoires, telles qu'elles ont été définies par les lois les 9 et 10 mai 1946."

Le groupe parlementaire socialiste ne saurait donc s'associer, sous une forme quelconque, à une initiative du M.R.P. et des autres partis de la droite qui, sur le plan parlementaire, serait en contradiction avec les positions traditionnelles qu'il a constamment défendues depuis la libération."

Le 2 août 1947, le Populaire de Paris publiait à la une un éditorial de Léon Blum qui explicitait la position de principe de la S.F.I.O. sur le statut organique et sur les démarches dilatoires qui, au parlement, ne faisaient que retarder son adoption. Léon Blum saluait le projet Depreux-Ramadier en lui conférant le mérite de mettre un terme une fois pour toutes aux illusions séculaires, à la politique d'assimilation. Il condamnait, en même temps, les forces de droite qui se posaient en défenseurs de la souveraineté française en Algérie, et il insistait en faveur de l'acceptation des dispositions prévues qui, à son avis, pouvaient ne pas être jugées nécessairement suffisantes par les musulmans.

Le 39^e Congrès de la S.F.I.O. tenu en août se prononça dans le même esprit mais la gravité des problèmes économiques fit que la question coloniale, le destin de l'Algérie et de l'Union française ne tinrent qu'une place secon-

daire dans les débats.

A partir de la mi-août, les discussions qui se déroulent à l'Assemblée nationale sont de plus en plus centrées sur le projet de loi concernant l'Algérie. Alors que le M.R.P., les radicaux estiment excessive la souveraineté octroyée à l'Algérie, la gauche - les socialistes et les communistes - continuent à plaider en faveur du projet Depreux-Ramadier. Le 2 septembre, enfin, après son adoption par le Conseil de la République le parlement approuva à son tour, en deuxième lecture, la proposition de compromis.

La loi organique adoptée stipulait que l'Algérie constituait un groupe de départements faisant invariablement partie intégrante de la France. De nombreux articles de la loi garantissaient, en même temps, aux algériens arabes-berbères l'exercice des droits et des libertés démocratiques. Mais l'organisation de la mise en pratique de ces droits relevait des attributions de l'Assemblée algérienne (composée de 60 députés algériens d'origine européenne et de 60 autres arabes-berbères) dont toutes les dispositions nécessitaient, pour être valables, un vote à la majorité des deux-tiers des voix. De ce fait, il ne restait plus aux colonisateurs qu'à bien organiser les élections.

En faisant passer la loi organique, les partisans de la colonisation réussirent à surmonter - temporairement - avec succès la crise qui avait pris corps et s'était affirmée

depuis 1943. La bourgeoisie française stabilisa donc son pouvoir en prenant appui sur les socialistes mais sans montrer la moindre disposition à engager un dialogue sur le fond des questions avec les peuples coloniaux. Le statut organique ne pouvait pas apporter une solution définitive aux problèmes du peuple algérien vu qu'il ne laissait même pas entrevoir la possibilité d'un éventuel octroi de l'autonomie. C'est ainsi que l'absence d'un véritable règlement du problème algérien put, outre la guerre d'Indochine, s'avérer un facteur important, voire déterminant du sort qui fut plus tard celui de la IV^e République.

HELMUT NIMSCHOWSKI

Karl-Marx Universität - Leipzig

Lehr-und Forschungsbereich

Nordafrika - Nahost

Kolonialherrschaft, nationale Befreiungsrevolution
und Wahl des Entwicklungsweges in Algerien

Im Zusammenhang mit der Analyse des höchst differenzierten Entwicklungsweges vieler Länder Asiens und Afrikas stellt sich das Problem, inwieweit Richtung und Inhalt der gesellschaftlichen Entwicklung nach Erringung der Unabhängigkeit von Faktoren beeinflusst wird, die aus der Kolonialherrschaft und aus dem antikolonialen Kampf resultieren.

Im folgenden wollen wir am Beispiel Algeriens zeigen, auf welche Weise Inhalt, Verlauf und Ergebnisse des Kampfes um nationale Befreiung sowie die Entwicklung nach der Erringung der nationalen Souveränität von spezifischen Zügen der kolonialen Herrschaft und des antikolonialen Befreiungskampfes beeinflusst werden.

1962 zerschlug das algerische Volk im Ergebnis des 7 1/2 jährigen nationalrevolutionären Befreiungskrieges unter Führung der Nationalen Befreiungsfront (Front de Libération Nationale, Abk, FLN) die 132jährige französische Kolonialherrschaft und errang die nationale Souveränität.^{1/} Seitdem wurden unter Führung revolutionärer Demokraten tiefgreifende gesellschaftliche Umgestaltungen antiimperialistischen, antifeudalen und teilweise antikapitalistischen Charakters in Algerien verwirklicht, die den Charakter einer nationaldemokratischen Revolution tragen.^{2/}

Algerien gehört zu jenen aus kolonialer Knechtschaft befreiten Staaten, die in den sechziger Jahren als erste einen solchen Weg gesellschaftlicher Umgestaltungen beschritten und dabei eine Pionierrolle spielten. Im Unterschied zu anderen Entwicklungsländern, in denen die nationaldemokratische Revolution und sozialistisch orientierte Entwicklung nach kurzem zum Erliegen kam, behauptete sich die algerische Revolution über zweieinhalb Jahrzehnte vielfachen Gefahren zum Trotz. Vieles hat sie im Sinne des historischen Fortschritts verändert; zu Ende geführt wurde sie jedoch noch nicht. Ende der siebziger Jahre verstärkten sich die ihr eigenen Widersprüche, und ihr Tempo verlangsamte sich. Algerien sieht sich gegenwärtig einem starken äußeren Druck seitens des Imperialismus und reaktionärer arabischer Regimes ausgesetzt. Im Innern beanspruchen die in den sechziger und siebziger Jahren erstarkte Bourgeoisie sowie die bürokratisch-bourgeoise Schicht im Staats- und Wirtschaftsapparat größere Machtposition und drängen auf die Abkehr von dem 1962/63 eingeschlagenen Kurs sowie auf die Liquidierung revolutionärer Errungenschaften. Es erstarkte die kleinbürgerlich-reformistische, zu Kompromissen mit der einheimischen Bourgeoisie geneigte Tendenz. Die von der Regierung seit Anfang der achtziger Jahre eingeleiteten Schritte zur Lösung der angestauten gesellschaftlichen Widersprüche, insbesondere zur wirtschaftlichen Sanierung und zur Produktionssteigerung werden von bourgeoisen und probourgeoisen Kräften zur Stärkung des privatkapitalistischen Sektors und zur Schwächung des staatlichen und genossenschaftlichen Sektors sowie zu Angriffen auf die Rechte der Werktätigen und zum

Abbau revolutionärer Errungenschaften ausgenutzt. Die sozialen Widersprüche haben sich verschärft. Die revolutionären und patriotischen Kräfte innerhalb und außerhalb der FLN sowie in den von ihr geführten Massenorganisationen kämpfen gegen die von den rechten Kräften ausgehende Gefahr, für die Konsolidierung der Revolution, und ihre Weiterführung und Vertiefung.

Im folgenden soll auf einige historische Bedingungen und Voraussetzungen eingegangen werden, auf deren Boden die Befreiungsrevolution entstand und die die gesellschaftliche Entwicklung nach der Erringung der Unabhängigkeit mit vorbereitet haben und deren Fernwirkung bis zu einem bestimmten Grad noch heute spürbar ist. Es ist unbestritten, daß die nationaldemokratische Revolution bis heute ihre Kraft aus dem nationalen Befreiungskrieg schöpft, dessen logische Konsequenz sie ist.

I.

Die Auswirkungen der Kolonialherrschaft auf die Widerspruchssituation sowie auf Inhalt und Form des nationalen Befreiungskampfes

Die koloniale Eroberung Algeriens, die 1830 begann, nahm fast 7 Jahrzehnte in Anspruch. Das algerische Volk leistete über viele Jahre hinweg einen erbitterten bewaffneten Widerstand gegen die kolonialen Eroberer. Höhepunkte seiner antikolonialen Resistance im 19. Jahrhundert waren der Volkskrieg unter Emir' Abd al-Qadir (1832/47) die Erhebungen des südwestalgerischen Stammesverbandes der Walad Sidi Saih (1864 und 1881) sowie der Aufstand

der mittelalgerischen Stämme unter Führung der Brüder al-Muqrānī (1871/72).

Der bewaffnete Widerstand der Stämme verkörpert die charakteristische Form des antikolonialen Abwehr- und Befreiungskampfes des algerischen Volkes im 19. Jahrhundert und war - obgleich an seiner Spitze feudale bzw. religiöse Führer standen - ein Volkskrieg. Das einigende ideologische Band bildete der Islam.

Die antikoloniale bewaffnete Resistance erschwerte trotz erlittener Niederlagen über eine relative lange Periode hinweg die wirtschaftliche Ausplünderung und Beherrschung des Landes und hielt die Kolonialherrschaft in Unsicherheit. Zugleich stählte sie den Freiheitswillen der Algerier und vermittelte ihnen praktische Erfahrungen im Kampf mit einem militärisch überlegenen Gegner. Der heroische Kampf der Stämme lebte in der Erinnerung des Volkes fort, weckte und stählte seinen Willen zum Widerstand und begründete eine militante Tendenz in der nationalen Befreiungsbewegung.

Die Art und Weise der kolonialen Eroberung, Beherrschung und Ausplünderung des Landes beeinflussten maßgeblich die Bedingungen, unter denen sich die nationale Befreiungsbewegung entwickelte. Die Okkupation Algeriens durch die französische Kolonialarmee führte zur Verwüstung und Entvölkerung ganzer Regionen. Seuchen und Hungersnöte dezimierten die Bevölkerung. Die Kolonialmacht bürdete den unterworfenen Stämmen, die am Widerstand teilgenommen hatten, hohe Kriegskontributionen auf und raubte ihnen die besten Ländereien. Algerien verwandelte sich in eine Siedlungskolonie. Die europäische kapitalistische

Kolonisation, in der der Großgrundbesitz dominierend wurde, beschleunigte die Auflösung patriarchalischer Strukturen und förderte in der algerischen Landwirtschaft die Entstehung feudaler Produktionsverhältnisse. Im Unterschied zu den späteren Protektoraten Tunesien und Marokko übte Frankreich die koloniale Herrschaft in den von seinen Bürgern besiedelten nördlichen Landesteilen zumeist auf direkte Weise, d. h. durch seine Beamte, ohne Zwischenschaltung algerischer traditioneller Würdenträger aus. Nur in den von der Armee beherrschten Steppen- und Wüstenregionen beteiligte es feudale Führer (Scheikhs, Aghas und Bachaghas) an der Verwaltung. In dem es ihnen Privilegien gewährte, schuf sich Frankreich eine Schicht von Kollaborateuren. Staatsrechtlich stellte Algerien eine "Verlängerung" des französischen Mutterlandes dar.

Die europäische Minderheit beherrschte das Wirtschaftsleben. Dem von den Colons betriebenen modernen Agrarsektor (Anbau von Wein, Zitrusfrüchten und Frühgemüse) für den französischen Markt stand die von Rückständigkeit geprägte "traditionelle" algerische Landwirtschaft gegenüber, in der vorkapitalistische soziale Strukturen dominierten. Landraub und die Herausbildung kapitalistischer Verhältnisse in der von den Siedlern betriebenen Landwirtschaft führten zur massenhaften Pauperisierung großer Teile der algerischen Landbevölkerung. Im Zusammenhang mit der Ende des 19./ Anfang des 20. Jahrhunderts einsetzenden Entwicklung des Bergbaus und einiger Zweige der Verarbeitenden Industrie begann sich eine einheimische Arbeiterklasse herauszubilden.

Die kapitalistische Kolonisierung Algeriens verwandelte das

Land in einen Lieferanten von Bodenschätzen und Agrarprodukten sowie zum Absatzmarkt für die französische Industrie. Partieller wirtschaftlicher Fortschritt, in den von den Franzosen besiedelten nördlichen Gebieten, ging einher mit ökonomischer Rückständigkeit der übergroßen Mehrheit des Landes. Nutznießer waren die französische Großbourgeoisie und die in Algerien ansässigen europäischen Colons und städtischen kapitalistischen Unternehmer sowie eine relativ kleine Gruppe algerischer feudaler Großgrundbesitzer. Das französische Monopolkapital und die Oberschicht der französischen Siedler beherrschten nicht nur das Wirtschaftsleben Algeriens, sondern kontrollierten auch Schlüsselpositionen in der Kolonialadministration.

Algerier wurden bis in die fünfziger Jahre des 20. Jahrhunderts nur in geringem Umfang zum Staatsdienst zugelassen, wodurch die Schicht der Kollaborateure relativ schmal blieb. Die Dominanz des französischen Kapitals behinderte die Herausbildung einer algerischen nationalen Bourgeoisie, die sich -soweit existent- nur als Klein- und Mittelbourgeoisie zu konstituieren vermochte. Dies alles führte dazu, daß die übergroße Mehrheit des Volkes, die Majorität der Bourgeoisie inbegriffen, von der kolonialen Ausplünderung und nationalen Unterdrückung mehr oder weniger betroffen war. Landraub, Ausbeutung, Verweigerung demokratischer Rechte, Diskriminierung der einheimischen Bevölkerung, Rassismus, Mißachtung und Unterdrückung der arabisch-islamischen Kultur, Bestrebungen zur Auslöschung der nationalen Wesenheit des algerischen Volkes, Niederschlagung aller Regungen antikolonialen Widerstandes und des Begehrens nach nationaler Selbstbestimmung sowie das Schüren von Gegensätzen zwischen

Stämmen und ethnischen Gruppen waren bestimmende Züge der französischen Herrschaft über Algerien.

Die Oberschicht der französischen Siedler, stets auf die Bewahrung ihrer Privilegien bedacht, widersetzte sich hartnäckig allen substantiellen Reformen der kolonialen Machtausübung in Algerien, wie sie von demokratischen Kräften Frankreichs wiederholt angestrebt wurden. Sie konnte sich dabei auf einen großen Teil der europäischen Bevölkerung, Teile der Arbeiterklasse eingeschlossen, stützen, die in gewissem Umfang an den Privilegien partizipierte.

Inhalt und Form der französischen Kolonialherrschaft in Algerien bewirkten, daß der Gegensatz zwischen der Mehrheit des algerischen Volkes einerseits und dem französischen Imperialismus andererseits - vor allem durch die Verbindung seiner nationaler und sozialer Komponente einen ungewöhnlichen Schärfegrad annahm.

Der politische Widerspruch des unterdrückten Volkes zur Kolonialmacht äußerte sich, was das Verhältnis der algerischen Fellachen, Handwerkern und Proletariern zu den französischen Großgrundbesitzern und industriellen kapitalistischen Unternehmern anbetrifft, zugleich als sozialer Gegensatz. Daß die nationale Befreiungsbewegung nach dem 2. Weltkrieg schließlich die Form des bewaffneten Kampfes annahm und in einer Befreiungsrevolution mündete, war nicht nur dem veränderten internationalem Kräfteverhältnis, dem wachsenden Einfluß des sozialistischen Weltsystems und den Erfolgen des antikolonialen Kampfes in Ost- und Südostasien sowie im Nahen Osten geschuldet, sondern resultierte in erster Linie aus der Verschärfung der sozialökonomischen und politischen Widersprüche im Lande selbst. So erreichte die Ver-

elendung der algerischen Bauern ein bis dahin nicht gekanntes Ausmaß. Mehr als 6 Millionen Menschen der ländlichen Regionen lebten unter dem Existenzminimum. 1,5 Millionen Menschen waren arbeitslos. Die Kolonialmacht ließ sich damals Zeit mit der Verwirklichung der zugesagten Reformen und verstärkte stattdessen ab 1948 mittels Strafexpeditionen, massiven Wahlfälschungen sowie Massenverhaftungen ihre Repressalien gegen die nationale Befreiungsbewegung.

Der Charakter der Kolonialherrschaft und die daraus resultierende Widerspruchssituation ließen in der algerischen Befreiungsbewegung eine Reihe spezifischer Züge hervortreten:

1) Die weitgehende Kongruenz von nationalem und sozialem Gegensatz führte dazu, daß die Befreiungsbewegung eine breite Basis im Volke erhielt und vor allem von den werktätigen Schichten (städtischen Arbeitern, vorproletarischen Kräften, Mittelschichten, Landarbeitern, Bauern und Intellektuellen) getragen wurde. Das Begehren nach nationaler Selbstbestimmung paarte sich stets mit sozialen Forderungen. Und nur jene Organisation vermochte sich schließlich als erfolgreich zu erweisen, die sowohl dem Nationalen wie dem Sozialen in Programm und Aktion gebührend Rechnung trug.

2) Die Schärfe des Hauptwiderspruchs förderte die Herausbildung eines starken radikalen, kleinbürgerlich-nationalistischen Flügels in der Befreiungsbewegung. Er wurde durch die "Bewegung für den Triumph der Demokratischen Freiheiten" (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, Abk. MTLD), die aus der "Algerischen Volkspartei" (Parti du Peuple Algérie, abk. PPA), hervorgegangen war, repräsentiert. Gegen ihn richteten sich vor

allem die Unterdrückungsmaßnahmen der Kolonialmacht. Zahlreiche Kämpfer der MTLD gingen, um sich den Verfolgungen zu entziehen, in die Illegalität und nahmen den bewaffneten Kampf auf. Die militantesten Kräfte sammelten sich in der 1948 gegr. geheimen Militärorganisation der MTLD, der "Organisation Spéciale" (Abk. OS). Infolge der Spaltung der MTLD in zwei rivalisierende Flügel und deren Unfähigkeit, einen den neuen Bedingungen entsprechenden Weg zur nationalen Befreiung zu weisen, entwickelte sich die OS faktisch zu einer selbständigen Abteilung der nationalen Befreiungsbewegung.

Ihre Mitglieder, zumeist junge Menschen, erkannten die Grenzen des politischen Kampfes und gelangten - auch unter dem Eindruck des Aufschwunges der nationalen Befreiungsbewegung auf dem asiatischen Kontinent - zu der Überzeugung, daß die nationale Befreiung nur durch den bewaffneten Kampf errungen werden konnte. Mitte 1954 ging die Initiative an die Kämpfer der OS über, die den Aufstand vorbereiteten, der am 1. November 1954 unter Führung der von ihnen gegründeten Nationalen Befreiungsfront (Front de Libération Nationale, Abk. FLN) losbrach.

3) Auf die von der Kolonialmacht betriebenen Politik der Vernichtung der nationalen Eigenart reagierte das algerische Volk mit einer verstärkten Hinwendung zum Islam und mit einer Rückbesinnung auf das arabisch-muslimische kulturelle Erbe. Hatte der Islam im bewaffneten Volkswiderstand, den die Stämme als Gihád, als "Heiligen Krieg", führten, eine einigende und mobilisierende Funktion gehabt, so entwickelte er sich in der nationalen Befreiungsbewegung zu einer tragenden Säule.

Die 1931 gegründete "Assoziation der algerischen refor-

matorischen 'Ulama" (Gam 'yat 'Ulama' al-muslihīn al-gezā'irīn) unter Führung von Ábd al-Hamīd Bin Badīs, Tayyib al-'Uqbī und Basīr al-Ibrahīmī wirkte unter der Losung "Der Islam ist meine Religion, das Arabische meine Sprache und Algerien mein Vaterland" für die Erneuerung des Islams, seine Reinigung von Entartungen, für die Bewahrung und die Pflege der arabischen Sprache und arabischmuslimischen Kultur sowie für die Verbreitung von Wissen im Volke. Auf diese Weise förderte sie die Entwicklung des Nationalbewußtseins und die Ausprägung und Wahrung der nationalen Identität. Die Mitglieder der 'Ulama-Bewegung schlossen sich 1956 der FLN an.

Die Proklamation vom 1. November 1954 nannte als Hauptziel, die "Wiederherstellung des souveränen demokratischen und sozialen algerischen Staates im Rahmen der islamischen Prinzipien".^{6/} Die algerische Befreiungsarmee (Armée de Libération Nationale, Abk. ALN) führte den bewaffneten Kampf als Gihād, den sie nicht als Glaubens- sondern als vaterländischen Krieg verstand. Die algerische Nationalcharta von 1976 charakterisiert die Rolle des Islam im nationalen Befreiungskampf: "Als untrennbarer Bestandteil unserer historischen Persönlichkeit hat sich der Islam als eines ihrer wichtigsten Bollwerke gegen alle Bestrebungen zur Auslöschung der Persönlichkeit erwiesen. Das algerische Volk hat sich in den schlimmsten Zeiten der Kolonialherrschaft hinter einen militanten, strengen, von Gerechtigkeits- und Gleichheits-sinn geprägten Islam verschanzt und hat aus ihm jene moralische Energie und Geisteshaltung geschöpft, die ihm vor der Selbst-aufgabe bewahrten und den Sieg ermöglichten."^{7/}

4) Die algerische nationale Befreiungsbewegung knüpfte schon

seit den zwanziger Jahren des 20. Jahrhunderts vor allem über die Arbeiteremigranten enge Beziehungen zur revolutionären Arbeiter- und allgemeindemokratischen Bewegung in Frankreich, wurde von ihr inspiriert und übernahm Reihe von Organisations- und Kampfformen. Die erste große politische Befreiungsbewegung, die erstmals die Forderung nach nationaler Unabhängigkeit erhob und sich zu ihrer stärksten Formation entwickelte, nämlich der "Nordafrikanische Stern" (L'étoile Nordafricaine), wurde von algerischen Arbeitern mit Unterstützung seitens der Französischen Kommunistischen Partei 1926 in Paris gegründet.

Doch der Einfluß, den die französische Arbeiterbewegung auf die Entwicklung der algerischen nationalen Befreiungs- und Arbeiterbewegung ausübte, war widersprüchlich. Einerseits vermittelten die revolutionären, internationalistischen Kräfte wertvolle Erfahrungen hinsichtlich der Organisation und der Formen des Kampfes um soziale Rechte und trugen zur Verbreitung des wissenschaftlichen Sozialismus bei. Andererseits förderten opportunistische, rechtssozialistische Kräfte, die die offizielle Kolonialpolitik unterstützen, die Herausbildung einer "Aristokratie" unter den Arbeitern europäischer Abstammung in Algerien und unternahmen wenig für die Verteidigung der spezifischen sozialen Interessen der algerisch-muslimischen Arbeiter. Hinzu kommt, daß auch die mit Hilfe der revolutionären Arbeiterbewegung Frankreichs in Algerien gegründeten Organisationen lange Zeit den nationalen Faktor unterschätzten und ungenügend verstanden, den Kampf für soziale Rechte mit dem um nationale Selbstbestimmung zu verbinden. Hier ist wohl ein wesentlicher Grund dafür zu suchen, warum sich die algerische Arbeiterbewegung nur in engster

Beziehung mit der nationalen Befreiungsbewegung formieren konnte (der Allgemeine Bund der algerischen Werktätigen - Union Générale des Travailleurs Algériens, Abk. UGTA, wurde am 24.2.1956 unter dem Einfluß der FLN gegründet) und sich ihr auch ideologisch unterordnete.

Der Zusammenhang zwischen nationalem Befreiungskrieg und Wahl des Entwicklungsweges

Eine Besonderheit der nationaldemokratischen Revolution in Algerien besteht darin, daß sie unmittelbar aus der nationalen Befreiungsrevolution (1954/62) hervorwuchs und von dieser nachhaltig beeinflußt wurde und noch immer beeinflußt wird:

1) Am politischen und militärischen Kampf gegen die Kolonialmacht beteiligte sich die übergroße Mehrheit des algerischen Volkes auf vielfältige Art. Die werktätigen Massen, vor allem die landarmen und landlosen Bauern, die Landerbeiter und städtischen Proletarier trugen die Hauptlast des Krieges und entrichteten einen hohen Blutzoll. Doch auch das städtische Kleinbürgertum, die Intelligenz und Teile der nationalen Bourgeoisie sowie wohlhabende Bauern, nahmen am Befreiungskrieg auf diese jene Weise teil und wurden mit Terror und Repressalien der Kolonialmacht konfrontiert. Die Opfer und Leiden, mit denen das algerische Volk seine staatliche Souveränität errang, waren gewaltig.^{8/}

Es gibt kaum eine algerische Familie, die der Krieg verschonte. Die eigene bittere Erfahrung in diesem mit großer Härte geführten Kampf war es, die das Volk zu Entscheidungen pro

oder kontra zwang und sein patriotisches Bewußtsein stärkte.

Die werktätigen Massen erwarteten, daß die nationale Befreiung ihnen auch die Lösung der dringendsten sozialen Probleme bringen werde. Die Forderung nach Boden, Behausung, Arbeit, Brot, Bildung und Gesundheitsfürsorge konnten die bourgeoisen und rechten kleinbürgerlichen Kräfte in der Führung der FLN und der Provisorischen Regierung immer weniger ignorieren, je näher der Tag der Befreiung rückte. Im Unterschied zum Soummam-Programm^{9/}, das über die sozialen Ziele des Befreiungskampfes noch wenig aussagte, orientierte das Programm von Tripolis (1962)^{10/} auf die Verwirklichung antiimperialistisch-demokratischer Umgestaltungen mit sozialistischer Perspektive.

Der nationale Befreiungskrieg wirkte den Bestrebungen der Kolonialmacht nach Spaltung und "Assimilierung" des algerischen Volkes entgegen und förderte die nationale Integration. Er half ethnische und Stammesgrenzen zu überwinden, schwächte das Prestige "traditioneller Führer" und gab Männern und Frauen aus dem Volke Einfluß und Ansehen.

2) Die politische Führung und Organisation des nationalen Befreiungskrieges lag in den Händen der FLN. Sie war durch den Zusammenschluß jener patriotischen Kräfte aus den nichtproletarischen Organisationen der Befreiungsbewegung (vor allem aus der MTLD) entstanden, die im bewaffneten Kampf den einzigen Weg zur Erlangung der nationalen Unabhängigkeit erblickten. Innerhalb von 2 Jahren entwickelte sich die FLN aus einer relativ kleinen Organisation militanter Kämpfer zu einer große Massen umfassenden, sozial breitgefächerten antiimperialistischen nationalen Einheitsfront. Ihr gehörten Vertreter aller Klassen und Schichten des algerischen

Volkes an. Ihre politischen Führer entstammten vornehmlich dem Kleinbürgertum, der Intelligenz und der mittleren Bourgeoisie. Ihr strategisches Hauptziel war die Zerschlagung des Kolonialregimes, die Erringung der nationalen Unabhängigkeit und die Wiedergeburt des Algerischen Staates in Gestalt einer "demokratischen und sozialen Republik".^{11/} Für dieses Ziel mobilisierte die FLN mit Erfolg die Massen. Sie verfügte über ein effektives weitgespanntes Organisationsnetz. Ihre Gruppen und Sektionen wirkten in allen städtischen Wohngebieten und in den Dörfern, ja sogar in den Internierungs- und Umgruppierungslagern sowie in den Gefängnissen. Auch unter den in Frankreich lebenden algerischen Werktätigen verfügte sie über eine starke Organisation. Mittels ihrer in zahlreichen Ländern bestehenden Büros, entfaltete sie eine aktive diplomatische Aktivität.

Die FLN verwirklichte ihre Rolle als Einheitsfront des algerischen Volkes mittels der mit ihr verbundenen Massenorganisationen, der Nationalen Befreiungsarmee (ALN) und des von FLN geschaffenen illegalen Verwaltungsnetzes (Organisation politico-administrative). Jeder Soldat und Partisan sowie jedes Mitglied einer von der FLN geschaffenen Massenorganisation war im weitesten Sinne Angehöriger der FLN. Zugleich bestand die FLN - im engeren Sinne - als eine nach den Regeln der Konspiration aufgebaute straff-organisierte parteiähnliche Organisation, die sich als FLN-clandestin ("Untergrund-FLN") bezeichnete.

In den Landgebieten erfüllte die FLN ihre Rolle als nationale Einheitsfront in erster Linie in Gestalt der Befreiungsarmee. Die ALN war nicht schlechthin das militärische Instrument der FLN, sondern aufgrund ihrer vorzüglichen Organisation, ihrer engen

Verbundenheit mit den bäuerlichen Massen und den Landerarbeitern, ihrer hohen Kampfmoral sowie der revolutionär-demokratischen Haltung des größten Teils ihrer Offiziere und Soldaten ihr politischer Kern.

Unter ihrer Leitung wirkte in den von ihr befreiten und kontrollierten Gebieten das illegale Verwaltungsnetz. Der jeweilige ALN-Kommandeur war in den ihm unterstellten Gebiet zugleich oberster Repräsentant der FLN.

FLN und ALN bildeten eine untrennbare Einheit. Dank ihrer militärischen und politischen Aktivitäten wurde das algerische Volk in hohem Maße politisiert und unmittelbar in den Befreiungskrieg einbezogen. Allerdings gelang es der FLN nicht durchweg, die Einheit von politischem und militärischem Kampf zu wahren. Die mitunter einseitige Orientierung auf die bewaffnete Aktion - gepaart mit der Anwendung von Methoden des undifferenzierten Terrors - sowie die zeitweise Unterschätzung der politischen Arbeit wirkten sich nachteilig auf den Befreiungskampf aus und erlaubten der FLN/ALN nicht durchweg, die demagogischen Manöver der Kolonialmacht und ihre subversiven Aktionen zu vereiteln. Doch die FLN/ALN nahm aufgrund der gesammelten Erfahrungen, Korrekturen an ihrer Kampfführung vor und überwand gewisse Fehler und Schwächen. Auf diese Weise verfehlten die vielfältigen Bestrebungen des französischen Imperialismus, mittels kolonialterror und neokolonialistischer Manöver das algerische Volk von der FLN zu isolieren, letztlich ihr Ziel. Die FLN war weder hinsichtlich ihrer sozialen Zusammensetzung, noch in Bezug auf die in ihr herrschenden politisch-ideologischen Auffassungen, monolithisch. Innere Widersprüche und Richtungs-

kämpfe waren ihr ständiger Wegbegleiter, von allem nach Beitritt der Mitglieder der alten nationalistischen Organisationen MTLD und der Union Démocratique du Manifeste Algérien, Abk. UDMA (Demokratische Union des algerischen Manifestes) sowie der 'Ulama-Vereinigung 1956.

In der 1958 gegründeten Provisorischen Regierung erlangten Vertreter der nationalen Bourgeoisie und des rechten Flügels des Kleinbürgertums beträchtlichen Einfluß. Zwischen ihnen und den revolutionär-demokratischen Kommandeuren der ALN traten spätestens seit 1959 Differenzen hinsichtlich des angestrebten Ziels, der Strategie und Taktik des Kampfes, der mit der französischen Regierung geführten Verhandlungen und bezüglich des nach Erringung der Unabhängigkeit einzuschlagenden Weges in Erscheinung. Diese klassenbedingten Widersprüche konnten im Interesse des gemeinsamen Kampfes gegen die Kolonialmacht zwar zunächst überbrückt werden, brachen jedoch nach Unterzeichnung der Evian-Verträge^{12/} offen aus. Wiederholt verflochten sie sich mit Auseinandersetzungen zwischen rivalisierenden Machtgruppen. Nachteilig auf die Einheit wirkten sich auch Erscheinungen des Regionalismus aus, der in Algerien als "Wilayismus" bezeichnet wird. Darunter ist die Tatsache zu verstehen, daß begünstigt durch die Kompliziertheit der Kampfbedingungen die einzelnen Militärbezirke (Wilayat) relativ autonom handelten und ihre Operationen nicht genügend koordinierten, was zur Herausbildung verschiedener Machtzentren führte.

3) Ein die algerische Befreiungsrevolution prägendes Merkmal mit weitreichender perspektivischer Wirkung bestand - wie schon kurz erwähnt - in der Rolle der Befreiungsarmee^{13/} nicht nur als

militärische Kraft. Die ALN war eine Volksarmee. Sie bestand zu 90 Prozent aus armen Bauern und Landarbeitern. Auch Intellektuelle, Studenten, städtische Arbeiter und Angestellte, kleine Handwerker und Händler gehörten ihr an. Ihre Offiziere und Kommandeure, die zum größten Teil dem Kleinbürgertum entstammten, standen zumeist auf revolutionär-demokratischen Positionen, fühlten sich eng mit den werktätigen Massen verbunden, kannten deren soziale Nöte und Begehren, und betrachteten sich als Anwalt und Vorkämpfer ihrer nationalen sowie sozialen Interessen. Die Volksverbundenheit der ALN äußerte sich auch darin, daß sie von der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln wie mit Informationen versorgt wurde und daß sie ihrerseits - über die von ihr geschaffenen Verwaltungsorgane - nach Kräften half, das soziale Elend der Bevölkerung zu mildern. Sie organisierte die medizinische Betreuung, den Schulunterricht, die Unterstützung für die Hinterbliebenen gefallener Befreiungskämpfer sowie die Versorgung der Flüchtlinge. Der Kriegsverlauf, insbesondere die Errichtung von Grenzsperranlagen und die Schächung der im Landesinnern kämpfenden ALN-Einheiten im Ergebnis der französischen Großoperationen 1958/59 brachten es mit sich, daß insbesondere die in Tunesien und Marokko stationierten Verbände der ALN zu einem bedeutenden politischen Faktor wurden. Unter Führung des von Houari Boumediene geleiteten Generalstabs entwickelte sich die "Grenzarmee" nicht nur zu einer gut ausgerüsteten, disziplinierten und schlagkräftigen militärischen Formation, sondern zugleich zu einem entscheidenden Gegengewicht zu den in der Provisorischen Regierung dominierenden liberalbourgeoisien und kleinbürgerlich-prokapitalistischen Kräften und im Endeffekt zu

der am besten organisierten militärischen und politischen Kraft innerhalb der FLN. Sie bildete die Keimzelle der späteren Nationalen Volksarmee. In ihren Stäben wurden Gedanken für ein ökonomisches und soziales Programm des künftigen unabhängigen algerischen Staates geboren und diskutiert. Die Armeeführung befürwortete soziale Umgestaltungen zugunsten der werktätigen Massen, orientierte auf die Weiterführung der Revolution und lehnte Zugeständnisse an die neokolonialistische Strategie der Kolonialmacht ab.

Als im Frühjahr 1962 die Auseinandersetzungen innerhalb der FLN um den weiteren Entwicklungsweg ausbrachen, trug sie mit ihrem Auftreten entscheidend dazu bei, daß sich der revolutionär-demokratische Flügel innerhalb der FLN durchsetzen und den Übergang zur nationaldemokratischen Revolution vollziehen konnte.

4/ Keinen unwesentlichen Einfluß auf die Gestaltung des inneren Kräfteverhältnisses im unabhängigen Algerien hatten die Beziehungen zwischen Algerischer Kommunistischer Partei (AKP) und FLN. Die AKP leistete einen bedeutenden Beitrag zur nationalen Befreiung. Sie wurde vom Aufstand des 1. November 1954 überrascht. Obwohl sie in seine Vorbereitung nicht einbezogen worden war, ergriff sie Partei für ihn^{14/} und rief zur Unterstützung des bewaffneten Kampfes auf. Den in den Aufstandsgebieten wohnenden Mitgliedern erteilte das Zentralkomitee Weisung, Verbindung mit der ALN aufzunehmen und mit allen Mitteln den bewaffneten Kampf zu unterstützen. Zahlreiche Kommunisten traten im Verlaufe der ersten Kriegsmonate in die Befreiungsarmee ein.

Die Partei erarbeitete eine der neuen Situation gemäße Strategie und Taktik. Bis zu Ihrem Verbot im September 1955 nutzte sie die

ihr verbliebenen legalen Möglichkeiten, um die Massen für die Unterstützung des bewaffneten Kampfes zu mobilisieren. Sie organisierte Sammlungen von Geld, Waffen, Medikamenten und Bekleidung. Auf seiner Tagung im Juni 1955 faßte das Zentralkomitee weitreichende Beschlüsse bezüglich der Teilnahme am bewaffneten Kampf. Die von ihr aufgestellten Kampfgruppen, die "Combattants de la Libération", führten in einigen Regionen Nordalgeriens eine Anzahl militärischer Aktionen durch und trugen damit zur Entfaltung des bewaffneten Kampfes und zur anbahnung der Zusammenarbeit zwischen AKP und FLN bei.

Entsprechend einem im Juni 1956 mit der FLN-Führung getroffenen Übereinkommen, gliederten sich die kommunistischen Partisanen in die ALN ein. Neun Mitglieder des ZK der AKP kämpften in der ALN, 5 davon fielen für die Befreiung ihres Vaterlandes, mehrere Mitglieder der Parteiführung befanden sich in französischen Kerkern. DIE AKP trug zur Schaffung einer breiten nationalen Einheitsfront bei, als dessen Bestandteil sie sich betrachtete. Sie lehnte jedoch die von der FLN verlangte Selbstauflösung ab und bewahrte sich ihre organisatorische politisch-ideologische Eigenständigkeit. Die Zusammenarbeit zwischen AKP und FLN war jedoch ab 1956 durch eine Reihe von Schwierigkeiten und Differenzen Belastet. 15/

Eine Anzahl von Führern der FLN und Offiziere der ALN verhielt sich den kommunistischen Kampfgenossen gegenüber ablehnend, mitunter auch feindlich und setzte sie Diskriminierungen aus. Die AKP setzte sich auf konstruktive Weise mit bestimmten Schwächen des Befreiungskrieges auseinander. So kritisierte sie die mangelnde Berücksichtigung des realen Kräfteverhältnisses

und der Kampfbedingungen, die Unterschätzung des politischen Faktors, die undifferenzierten Aktionen des individuellen Terrors, die ungenügende Verbindung des Nationalen mit dem Sozialen, Illusionen verschiedener FLN-Führer, gegenüber den USA u. a. NATO-Staaten und unterbreitete Vorschläge zur Stärkung der antikolonialen Kampffront.^{16/}

Demgegenüber warf die FLN der AKP vor, den bewaffneten Kampf abgelehnt und sich an ihm ungenügend beteiligt zu haben. Diesen Vorwurf, obgleich durch die Tatsachen widerlegt, erhob die FLN auch noch nach dem Befreiungskrieg. Tatsache bleibt jedoch, daß die AKP neben der Teilnahme am bewaffneten Kampf einen nicht zu unterschätzenden Beitrag zur politischen Mobilisierung der städtischen Bevölkerung leistete und maßgeblich zur Stärkung der Zusammenarbeit zwischen der algerischen Befreiungsbewegung und der internationalen revolutionären Arbeiterbewegung und mit den sozialistischen Staaten beitrug. Damit half sie wesentlich der algerischen Befreiungsrevolution die dringend benötigte internationale Solidarität zu sichern.

5/ Der nationale Befreiungskrieg beeinflusste nachhaltig das innere Kräfteverhältnis. Die ungeheure Härte, die die Auseinandersetzungen zwischen den kämpfenden Parteien kennzeichnete, spitzte den Gegensatz zwischen dem französischen Imperialismus und der Mehrheit des algerischen Volkes aufs Äußerste zu. Die Folge war, daß bereits während des Krieges sich eine deutlich wahrnehmbare Differenzierung der in der FLN vereinten Kräfte in eine revolutionär-demokratische Strömung und in eine bürgerlich-kleinbürgerlich-reformistische, prokapitalistische Richtung vollzog. In der Endphase des Krieges wurde letztere zurücke-

drängt, obgleich nicht völlig ausgeschaltet.

Dagegen setzten sich in der Führung der FLN / ALN jene Kräfte durch, die die nationale Souveränität nicht als Endziel, sondern nur als Etappe im Kampf für vollständige nationale Befreiung und für sozialen Fortschritt verstanden wissen wollten. Diese Strömung hatte eine solide Basis in der Nationalen Befreiungarmee, unter Einfluß in den von ihr kontrollierten ländlichen Gebieten in Gestalt der Volkskomitees, Keimformen der unabhängigen Staatsmacht entstanden.

Die Wirkung historischer Voraussetzungen und Bedingungen auf die gesellschaftliche Entwicklung nach Erringung der nationalen Souveränität

Jene spezifischen Merkmale, die die französische Kolonialherrschaft in Algerien sowie den nationalen Befreiungskampf auszeichneten, schufen nicht nur bestimmte allgemeine Bedingungen, auf deren Grundlage sich die gesellschaftliche Entwicklung im unabhängigen Algerien vollziehen konnte, sondern zeigten vielfach noch eine sehr konkrete Wirkung, die teilweise bis in die Gegenwart hinein reicht.

Der Einfluß historischer Faktoren auf Grundfragen des revolutionären Prozesses in der Gegenwart, zeigt sich u. a. wie folgt:

1/ In Bezug auf die Widerspruchssituation und auf das politische Kräfteverhältnis

Auch nach Erringung der politischen Unabhängigkeit blieb der Hauptwiderspruch zum französischen Imperialismus bestehen, mehr

und mehr verlagerte er sich auf das ökonomische Gebiet. Die französischen Monpole beherrschten noch einige Jahre die Schlüsselzweige der algerischen Wirtschaft. Durch die enge Verflechtung mit der französischen Wirtschaft und der fortbestehenden Einbindung in den kapitalistischen Weltmarkt erweist sich der Kampf um ökonomische Befreiung als äußerst kompliziert und langwierig. Die Unterstützungszahlungen und die Entsendung von Kadern, zu denen sich die französische Regierung in den Evian-Verträgen verpflichtet hatte, halfen Algerien auf ökonomischem Gebiet, über die allergrößten Anfangsschwierigkeiten hinweg zu kommen, boten jedoch zugleich Ansatzpunkte für die neokolonialistische Infiltration. Trotz der immensen Zerstörungen, die Krieg und ultrakolonialistischer Terror angerichtet hatten, und der katastrophalen Wirtschaftslage, in der sich Algerien 1962/63 befand, waren seine ökonomischen Ausgangsbedingungen insgesamt wohl weniger schlecht als in den meisten anderen Entwicklungsländern Afrikas. Der moderne kapitalistische Wirtschaftssektor mit einer sich formierenden Arbeiterklasse boten für den Aufbau einer nationalen Wirtschaft und für den Kampf gegen die Unterentwicklung nicht die schlechtesten Startbedingungen.

Die Flucht der eine knappe Million zählenden europäischen Minderheit aus Algerien 1962/63 hatte siersprüchliche Folgen. Einerseits verlor das Land auf diese Weise den größten Teil der Kader, wodurch die Wiederingangsetzung von Wirtschaft und Verwaltung außerordentlich erschwert wurde. Andererseits beeinflusste diese Abwanderung das politische Kräfteverhältnis positiv. Denn mit der europäischen Bevölkerung verließen die meisten einheimischen Kollaborateure das Land. Ein Großteil

der feudalen Führer, sofern sie im Lande geblieben waren, hatten sich wegen ihrer Zusammenarbeit mit der Kolonialmacht diskreditiert und an Einfluß im Volke verloren. Dagegen verfügten sie weiterhin über beachtliche ökonomische Positionen.

Der französische Imperialismus verlor damit einen Teil seiner Verbündeten im Innern. In seinen neokolonialistischen Bestrebungen konnte er jedoch weiterhin mit solchen algerischen Kadern rechnen, die seit Ende der fünfziger Jahre zum Staatsdienst zugelassen worden waren und vom algerischen Staat übernommen wurden, ohne daß sie ihre proimperialistische Haltung aufgegeben hatten.

Die zunehmende Verlagerung des Hauptgegensatzes zum französischen Imperialismus auf die ökonomische Ebene führte dazu, daß ein Teil der Führungskräfte die vom Neokolonialismus drohenden Gefahren nicht sofort in ihrem vollen Ausmaß erkannte. Überdies verleitete die anhaltende Konfrontation mit dem Imperialismus viele Führungskräfte dazu, vor der sich in der algerischen Gesellschaft vollziehenden sozialen Differenzierung die Augen zu verschließen und sich anbahnende Klassenauseinandersetzungen geringzuschätzen oder sogar zu negieren.

2/ Hinsichtlich der Rolle der Massen

Die algerischen Werktätigen, vor allem die arme Bauernschaft und die Arbeiterklasse knüpften an die nationale Befreiung große soziale Erwartungen, die die neue Staatsmacht bei Strafe ihres Untergangs nicht ignorieren konnte. Die soziale Erwartungshaltung überstieg nicht selten die realen Möglichkeiten und leistete abenteuerlichen Tendenzen Vorschub. Auch reaktionäre Kräfte versuchten wiederholt die soziale Unzufriedenheit der Massen

für Konterrevolutionäre Ziele auszunutzen.

Doch die sozialen Probleme ließen sich nicht in erster Linie durch Dekrete lösen, sondern nur durch langfristige wirtschaftliche Anstrengungen.

Die Bereitschaft der Werktätigen an den revolutionären Umgestaltungen aktiv teilzunehmen, war groß, wurde jedoch von den Führungskräften nicht voll genutzt und wirksam gemacht. Beispiele aktiven Handelns der Massen waren u. a. die Inbesitznahme der von den französischen Colons verlassenen Farmen und Industriebetriebe durch die Arbeiter und die Bildung von Selbstverwaltungsorganen (1962/63), die Einbeziehung beträchtlicher Teile der Bauernschaft in die Agrarrevolution, und die zu ihrer Unterstützung von Studenten initiierte Bewegung ("volontariat"); die Streiks zur Durchsetzung sozialer Forderungen und Rechte im privatkapitalistischen Sektor; die Tätigkeit von Organen der Arbeitermitbestimmung in den staatlichen Betrieben sowie die breite Beteiligung der Werktätigen an den Volksaussprachen über die Nationalcharta (1976) und ihre Ergänzung (1985).

Hemmend auf die Entfaltung der Aktivität und Initiative der Massen wirkten sich jedoch die bis Ende der siebziger Jahre bestehende organisatorische Schwäche der FLN-Partei an der Basis, Erscheinungen der Überbetonung technisch-organisatorischer Maßnahmen, der Unterschätzung der politischen Überzeugungsarbeit sowie Gängelung der Massenorganisationen durch die FLN aus. Nicht wenige nichtproletarische Führungskräfte waren und sind nur in dem Maße bereit die Teilnahme der werktätigen Massen am revolutionären Prozeß zu fördern, wie sie der Sicherung ihrer eigenen Macht nicht zuwiderläuft und sich unter ihrer Kontrolle vollzieht.

3) In der Hegemoniefrage

Die soziale Hegemonie im Prozeß gesellschaftlicher Umgestaltungen, üben im unabhängigen Algerien die städtischen Mittelschichten aus. Diese Tatsache resultiert vor allem aus der Schwäche der potentiellen Hauptklassen und der führenden Rolle, die jene Klassenkräfte während des Befreiungskrieges spielten. Sie beziehen in der Mehrheit, jedoch mit unterschiedlicher Konsequenz antiimperialistische, antikoloniale, antifeudale, allgemein-demokratische Positionen, nehmen jedoch eine differenzierte, teilweise gegensätzliche Haltung hinsichtlich der sozialen Vertiefung der Revolution ein. Ihre Stellung zwischen Bourgeoisie und Proletariat begünstigt ein Schwanken zwischen den beiden Hauptklassen. Innerhalb der städtischen Mittelschichten bildeten sich zwei Flügel heraus, ein kleinbürgerlich-reformistischer, in der Tendenz prokapitalistischer und ein revolutionär-demokratischer, tendenziell antikapitalistischer. Das Kräfteverhältnis zwischen beiden war und ist instabil. Zwischen beiden Flügeln steht eine breite Mittelgruppe, die bald nach der einen, bald nach der anderen Seite tendiert und sich zu einer von ihr hinentwickelt. Die Ursache dafür, daß die politische Führung 1962/63 an die revolutionären Demokraten überging, ist in der Gestaltung des Kräfteverhältnisses innerhalb der FLN bei Kriegsende zu suchen. Die revolutionäre Demokratie übte die Macht im unabhängigen Algerien jedoch nie ungeteilt aus, sondern immer unter Beteiligung von Kräften der mittleren Gruppe und unter Zugeständnissen an die reformistischen Elemente.

Hinzu kam, daß sich in den Reihen der revolutionären Demokratie selbst eine Differenzierung vollzog und ein Teil von ihr die

Grenzen revolutionären Wirkens erreichte, sich nicht nicht den Aufgaben und Erfordernissen der Revolution gemäß entwickelte und nicht selten auch auf reformistische Positionen abglitt.

Die klassenmäßige Differenzierung der algerischen nicht-proletarischen Führungskräfte wurde jedoch durch antiimperialistische, antikoloniale Gemeinsamkeiten der Vergangenheit und Gegenwart erschwert sowie durch Machtkämpfe rivalisierender Gruppen überlagert und gehemmt.

Dadurch, daß die FLN / ALN im Befreiungskrieg Einheitsfront, Partei und Armee in einem war, und überdies administrative Funktionen ausübte, vermochte sie auch nach Erlangung der Unabhängigkeit die führende Rolle zu bewahren, die sie mit der Errichtung des Einparteiensystems staatsrechtlich verankerte. Die Monopolisierung der Machtausübung schloß andere Parteien, die Algerische Kommunistische Partei und ihre Nachfolgerin, die Partei der Sozialistischen Avantgarde, französische Abk. PAGS, inbegriffen, von der legalen Teilnahme am politischen Leben aus. Die Massenorganisationen wurden auf die Linie der FLN festgelegt. Die Ressentiments, die in der FLN gegenüber den algerischen Kommunisten fortbestanden, erhielten zum erheblichen Teil Nahrung von Differenzen und Mißverständnissen aus der Zeit des Befreiungskrieges, was die FLN jedoch nicht hinderte, Parteibeziehungen zu zahlreichen kommunistischen und Arbeiterparteien aufzunehmen.

Doch aus der Rolle, die die FLN im Befreiungskrieg spielte, ergaben sich für sie nicht nur Vorteile, sondern auch manche Schwierigkeiten. So hielt die soziale und politische Heterogenität der FLN den Erfordernissen der nationaldemokratischen Revolution nicht stand und führte zu Machtkämpfen zwischen Personen und

Gruppen und zu politischen Auseinandersetzungen zwischen den beiden genannten Hauptflügeln.

Ihre Entwicklung zu einer revolutionär-demokratischen Partei wurde dadurch ernsthaft behindert. Die FLN blieb bis in die zweite Hälfte der siebziger Jahre hinter der revolutionären Entwicklung zurück und vermochte die ihr zugedachte Funktion als Avantgarde-Partei nicht auszufüllen. In ihren Exekutivorganen behaupteten kleinbürgerlich-reformistische Kräfte und Vertreter der Mittelgruppe einflußreiche Positionen. Seit der Übernahme der Macht durch den Revolutionsrat (1965) übten die revolutionären Demokraten die Führung zwar stets als Repräsentanten der FLN und in ihrem Namen aus, bedienten sich jedoch primär der Organe der Staatsmacht (Büro des Präsidenten, Regierung, Armee) zur Verwirklichung ihrer Führungsrolle. Dem Aufbau der national-demokratischen Staatsmacht gaben sie zeitweilig den Vorrang vor der Formierung der Partei. Erst seit dem IV. Kongreß der FLN-Partei im Jahre 1979 gelang es ihr, Schritt für Schritt ihren Führungsanspruch praktisch zu verwirklichen. Ein Erbgut des Befreiungskrieges besteht auch darin, daß die aus der Nationalen Befreiungsarmee hervorgegangene Nationale Volksarmee der Machtfaktor Nummer Eins in Algerien blieb und in allen Entscheidungssituationen (1962/63, 1965, 1971, 1978) das letzte Wort sprach.

Der Versuch des einstigen Präsidenten Ahmed Ben Bella, die FLN-Partei als politische Führungskraft unter Umgehung bzw. gegen die Armee aufzubauen, war deshalb zum Scheitern verurteilt. Die Armee betrachtet sich nicht nur als Erbe der ALN, sondern auch als Bewahrerin und Fortsetzerin revolutionärer Traditionen und Bestandteil der politischen Vorhut.

Trotz der sich auch in ihren Reihen vollziehenden sozialen Differenzierung verkörpert sie auch gegenwärtig eine wichtige politische Kraft, und von ihrer Haltung wird der weitere Verlauf der gesellschaftlichen Entwicklung in Algerien maßgeblich mitbestimmt.

4/ In der Ideologie revolutionär-demokratischer Führungskräfte Der spezifische Weg Algeriens zur Unabhängigkeit, insbesondere die Verbindung von Nationalem und Sozialem im antikolonialen Befreiungskampf sowie die Rolle, die der Islam dabei spielte, prägten die Gesellschaftskonzeption der revolutionären Demokraten nach Erringung der Unabhängigkeit. In ihr verbinden sich Nationalismus, nichtproletarische Sozialismusvorstellungen sowie Lehren und Traditionen des Islam zu einer Einheit.

In ihrer auf den Sozialismus orientierten Gesellschaftskonzeption, die in den FLN-Programmen von 1962, 1964 sowie in der Nationalcharta von 1976 und 1986 ^{18/} ihren Niederschlag findet, stützen sich die revolutionär-demokratischen Führer auf die Lehren des ursprünglichen Islam von sozialer Gerechtigkeit und Gleichheit der Menschen, auf das progressive arabisch-muslimische kulturelle Erbe sowie auf Erfahrungen des Kampfes um nationale Befreiung. Zugleich akzeptieren sie auf pragmatische Weise - wie es in der Nationalcharta heißt - "Beiträge weltweiter sozialistischer Erfahrung" ^{19/} soweit diese - wie sie meinen - den nationalen Gegebenheiten gerecht werden. Damit wollen sie einen eigenen, originalen Weg zum Sozialismus finden.

Diese in sich widersprüchliche Gesellschaftskonzeption reflektiert Wesenszüge der historisch bedingten sozial-ökonomischen und politisch-ideologischen Situation Algeriens, darunter die

Vitalität islamischer Traditionen, die weite Verbreitung eines militanten Patriotismus und Antikolonialismus im Volke, das ungebrochene Streben nach Vollendung der nationalen Befreiung und nach sozialen Umgestaltungen im Interesse der Massen, die Absicht, die großen kulturellen Leistungen der arabischen Völker zu bewahren und dem sozialen Fortschritt dienstbar zu machen. Diese Ideologie trägt trotz gewisser sozial-reformistischer und utopischer Züge insgesamt progressiven Charakter, und sie vermag die Plattform zu bilden für den gemeinsamen Kampf breiter Massen des Volkes zur Lösung primär antiimperialistischer, antineokolonialer, allgemein-demokratischer und nationaler Aufgaben. Je nach der weiteren Gestaltung des Kräfteverhältnisses kann sie zur Annäherung an den wissenschaftlichen Sozialismus beitragen, aber auch zu kleinbürgerlichem Sozialreformismus verkümmern.

Obleich Kolonialherrschaft und antikolonialer Kampf den Gang der Geschichte eines Landes wie Algerien nach Erringung der Unabhängigkeit maßgeblich beeinflussen, heißt das nicht, daß diese Entwicklung damit sozusagen vorprogrammiert wäre. Vielmehr sind seitdem neue Bedingungen, Einflüsse und Herausforderungen - internationale, regionale und nationale, sozial-ökonomische wie politische - wirksam, die die von der Geschichte übernommenen Voraussetzungen modifizieren.

Im Spannungsfeld der Bedingungen der Gegenwart und der von der Geschichte ererbten Faktoren vollzieht sich der Kampf um sozialen Fortschritt in Algerien genauso wie in anderen Entwicklungsländern.

Anmerkungen

- 1/ Zur Geschichte des nationalen Befreiungskrieges siehe u. a.
Alleg, Henri und Autorenkollektiv, La guerre d'Algérie, Bd. 1-3. Paris 1981; Chikh, Slimane, L'Algérie en armes ou le temps des certitudes, Paris 1981; Kondratjew, G. S. Armija alzirskoi revoljucii. Ocerki formirovanija i bojevoi dejatel'nosti 1954-1962, Moskau 1979; Landa, R. G. Istoriija alzirskoi revoljucii 1954-1962, Moskau 1983; Nimschowski, Helmut: Der nationale Befreiungskrieg des algerischen Volkes (1954-1962). Berlin 1984; Teguaia, Mohammed, L'Algérie en guerre, Algier 1981.
- 2/ Zur gesellschaftlichen Entwicklung Algeriens seit 1962 siehe u. a. folgende Überblicksdarstellungen:
Autorenkollektiv, Geschichte der Araber, Von den Anfängen bis zur Gegenwart, Bd. 7. Der Kampf um den Entwicklungsweg in der arabischen Welt. Kapitel XIV. Das algerische Volk auf dem Wege der sozialistischen Orientierung. Berlin 1983 S. 372-418; Baumann, Herbert, Staatsmacht, Demokratie und Revolution in der DVR Algerien. Berlin 1980; Potemkin, J. V. Alzir: problemy razvitija, Moskau 1978.
- 3/ Programme du Front de Libération Nationale, in: Alger Républicain, Algier 2/3.9. 1962.
- 4/ Die Charta von Algier. Dokumente des 1. Kongresses der Nationalen Befreiungsfront Algeriens, 16-21. April 1964. Berlin 1965.

- 5/ Front de Libération Nationale / République Algérienne Démocratique et Populaire, Charte Nationale. Algier 1976
(im folgenden: Charte Nationale ...)
- 6/ Proclamation du 1er Novembre 1954; In: La révolution algérienne. Realités et perspectives, Algier 1972, S. 29
- 7/ Charte Nationale, a. a. O. S. 21
- 8/ Anderthalb Millionen Menschen, darunter 150.000 bis 200.000 Soldaten der ALN, gaben ihr Leben für die nationale Befreiung. Mindestens 400.000 Menschen wurden in Gefängnissen und Konzentrationslagern gefangengehalten. 1 Million Menschen flohen vor dem Kolonialterror nach Tunesien und Marokko. Die Furie des Kolonialkrieges legte 8.000 Dörfer in Schutt und Asche, zerstörte die Existenzgrundlage Hunderttausender Fellachen und Nomaden und vertrieb sie aus ihren angestammten Lebensräumen.
- 9/ Das auf dem 1. Kongreß der FLN im Soummamtal im August 1956 angenommene politische Programm, siehe: Programm der Algerischen Front der Nationalen Befreiung. Sondernummer (deutsch) von El Moudjahid, o. O. o. J.
- 10/ Programme du Front ... a. a. O.
11. siehe Programm der Alger. Front ... a. a. O.
- 12/ Die am 18.3.1962 in der südfranzösischen Stadt Evian zwischen Bevollmächtigten der französischen Regierung und der algerischen Provisorischen Regierung unterzeichnete Abkommen über die Beendigung des Algerienkrieges und die Zukunft des Landes. Darin erkannte Frankreich die Souveränität und territoriale Integrität Algerienses sowie sein Recht auf freie Wahl seines politischen und sozialen Regimes an.

- 13/ Zu Struktur, Bewaffnung und Kampfweise der ALN siehe Kondratjew, G. s., a. a. O.
- 14/ Erklärung des Politbüros der AKP. In: Alger Républicain (Algier) vom 2.11.1954
- 15/ Diese Probleme wurden von der AKP in ihren an die Provisorische Regierung gerichteten Briefen angesprochen; siehe: Lettre adressées au G.P.R.A. au cours de la guerre pour l'indépendance Au nom du Comité Central du Parti Communiste Algérien par Bachir Hadj Ali. Algier 1962
- 16/ Ebenda, sowie: Das algerische Volk wird Sieger sein. Erklärung der Kommunistischen Partei Algeriens zum nationalen Befreiungskampf. Berlin 1962
- 17/ siehe Nimschowski, Helmut: Die FLN-Partei Algeriens, Ihre Entwicklung und gegenwärtige Rolle, In: Asien, Afrika, Lateinamerika, Berlin (1974), 6. S. 933-946
- 18/ siehe auch: Charte Nationale 1976. Baumann, H. / H. Nomschowski Die algerische Nationalcharta. Zu einigen Grundzügen ihrer Orientierung. In: Asien, Afrika, Lateinamerika (1976) 6., S. 905-922. Parti du Front de Libération Nationale. Projet de Charte Nationale 1986, Algier 1986
- 19/ Charte Nationale, 1976. a. a. O. S. 23

Dr. JURATOVICS ALADÁR

directeur d'entreprise, député.

Compagnie d'Extraction du Pétrole et du Gaz de la Grande Plaine.

Entreprise de Szeged - Hongrie

Les hydrocarbures comme sources d'énergie en
Algérie et en Hongrie

Les relations entre les deux peuples et les deux pays remontent à l'époque de la lutte de libération nationale, en Algérie et celle de la consolidation, en Hongrie.

Notre pays soutint la lutte de libération nationale du peuple algérien.

Quant aux relations entre les deux Etats, elles remontent aux premières années de l'indépendance de l'Algérie.

Au niveau gouvernemental, la première visite d'une très grande importance date du 10 et du 11 octobre 1960, elle fut suivie de six rencontres entre les chefs de parti et chefs d'Etat. Ces rencontres et ces négociations témoignent d'un développement dynamique des relations.

Nos relations économiques sont quasi naturellement déterminées par les rapports politiques auxquels nous venons de faire allusion.

Les premiers accords d'entre-Etats aussi bien que les premiers accords commerciaux et de payement ont été conclus au mois de février 1965. Aux cours des dernières années de la même décennie, on a signé toute une série d'accords commerciaux, scientifiques, techniques, culturels et aéronautiques.

Entre 1966-1970 l'ensemble de la valeur des échanges commerciaux n'a pas encore dépassé la somme de 3,7M dollars (millions de dollars) mais l'intention réciproque d'augmenter le volume des échanges s'exprimait déjà dans le fait qu'on a invité à réunir en 1971, à Budapest, le Comité mixte de Coopération scientifique et technique hungaro-algérien.

Depuis 1971, on a vu naître plusieurs accords à long terme afin de développer les échanges entre les deux pays; et on a constaté la stabilisation de la structure des échanges commerciaux bilatéraux.

En 1975, la valeur des échanges a atteint le niveau de 50 millions de dollars. La Hongrie a accordé à l'Algérie plusieurs crédits (70 millions de dollars en 1975) à l'aide desquels on lui a livré des usines et installations complexes.

Les pourparlers et les consultations réguliers annuels, les réunions des comités mixtes intergouvernementaux contribuent à l'élargissement des rapports. Depuis 1975, on réalise les échanges en devises convertibles.

Au début des années 1980, les dirigeants d'Algérie ont mis à l'ordre du jour le problème de l'amélioration de la planification et de l'ensemble du système de direction. Et les hommes politiques et les spécialistes s'intéressent au système hongrois des institutions, à la structure de l'économie, et surtout à la pratique de la réforme économique, aux procédés et résultats de celle-ci. Depuis 1980, la presse algérienne avance comme un exemple à suivre l'agriculture et l'industrie hongroises.

Pour ce qui concerne le dynamisme du développement des relations économiques, qu'il suffise de remarquer qu'en 1983 les exportations hongroises ont dépassé les 160 millions de dollars. L'évolution des importations témoigne d'un même rythme de l'intensification des rapports.

L'Algérie est devenue notre troisième partenaire parmi les pays en voie de développement.

Au niveau général, l'état des relations hungaro-algériennes pourrait me rendre optimiste en ma qualité d'homme politique. Mais, étant spécialiste du secteur pétrolier, un des dirigeants même de celui-ci; je dois constater avec désabusement, que l'industrie pétrolière hongroise ne participe pas au développement de ces rapports avec une intensité qui puisse correspondre et à son poids et à son importance dans la vie économique du pays.

Certes, les proportions et les possibilités des deux secteurs pétroliers sont difficilement comparables (les différences sont importantes et dans l'extraction, et dans le raffinage et dans la structure du secteur). L'Algérie en exporte beaucoup, tandis que la production en Hongrie est loin de pouvoir satisfaire aux besoins du pays. Les conditions géologiques, la structure de la production sont également différentes; les changements des prix des hydrocarbures sur le marché mondial n'exercent pas leur influence de la même manière dans les deux pays.

Comme spécialiste, je suis persuadé que dans l'extraction - élément capital de la structure, nous avons, dans les deux pays,

beaucoup de problèmes, tâches et objectifs comparables ou similaires. Les objectifs principaux: la rentabilisation de plus en plus poussée de l'extraction des hydrocarbures, l'extraction d'une proportion toujours plus grande des réserves souterraines, l'amélioration du niveau du raffinage et l'augmentation de la proportion des dérivés invitent les spécialistes des deux pays à résoudre des problèmes plus ou moins identiques, et offrent un terrain vaste à la coopération.

Ces derniers temps, les besoins énergétiques du monde sont de plus en plus difficilement satisfaits. Le rythme de l'exploitation des sources énergétiques traditionnelles dépasse pratiquement dans tous les domaines celui de la découverte des nouveaux gisements. Les réserves enregistrées n'augmentent guère.

Dans ces conditions, le rôle du pétrole, du gaz naturel, et des dérivés de ceux-ci est très important dans l'approvisionnement en énergie des pays de notre globe. Dans l'ensemble, on produit et on consomme 3 milliards de tonnes de pétrole et 1500 milliards de m³ de gaz.

Puisque les besoins dépassent ces quantités, on est contraint d'extraire aussi les gisements de plus en plus difficiles à atteindre et dont les conditions géologiques sont de moins en moins avantageuses, ce qui augmente le coût.

La majeure partie des gisements de pétrole et de gaz se trouve dans des régions où la consommation est limitée pour des raisons diverses (Proche-Orient, Afrique, Sibérie,

mers) tandis qu'on en extrait peu où on consomme beaucoup, c'est à dire dans les centres industriels (Europe de l'Ouest, Europe du Nord, Japon). Mais les centres industriels des Etats-Unis et de l'Union Soviétique aussi se trouvent loin des gisements d'ailleurs très importants à l'intérieur du pays.

Le facteur du transport s'ajoute donc au coût de l'extraction et contribue à rendre encore plus compliqué le système des prix déjà suffisamment instable pour des raisons politiques entre autres, et ne manque pas de gêner les pays producteurs et consommateurs également.

Bien que la structure verticale du secteur des hydrocarbures soit uniformisée à un degré relativement élevé dans sa technique et aussi dans sa technologie, les conditions particulières modifient le problème dans le cas de chaque pays.

On construit souvent des oléoducs et des gazoducs de 4000 à 6000 kilomètres de long, pourvoit sur les mers des tankers géants transportant du pétrole ou du gaz liquéfié. On a construit des ports pétroliers de très grande capacité. On peut voir sur les cartes les tracées des pipelines à grand diamètre et les voies des tankers sur les mers.

D'ores et déjà l'impact politique des hydrocarbures égale leur utilité économique.

Bien sûr, la place de l'Algérie dans ce système énergétique mondial n'est pas la même que celle de la Hongrie. L'Algérie fait partie des pays de l'OPEC, la valeur des hydrocarbures exportées représente 95-97 % du total des exportations, tandis que la Hongrie, bien que productrice elle-même, doit pouvoir à ses

besoins par l'importation des hydrocarbures soviétiques.

Le secteur pétrolier hongrois, qu'il s'agisse de l'exploitation ou du raffinage, n'a pratiquement pas de rapport avec l'Algérie. Abstraction faite de l'expérience personnelle de quelques chercheurs hongrois et des comptes rendus de quelques spécialistes revenants de ce pays nous ne connaissons le développement, les résultats et les problèmes du secteur pétrolier algérien qu'à partir de la littérature spécialisée.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui, ce sont les hydrocarbures qui constituent la principale sources de l'accumulation et le moteur irremplaçable du développement économique. Après une longue domination du pétrole, le premier rôle revient maintenant au gaz naturel. Il a fallu des années après la guerre pour que ces ressources naturelles mondialement considérables fassent réellement parties du patrimoine national.

Grâce à des prospections géologiques on savait déjà avant la seconde guerre mondiale qu'il se trouvait en Algérie d'importants gisements d'hydrocarbures. Mais leur exploitation n'a commencé que dans les années cinquante. A la suite de la guerre de Suez (on ferme le canal), la pénurie de pétrole en Europe Occidentale a valorisé l'Algérie sous domination française. Quatre sociétés ont été constituées pour l'extraction du pétrole du Sahara.

On a poursuivi aussi la mise en exploitation des gisements de gaz découverts en 1953. Le premier oléoduc a été inauguré

en 1959, le second en 1961. Cette année-ci déjà on a transporté en dehors du pays 22 M de tonnes de pétrole.

L'industrie occidentale en croissance dynamique - et surtout la France - avait grand besoin du gaz et du pétrole produits dans ce pays. Les sociétés concernées poursuivaient une politique d'investissement malgré la guerre.

Il y avait même des projets pour reconnaître l'indépendance de l'Algérie à condition que le Sahara restât une dépendance française.

L'indépendance économique n'a pas automatiquement suivi l'indépendance politique. Les accords d'Evian garantissaient les intérêts pétroliers français. Les firmes françaises poursuivaient leurs activités indépendamment du gouvernement algérien (comme un Etat dans l'Etat). La mise en place de la première entreprise nationale n'avait guère plus qu'une valeur symbolique, elle témoignait de la volonté de l'Etat algérien de nationaliser ses propres ressources.

Jusqu'en 1969, le capital étranger a spolié de milliards les budgets de l'Etat algérien. Les conditions des impositions qu'avait dû signer le gouvernement algérien favorisaient les investisseurs riches en capitaux.

Le tournant date de 1969, l'année de l'entrée de l'Algérie dans l'OPEC. En ce moment-là, l'Algérie avait déjà à sa disposition une équipe de spécialistes formés dans des établissements créés à l'aide de l'Union Soviétique.

L'intention d'exercer la souveraineté dans tous les domaines du secteur pétrolier s'était déjà exprimée la fondation de l'entreprise nationale et l'adhésion à l'OPEC lui a apporté

un soutien politique et économique précieux. Le véritable tournant a eu lieu en 1970 et 1971. Après la signature de l'accord entre l'Algérie, La Libie et L'Irak le gouvernement algérien a proclamé la nationalisation des entreprises pétrolières étrangères, puis les négociations avec la France ont été rompues.

La conférence de Teheran des dix pays de l'OPEC, en 1971, a offert à l'Algérie le soutien international dont elle avait besoin pour que le président Boumédiène puisse déclarer dans son discours du 24 février 1971: "...l'heure est venue pour agir avec responsabilité. Nous avons décidé, aujourd'hui, d'étendre la révolution sur le secteur pétrolier..." Ils ont entièrement nationalisé le transport et l'extraction du gaz, et ils ont augmenté jusqu'à 51 % la participation algérienne au capital des entreprises françaises.

La nouvelle loi sur le pétrole a mis fin aux privilèges des entreprises étrangères dans le domaine des impositions, et elle a prescrit que toutes les activités dans le secteur des hydrocarbures devraient désormais être réalisées par l'intermédiaire de l'entreprise nationale. Par rapport aux 3,5 milliards de dollars de l'année 1970 les recettes de l'Etat algérien ont atteint le chiffre de 18 milliards, en 1974. Et la production et les revenus ont graduellement augmenté conformément aux prescriptions de l'OPEC et aux possibilités offertes par le marché mondial.

Le boom des prix du pétrole puis les crises successives au Moyen-Orient ont sensiblement touché et la production et l'exportation des hydrocarbures algériennes. En 1986, par

exemple, les revenus de l'Etat algérien issus du secteur pétrolier ont diminué de 5 milliards de dollars. Le pays a été contraint de restreindre les investissements prévus.

L'évolution de la production et de l'exportation algériennes reflète fidèlement les changements intervenus sur le marché mondial:

	1973	1975	1979	1982	1983
production de pétrole: (en million de tonnes)	51	45	57	44	32
exportations: (en million de tonnes)	45	40	50	-	-

On peut percevoir les conditions d'un nouveau redressement dans le fait que depuis 1980, on constate une transformation structurale dans l'industrie pétrolière et des hydrocarbures. La production du pétrole diminue progressivement, tandis que l'extraction, de la transformation et l'exportation du gaz croissent régulièrement. On a développé le raffinage et la proportion des dérivés augmente considérablement.

Tandis que l'accroissement des quantités de pétrole exporté rencontre des difficultés diverses, les Algériens font des efforts pour réaliser les possibilités ouvertes dans l'extraction, le raffinage et l'exportation du gaz et ses dérivés.

Le premier gisement de gaz a été découvert en 1953. En 1961, le premier gaz duc de 500 kilomètres de long fonctionne déjà, et en 1964, on inaugure la première usine de liquéfaction ayant une capacité de 2 milliards m³ par an.

Les années 1970 sont celles d'un développement continu. L'usine

de liquéfaction construite à Skikda, en 1972, était à cette époque la plus grande dans le monde. Tout en satisfaisant aux besoins à l'intérieure du pays, l'exportation du gaz a atteint, en 1979, le niveau de 20 milliards de mètres cubes.

L'accroissement des besoins ont rendu possible, en 1980, la hausse de prix du gaz exporté. Ils ont conclu avec les gros acheteurs des accords pour fixer les prix et stabiliser le niveau des livraisons (pour 20-25 ans dans certains cas). Afin d'assurer un débit régulier des livraisons, ils ont pris part à la construction du pipe-line sousmarin de 160 km de long reliant Tunisie et l'Italie. Plus tard, le clientèle s'est diversifié, ils ont eu des commandes de la part de l'Espagne, la Belgique, l'Autriche et la Yougoslavie. Depuis peu de temps ils livrent du gaz aussi au Brésil.

Bien que, ces derniers temps, une très forte pression s'exerce sur le prix du gaz naturel (Baisse du prix de l'OPEC, l'apparition du gaz soviétique en Europe Occidentale) les recettes assurées par ce secteur continue à être très importantes. La production annuelle de gaz naturel atteint aujourd'hui les 100 milliards de m³ dont le tiers est liquéfié et exporté. La production et la transformation des hydrocarbures et surtout l'exportation de celles-ci constituent un facteur décisif de l'économie de l'Algérie d'aujourd'hui. Les hydrocarbures représentent 95-97% du total des exportations.

L'Algérie est très riche en gisements encore inexploités, ils assurent au pays des revenus substantiels aussi dans l'avenir, mais ils doivent, eux aussi, prendre en considération un fait: comme partout dans le monde, la consommation intérieure augmente. Et il ne s'agit pas seulement de l'augmentation de

l'énergie mais aussi de celle des produits de l'industrie chimique (matières plastiques, engrais artificiel).

Nous ne connaissons pas les réserves d'hydrocarbures en Algérie, mais il est certain que leur rôle restera déterminant pour longtemps.

L'amélioration du niveau de raffinage paraît la voie à poursuivre aussi en Algérie. Le marché de l'avenir exige des produits plus compliqués et mieux traités.

On peut donc dire que l'industrie nationalisée des hydrocarbures constituera, aussi dans l'avenir, la base irremplaçable de l'économie algérienne malgré les vicissitudes du marché mondial.

Notre dernières remarques ont aussi une valeur générale. L'industrie des hydrocarbures en Hongrie est soumise aux mêmes nécessités que celle de l'Algérie, et malgré la différence des proportions on pourrait dire la même chose de son rôle dans l'économie hongroise de toujours.

Comme je l'avais déjà fait remarqué, les différences dans la structure de l'inégalité des ressources des deux pays.

Nos gisements ne couvrent pas les besoins du pays et nous sommes contraints d'importer des quantités très importantes de hydrocarbures, ce qui représente des dépenses considérables. (Puisque la source de ces achats est l'Union soviétique, les mouvements des prix internationaux nous touchent d'une manière amortie, conformément aux principes définis à l'intérieur du COMECON.)

Remarquons tout de suite que l'absence des relations

entre nos deux pays dans le secteur des hydrocarbures n'a aucun rapport avec ce fait, étant donné que les spécialistes hongrois ont déjà travaillé et continuent à travailler avec succès en Irak, en Libye, en Nigérie, en Tunisie et ailleurs. Avec l'Algérie, nous n'avons pas encore trouvé les formes de la coopération malgré les possibilités offertes par les rapports économiques toujours plus intenses entre les deux pays.

La place du secteur des hydrocarbures dans le système énergétique hongrois est déterminée par le fait que l'on est producteur et acheteur en même temps.

La conception générale du développement économique du pays assigne des conditions très sévères à celle du système énergétique. Toute la structure de l'économie hongroise est concernée par l'exigence principale: d'ici à la fin du millénaire, la consommation énergétique du pays ne doit pas augmenter plus d'un pour cent par an.

La proportion des hydrocarbures consommées devra diminuer un peu, mais elle restera suffisamment importante pour que l'introduction des procédés d'extraction et de raffinage se révèle rentable.

Puisqu'il est peu probable que la découverte de nouveaux gisements accroisse sensiblement les réserves actuellement connues, on prévoit le maintien du niveau de la production actuelle et l'augmentation des quantités de pétrole et de gaz importées.

En Hongrie, on a consommé, dans ces dernières années, 1270-90 PJ énergie par an. A la fin des années 1970, la

consommation a augmenté de 3 à 4% par an; à présent,
l'augmentation est de 1% par an.

La répartition des ressources énergétiques

charbon	30%	La consommation du pétrole diminue, celle du charbon stagne; celle du gaz et de l'électricité produite à partir de l'énergie nucléaire augmente.
pétrole	35%	
gaz	27%	
énergie nucléaire	8%	
<hr/>		
100%		

53% de l'énergie consommées est produite en Hongrie, le reste
(47%) est importée.

Quantité naturelle:

pétrole/an: 9 millions de tonnes dont extraits: en Hongrie: 2 Mt

gaz naturel 10,5 Mdm³ dont extraits 7 Mdm³

propange-but 340.000 t.

gazoline 340.000 t.

gazoline/an: 25 millions de tonnes extraites en Hongrie et

6-7 millions de tonnes importées

La répartition de la consommation du gaz

centrales électriques:	35%
industrie chimique:	15%
sidérurgie:	15%
population et consommation communale:	27%
matériaux de construction, céramique:	8%
<hr/>	
100%	

L'objectif est d'utiliser moins d'hydrocarbures dans les centrales électriques et d'augmenter la proportion consommée par la population et l'industrie chimique. (Produire plus d'électricité à partir du charbon et de l'énergie nucléaire.)

1,1 millions de ménages consomment 1,3 Mdm³ de gaz naturel, le nombre des consommateurs du gaz propane-butane est de 2,5 millions.

Notre objectif est de ne pas dépasser les 2% de croissance par an dans la consommation de l'énergie; la proportion du pétrole doit diminuer, celle du charbon, du gaz naturel, de l'énergie nucléaire doit augmenter.

Nous avons l'intention de maintenir le niveau actuel dans la production des hydrocarbures au cours du VII^e plan (2 millions de tonnes, 7 Mdm³ par an).

L'augmentation des quantités de gaz importées de l'Union soviétique n'est possible qu'après 1990, grâce à notre contribution à la construction du gazoduc dit de Jambourg (augmentation de 1,5-2 Mdm³ par an).

Il faudra donc mener une politique sélective et combinatoire quant à l'utilisation de l'énergie, mais, avant tout, il faudra épargner sur la consommation. On devra diminuer le besoin en énergie des produits industriels. La consommation intérieure devra être organisée d'une manière que l'on puisse remplacer telle ou telle énergie par autres sorte d'énergie.

Le rôle du comitat Csongrad est déterminant, en Hongrie, dans l'extraction des hydrocarbures. 73% du pétrole, 52% du gaz et 62% des produits liquéfiés sont extraits ou fabriqués ici. Nos gisements sont exploités depuis 15 à 20 années, leur débit

diminue malgré la mise en oeuvre des technologies modernes (l'eau envahit les gisements de pétrole, la pression des gisements de gaz diminue). Ce sont ces circonstances qui définissent nos tâches:

1. La mise en oeuvre des procédés dits tertiaires pour améliorer le rendement des gisements.
2. Améliorer la proportion extraite du gaz contenu dans les gisements. Utilisation des gisements de gaz basse pression à l'aide l'emploi des compresseurs.
3. Continuer la recherche des gisements de gaz, en premier lieu; réalisation des forages de plus de 4000 mètres de profondeur pour retrouver de nouveaux gisements de gaz.
4. Il faudra élargir l'éventail des produits liquéfiés (izobutane, etc.).

Nous avons l'espoir de pouvoir maintenir le niveau de la production aussi au delà des années 90, grâce à l'amélioration du niveau technologique de l'extraction, étant donné que le prix de revient du pétrole est de 6 dollars/baril, celui du gaz est de 24 dollars/1000 m³; donc plus bas que les prix mondiaux.

Il est difficile d'analyser les traits particuliers de l'industrie pétrolière de deux pays où les données de base sont extrêmement différentes. Il n'est pourtant pas inutile de la faire; l'analyse peut mettre en relief les possibilités de la coopération à l'intérieur du secteur donné.

Les possibilités déjà perceptibles:

- travaux sur commande,
- formation et échange des spécialistes,
- échange des procédés technologiques dans le raffinage du gaz,
- mise en oeuvre réciproque des procédés pour améliorer le rendement des gisements.

Il y a naturellement, dans tous les deux pays, des facteurs dont il faut tenir compte; on peut prévoir l'apparition des tendances au niveau du pays entier exerçant leur influence sur l'avenir du secteur pétrolier.

L'Algérie qui exporte et la Hongrie qui importe des produits hydrocarbures doivent également prendre en considération que tôt ou tard, la structure énergétique du monde devra se transformer.

par Léonid MEDVEOKO,

docteur en histoire

(Institut de l'Afrique de l'AS de l'URSS)

L'évolution d'après-guerre des méthodes militaires
du néocolonialisme en méditerranée

Les eaux chaudes de la Méditerranée ont ressenti les vents cinglants de la "guerre froide" très vite après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Naturellement, cela ne tenait pas à sa situation géographique, mais à l'importance stratégique qu'acquerrait la Méditerranée: d'une part, en tant que carrefour de routes reliant trois continents et, d'autre part, en sa qualité de polygone d'essai des méthodes militaires de l'impérialisme et du néocolonialisme. Car, après la fin de la guerre, c'est ici que s'est déplacé l'épicentre du combat entre les forces de libération nationale et les nouveaux héritiers du colonialisme. Voilà pourquoi la Méditerranée n'a en fait pas encore connu de paix durable après la fin des hostilités en Europe.

Si, pour reprendre la métaphore, la "guerre froide" a vite fait de glacer les eaux méditerranéennes, les terres baignées par cette mer, surtout, ses côtes africaine et asiatique, ont aussitôt été embrasées par de nombreux conflits locaux. D'ailleurs, sur son littoral européen - en Espagne franquiste et en Grèce monarchique - fumaient encore les derniers foyers persistants de la guerre mondiale. Quant aux côtes proche-orientale et nord-africaine, peuplées essentiellement, par les

Arabes, elles sont aussitôt devenues l'une des principales arènes de la lutte de libération nationale contre le colonialisme. Sous l'impact de la défaite du nazisme, ce combat a connu ici une montée sans précédent. Ses vagues déferlaient en balayant les anciens colonisateurs des rives du Liban et de la Syrie pour atteindre la Palestine et la Transjordanie. Des révolutions de libération ont éclaté en Egypte et en Libye. L'ouragan de la lutte de libération a traversé la Tunisie et le Maroc. A l'Est de Suez, au Levant, prédominaient toutefois, au début, des formes de lutte pacifiques. Au contraire, au Maghreb, les Arabes ont le plus souvent été obligés de prendre les armes pour défendre leurs droits légitimes à une existence indépendante et souveraine. C'est le peuple algérien qui a mené une guerre tout particulièrement longue et sanglante contre le colonialisme en sacrifiant près d'un million de vies de ses meilleurs fils et filles.

Cependant, au Levant aussi ou les colonisateurs "anciens" et nouveaux recouraient à diverses manœuvres politiques afin d'y préserver aussi longtemps que possible leur présence militaire, la mèche lente du conflit proche-oriental allumée par l'imperialisme continue de se consumer. Depuis le moment de son apparition, à compter depuis le 29 novembre 1947, jour où l'ONU a adopté sa résolution sur le partage de la Palestine, ce conflit a déjà provoqué cinq importantes guerres arabo-israéliennes et d'innombrables crises secondaires et parallèles, y compris la guerre irano-irakienne, la plus sanglante pendant cette période. Toutes ces guerres ont, elles aussi, emporté des millions de vies.

Dans les ouvrages scientifiques, le néocolonialisme est souvent défini comme "colonialisme sans colonies" ou "colonialisme économique et politique". Cela met en relief le fait que le néocolonialisme s'appuie principalement sur la puissance économique et non pas sur la force militaire. De ce fait, on va parfois jusqu'à des protestations contre le terme même de "néocolonialisme militaire" le considérant, à strictement parler, comme illogique. Toutefois, la logique de la vie s'avère plus convaincante que celle du raisonnement politique.

L'histoire du néocolonialisme d'après-guerre en Méditerranée infirme plutôt que corrobore les stéréotypes périmés de la mentalité dite politologique. A témoin, les faits, les chiffres et les événements qui servent de base à l'histoire telle qu'elle est écrite. L'auteur de ces lignes a calculé que sur un total de deux cents guerres locales ou de conflits armés, qui ont éclaté après la fin de la Seconde Guerre mondiale, près de la moitié ont eu lieu dans la région méditerranéenne ou dans son voisinage. En tout cas, l'impérialisme y a eu recours à des méthodes néocolonialistes militaires de façon tout aussi fréquente, sinon plus souvent, qu'à des procédés économiques et politiques.

On pourrait me répliquer que, même si la plupart de ces guerres et conflits a été déclenchée ou provoquée par l'impérialisme, on ne saurait néanmoins les classer dans la catégorie des guerres de libération ou anti-impérialistes. Car ces conflits ont principalement un caractère interne et ont pour cause diverses contradictions purement internes: territoriales, nationales, ethniques, confessionnelles... Toutefois, je pour-

rais leur répliquer à mon tour qu'effectivement, les causes de ces contradictions remontent à l'aube des temps. Mais c'est le colonialisme qui, non content de préparer pour elles un sol nourricier, s'employait à sélectionner, à cultiver voire à hybrider ces conflits. La division tragique de Chypre n'en est pas une exemple unique. Ce sont aussi la crise intérieure au Liban ou la guerre intestine du Golfe qui sont en fait des ramifications du conflit proche-oriental.

Indéniablement, c'est le problème palestinien qui est au coeur du conflit arabo-israélien. Toutefois, non seulement ce problème en tant que tel, mais aussi le conflit au Proche-Orient et les crises qui l'accompagnent reflètent non pas tant des dissensions territoriales, religieuses, ethniques ou nationales que des contradictions sociales de classe. A l'échelle de la région, celles-ci constituent une forme de la lutte entre les forces de libération nationale et celles d'asservissement impérialiste. Sur un plan plus vaste, elles traduisent les conflits sociaux de classe opposant les forces de la réaction et celles du progrès. De ce fait, le conflit essentiel existant dans le système des relations internationales d'aujourd'hui, celui entre le capitalisme et le socialisme, entre le militarisme et les forces de la paix, a une incidence de plus en plus grande tant sur le processus de règlement proche-oriental que sur le déblocage d'autres conflits régionaux dans le bassin méditerranéen.

Le réglage de tir au "polygone proche-oriental" date de quarante ans lorsque le président Truman a proclamé, le 12 mars 1947, sa "doctrine de lutte contre le communisme". En

réalité, cette dernière visait non seulement l'URSS, mais aussi les mouvements de libération nationale dans la région. Il est notoire que cette doctrine a servi de base à l'octroi de 400 millions de dollars à titre d'aide américaine à deux Etats méditerranéens, la Grèce et la Turquie. D'autre part, Truman ne cachait pas ses sympathies pro-sionistes de longue date. La Maison-Blanche, le Pentagone et la CIA ont entrepris bien des efforts pour assurer à Israël la victoire dans la première guerre de Palestine de 1948-1949.

Le Monde diplomatique a récemment publié un article portant sur quarante ans de conflits et d'échecs au Proche-Orient dus à l'ingérence constante de l'Occident. Cet article dit sans ambages que c'est Washington qui, pendant toute cette période, a aidé Tel-Aviv à renverser la fourmilière du terrorisme proche-oriental en s'obstinant à ignorer le règlement du problème palestinien.

La première "doctrine Truman" basée sur la force a constitué un prolongement pratique de la stratégie de "guerre froide". Tout en se voulant un programme régional d'aide américaine aux pays méditerranéens, en réalité, tout comme la "doctrine Reagan", elle poursuivait des objectifs globaux. Elle se proposait d'entourer l'URSS de blocs d'agression et de bases militaires, d'étouffer les mouvements de libération nationale, d'entraîner les pays libérés dans la course aux armements et de semer la discorde dans leurs rangs.

Il est difficile de situer dans le temps le moment exact où mourait le colonialisme et voyait le jour le néocolonialisme, les deux étant étroitement enchevêtrés. Néanmoins, la

"doctrine Truman" semble avoir été la première à en revendiquer la succession. Comme on le sait, les Etats-Unis n'ont pas directement participé à l'agression tripartite contre l'Egypte ou à la guerre coloniale d'Algérie; on peut cependant affirmer que ces crises ont démarqué le passage du vieux colonialisme au néocolonialisme américain en Méditerranée. Il serait plus exact de dire que Washington a arraché cette succession à l'Europe. Bien qu'avant la guerre le monde arabe ait été partagé entre les colonisateurs européens, les Etats-Unis ont pris part, indirectement du moins, à de nombreux actes du colonialisme collectif, à commencer par l'agression tripartite contre l'Egypte.

Depuis quarante ans, les administrations américaines qui se succédaient - qu'ils s'agisse de démocrates comme Truman ou Carter, ou de républicains d'Eisenhower à Reagan - assuraient une certaine continuité tant dans leurs concepts stratégiques agressifs à l'encontre de l'URSS qu'en termes de leurs doctrines néocolonialistes dirigées contre les pays libérés. Chacune d'entre elles avait sa pointe braquée contre l'URSS, mais en règle générale, elles ont été mises en essai dans des "périphéries stratégiques", le plus souvent au Proche-Orient et en Méditerranée. Il en a résulté que cette région s'est retrouvée entraînée dans un écheveau inextricable de guerres et de conflits régionaux, dont la majorité ont eu lieu en Afrique et dans des régions limitrophes. Pendant cette période, les Etats-Unis ont recouru à la force militaire à des fins politiques et, notamment, au chantage nucléaire, au moins 300 fois. Le plus souvent, en Méditerranée.

De nos jours, les navires de la 6e flotte américaine ne cessent de faire montre de leur puissance au large de pays africains. Il convient de rappeler à ce propos une "coïncidence" se rattachant également au quarantième anniversaire de la "doctrine Truman". C'est il y a quarante ans que le Pentagone a transformé le groupement méditerranéen de l'US Navy en 6e flotte américaine et entrepris à étendre le réseau de ses bases à l'étranger. Depuis, d'une "force de dissuasion" cette flotte s'est transformée en une participante directe à un grand nombre d'interventions et de guerres d'agression contre les pays libérés. Le relais de la violence lancé par Truman se poursuit jusqu'à ce jour.

Durant les années 70 et la première moitié des années 80, l'importance de cette flotte demeurerait assez stable: une quarantaine de bâtiments, dont un ou deux porte-avions, trois ou quatre croiseurs, de dix à quinze destroyers et frégates, quatre ou cinq sous-marins, cinq navires de débarquement et une dizaine de bateaux d'appoint. Cependant, en temps de crises, le nombre des navires atteint soixante unités et davantage. C'est à ce niveau qu'est porté actuellement le dispositif naval dans la zone du golfe Persique.

Si, sur le plan quantitatif, en quinze ans, la 6e flotte n'a pratiquement pas changé, l'accroissement de sa puissance de frappe se fait en revanche de façon ininterrompue.

Vers les années 80, les forces armées américaines possédaient, dans la région méditerranéenne, près de deux cents bases et autres ouvrages militaires. De ce nombre, une vingtaine d'ouvrages desservent directement la 6e flotte. En Méditerranée,

née occidentale, le Pentagone a implanté un important centre de communications de l'US Navy à Kenitra (Maroc) et une base à Rota (Espagne). A l'Est, les Américains utilisent des bases et des ports à Crète, à Chypre, en Turquie, en Israël, ces derniers temps, leurs bâtiments de guerre faisant de plus en plus souvent escale dans des ports égyptiens.

Cette année, on pourrait commémorer un autre anniversaire: il y a trente ans, fut proclamée la "doctrine Eisenhower". Depuis, l'accroissement de la présence militaire US, directe comme indirecte, en Méditerranée et au Proche-Orient a pris un rythme accéléré. Autrefois, cela était fait sous prétexte de "remplir le vide"; maintenant, sous Reagan, on veut le justifier par la nécessité d'"enrayer les incendies" ou de "lutter contre le terrorisme international".

L'essence néocolonialiste de la "théorie du vide" se résumait à ceci: après le départ des colonisateurs, les peuples du Proche-Orient seraient incapables de décider de leur sort en toute indépendance. Elevée au rang d'une doctrine officielle, cette "théorie" était appelée à servir de paravent à l'expansionnisme américain en Afrique du Nord. En fait, c'était un prototype de l'actuel concept reaganien de néoglobalisme. Elle aussi proclamait le droit des Etats-Unis d'intervenir manu militari dans toute région où ils pourraient distinguer une "menace communiste", dans le cadre d'une stratégie globale de châtement massif. Cette politique liait le colonialisme traditionnel misant sur la force à des procédés néocolonialistes mettant l'accent sur l'utilisation dans son intérêt de la réaction locale et des mécanismes de divers blocs

militaires.

Fait significatif, l'approbation de la "doctrine Eisenhower" a aussitôt entraîné l'adhésion des Etats-Unis au Pacte de Bagdad que, pour des considérations tactiques, Washington avait préféré, pendant quelque temps, ne pas rallier officiellement. Toutefois, très vite, il s'est avéré que cette démarche n'avait aucun avenir devant elle. La majorité des pays musulmans ont rejeté la "théorie du vide", insultante pour leur dignité et leur souveraineté nationales.

Le mécanisme de la "doctrine Eisenhower" était presque identique à celui de la "doctrine Reagan". Parmi les moyens employés, il y avait complots, terreur, actes de sabotage, menaces, provocation de conflits internationaux, démonstration de force et chantage militaire.

Créé sous l'administration Eisenhower, le Conseil de sécurité nationale a aussitôt reçu l'ordre d'entamer la planification d'importantes opérations d'intervention dans les différentes régions du Proche-Orient et de la Méditerranée. L'un de ces plans a été mis en pratique en été 1958. A l'opposé de l'agression tripartite contre l'Egypte de 1956, cette fois-ci, les Américains se sont mis à la tête d'une intervention collective au Proche-Orient, qui a commencé par des débarquements concomitants anglo-américains au Liban et en Jordanie. Tout comme l'invasion américano-israélo-otanienne du Liban en 1982-1983, cette intervention était conçue comme un prélude à une agression plus importante.

Washington et Londres ont profité de la présence de leurs troupes sur les territoires libanais et jordanien pour s'in-

gérer sans gêne dans les affaires intérieures de ces pays. Des centaines de patriotes arabes furent jetés dans des prisons et des camps de concentration. Dès cette époque, des projets étaient mijotés de mettre en place une force américaine avec la participation de'un contingent britannique. C'était le prototype de la "force multinationale" de l'OTAN qui a effectué un débarquement au Liban dans les années 80. Mais à l'époque, la tentative de travestir l'intervention en une "sanction internationale" a échoué. La doctrine de la force s'est avérée impuissante, et les USA et la Grande-Bretagne ont été obligés de retirer leurs troupes du Liban et de la Jordanie.

La politique anglo-américaine de "remplissage du vide" a provoqué une réaction en chaîne inverse: peu après cessait d'exister le Pacte de Bagdad, puis, le bloc CENTO, son héritier, mourait de sa belle mort. Sans pour autant renoncer complètement à de nouvelles actions d'agression et d'intervention contre divers pays arabes et africains, à l'heure actuelle, les impérialistes misent de plus en plus souvent sur l'attisement de guerres et de conflits intestins et ce, non seulement au Liban et dans la zone du golfe Persique, mais aussi au Sahara occidental, sur la Corne africaine, au centre et au nord de l'Afrique. Le néocolonialisme met à contribution ces conflits, d'une part, pour relancer et justifier la course aux armements et, d'autre part, afin d'accroître sa présence militaire directe sous le couvert de la "pacification", comme cela a eu lieu au Liban, au Tchad ou dans le Sinaï.

De même, l'aide économique accordée par l'Occident à l'Af-

rique afin de surmonter la situation de crise est de plus en plus rattachée aux projets militaires et politiques de l'impérialisme. Par exemple, la réduction de l'aide alimentaire US aux pays africains s'accompagne d'une augmentation disproportionnée de l'assistance militaire, qui a triplé de 1980 à 1986. Ces derniers temps, les dépenses militaires directes des pays nord-africains ont presque doublé. Aujourd'hui, les exportations d'armes vers les Etats africains totalisent près de deux tiers des ventes internationales d'armements, la majeure partie de ce lot concernant l'Afrique du Nord. Ces pays dépensent, par habitant, six fois plus que pour l'assistance médicale et deux fois plus que pour l'instruction publique.

Ainsi, le rythme de militarisation de l'Afrique du Nord est, ces dernières années, nettement en avance sur la cadence de son développement économique. Les dangers du néocolonialisme militaires s'aggravent également du fait que celui-ci est étayé par les concepts de la "guerre des étoiles" et du chantage nucléaire, qui, dans une grande partie, sont dirigés contre les pays en développement de la Méditerranée.

La "doctrine Reagan" se diffère de la "doctrine Eisenhower" par le fait que la stratégie de "confrontation directe" à l'égard de l'URSS trouve son expression dans l'accroissement de la confrontation entre les Etats-Unis, d'une part, et divers mouvements de libération et pays en développement, d'autre part.

Autrefois, avant l'agression israélienne au Liban de 1982 du moins, les Etats-Unis préféraient agir dans la coulisse des guerres arabo-israéliennes.

Désormais, non seulement l'administration Reagan intervient

comme promotrice de diverses aventures dangereuses, mais elle y entraîne aussi ses alliés de l'OTAN auxquels est assimilé Israël.

Washington et Tel-Aviv mènent des guerres secrètes et ouvertes contre divers Etats arabes sous prétextes factices de "garanties de sécurité", de "mesures préventives" ou de "lutte contre le terrorisme international". Or, c'est sous ces mêmes prétextes qu'a été perpétrée, il y a vingt ans, l'agression israélienne de juin 1967 dont les conséquences n'ont pas encore été réparées. Le relais infernal se poursuit: il suffirait de rappeler les raids sur Bagdad et Tunis, le bombardement de Tripoli et de Benghazi ou l'intervention au Liban.

Le fait que les USA et Israël possèdent l'arme nucléaire multiplie les risques de dégradation de conflits locaux en une catastrophe globale. Les symptômes sont très alarmants, car les tentatives de résoudre le problème du terrorisme individuel moyennant des procédés de terrorisme d'Etat ne font qu'aggraver la situation et produire de nouveaux attentats terroristes.

Au Proche-Orient, la stratégie et la diplomatie des Etats impérialistes se sont retrouvées dans un cercle vicieux. Les différents modèles de paix américains dans l'esprit de Camp David ont tourné en de nouvelles effusions de sang. Le croisement hideux de la paix à l'américaine avec une guerre à l'israélienne ne donne pas de pousses sur le sol proche-oriental. L'échec de la "pacification" américaine dans cette région a montré que l'approche séparée des problèmes proche-orientaux se trouve dans une impasse. Voilà pourquoi l'URSS pro-

pose de débloquent le règlement des conflits au Proche-Orient et en Méditerranée par des efforts collectifs. Le vaste soutien accordé à cette initiative soviétique à l'ONU, ainsi que par la VIIIe sommet des non-alignés de Harare atteste que la lutte pour un règlement équitable et universel au Proche-Orient entre dans une phase radicalement nouvelle.

L'URSS intervient de façon active en faveur du déblocage et d'un règlement équitable de tous les conflits régionaux en général, pour atténuer la tension dans les différentes régions du globe, notamment en Méditerranée, par voie de négociations, compte tenu des intérêts légitimes de toutes les parties et sans aucune ingérence étrangère.

L'ensemble d'initiatives internationales bien connues de l'URSS, ainsi que la Déclaration de New Delhi proclamant les principes de la création d'un monde sans armes nucléaires et sans violence, contiennent des propositions concernant, entre autres, le règlement de conflits régionaux. L'URSS a avancé une série de propositions concrètes en vue de consolider la sécurité dans le bassin méditerranéen prévoyant le refus de déployer des armes nucléaires sur le territoire des pays de la région qui n'en possèdent pas, la création en Méditerranée d'une zone libre d'armes chimiques, ainsi que le retrait simultané de cette région de la 6e flotte américaine et des bâtiments de guerre soviétiques. D'autre part, l'Union Soviétique donne son appui à toutes les autres initiatives des Etats méditerranéens non alignés allant dans ce sens. Notamment, elle estime qu'il serait utile de convoquer, en plus de la conférence internationale pour le Proche-Orient, un fo-

rum analogue avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris les Etats-Unis, afin d'élaborer les conditions nécessaires pour garantir la paix et la sécurité dans le bassin méditerranéen. Il s'agit là d'un impératif. Il faut transformer ce dangereux foyer de tension et de guerre dans cette région, berceau de la civilisation humaine, en un berceau de la paix.

IMRE MARTON

Institut des sciences sociales (Budapest)

Urbanisation, marginalisation et secteur informel

Ahmed Henni, dans son étude « La sous-prolétarianisation durant la colonisation » caractérise la colonisation comme un système de production généralisée d'une population sans terre et sans travail. Bref d'une sous-prolétarianisation. Il est indéniable que nous trouvons des noyaux durs de la bourgeoisie et du prolétariat durant cette période. Un système de production ne peut pas se passer de producteurs. Mais il attire notre attention sur le fait qu'il s'agit d'un système qui sous-prolétarianise plus qu'il ne prolétarianise.

Lorsqu'e nous abordons le thème de la mobilité sociale et de la classe ouvrière en formation nous devons nous demander si l'indépendance nationale a permis de renverser le courant principal imposé par la colonisation, si la tendance prédominante est devenue l'insertion de la grande masse de la population active dans le système de production, dans les classes et couches sociales « modernes » ?

Le phénomène social le plus impétueux et le plus généralisé dans le Tiers monde est celui de l'urbanisation. Quelles sont les sources, les causes, les finalités, les fonctions de cette urbanisation.

Pour Marx « la ville aujourd'hui est le lieu de concentration de la population, des moyens de production, des jouissances, des

besoins tandis que le village est le lieu de l'isolement, de la solitude». Dans les pays du Tiers monde on observe des phénomènes semblables à ceux décrits par Engels dans «la situation de la classe ouvrière en Angleterre» notamment en ce qui concerne l'insertion des ruraux dans la vie urbaine et dans le système de production.

Le contexte mondial et national de la formation de la classe ouvrière diffère de celui qui a présidé à la naissance et au développement des salariés dans les pays du Centre. Il ne s'agit pas d'étapes à combler, de différences qui s'effacent avec le temps.

Car contrairement à l'homogénéisation des rapports de production capitaliste se perpétue l'hétérogénéité des différents types de rapports de production, hétérogénéité soumise à travers de multiples médiations à la logique de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale.

Dans les conditions du sous-développement l'urbanisation n'est pas avant tout l'expression de la croissance économique, de la modernisation, d'une socialisation plus poussée du mode de vie. Dans les villes du Tiers monde se concentrent le manque de capitaux, la frustration, la non utilisation, valorisation de la population en âge de travailler, les formes nouvelles de la ségrégation sociale entre citadins de plein droit des quartiers décents et résidentiels et les citadins des bidonvilles. L'urbanisation est l'expression d'une modernisation avilissante. Plus la population se concentre dans les centres urbains, plus

on assiste à une marginalisation croissante de cette population. L'urbanisation entraîne une dégradation de la condition humaine. Le social reflue vers le biologique et même la survie biologique devient aléatoire.

Naturellement ce n'est pas la ville en elle-même qui est responsable de cet état de choses. L'urbanisation n'exprime pas nécessairement le déclin d'une civilisation. Elle est porteuse de valeurs enrichissantes. Mais dans le Tiers monde l'urbanisation accélérée dérive d'une part de la poussée démographique dans les villes et dans les campagnes, d'autre part de l'exode rural. La misère paysanne s'installe et s'amplifie dans les villes, car la misère urbaine a plus d'attraits que la misère rurale. Le clivage entre le secteur traditionnel et le secteur moderne se reproduit au sein des villes sous la forme de deux secteurs juxtaposés et en interaction: le secteur formel et le secteur informel, sous la forme des masses marginalisées et des masses prolétarisées. L'urbanisation couplée à la marginalisation est devenue une caractéristique nouvelle du sous développement.

Les différents auteurs s'accordent pour définir les caractéristiques principales du marginalisé: chômeur, sous-employé, mal rémunéré, ouvrier saisonnier, non contractuel, activités liées en général au secteur informel, revenus incertains, cumul des handicaps sociaux se perpétuant souvent des générations durant, non-insertion ou insertion nonorganique dans les classes et couches sociales modernes, dans la vie politique et culturelle. Des rapports de solidarité archaïque ou symbolique lient souvent les membres des différentes communautés qui s'établissent dans

les bidonvilles (informations sur les possibilités de migration d'installation, de participation à une formation professionnelle, prêt d'argent, de vivres, d'outils, de vêtements, aide et soutien aux malades aux vieux, beuveries communes. Les rapports de réciprocité peuvent être égalitaires ou s'inscrire dans des rapports de domination-subordination (maitre-serviteur).

Est-il légitime d'utiliser le terme de bloc social, des marginalisés, de couches marginalisées? Les masses flottantes sont-elles en voie de prolétarianisation ou constituent-elles un nouveau bloc social dont le sort est la marginalisation. Ceux qui considèrent que ces masses sont en voie de transition d'une paysannerie en décomposition vers la prolétarianisation utilisent de préférence le terme de préprolétaire, de sous-prolétaire. Il est vrai qu'une partie de ces masses deviennent des prolétaires.

De plus le terme de marginaux, de marginalisés rebute car il a une résonnance discriminative, péjorative. Les marginaux, dans le langage courant sont des êtres qui glissent vers la lisière de la vie sociale en raison de leur comportement déviant ou qui sont excommuniés en raison de leur appartenance politique, religieuse ethnique. On est tenté d'assimiler les marginalisés de la Préphérie au lumpenprolétariat des métropoles capitalistes.

Il semblait que la paupérisation des masses paysannes. Le transfert de la misère rurale dans les villes à la suite de l'exode rural, la concentration des couches marginalisées dans les centres urbains l'élargissement du réseau scolaire, les limites de la liquidation du sous-développement allaient dynamiser, impulser

les courants politiques et idéologiques progressistes.

Le Tiers monde semble être devenu pour le moment d'une zone de tempêtes, un volcan mal éteint.

La paysannerie qui était la force physique, la base de la lutte nationale choisit la fuite devant la révolution vers la migration dans les villes et à l'extérieur. Ses révoltes s'ethnisent ou sont inspirées par des mouvements intégristes. Malgré les conditions misérables ou précisément en raison des conditions misérables qui s'éternisent le repliement sur soi-même, l'attentisme, l'accablement demeurent la réaction fondamentale. Les campagnes se dépeuplent progressivement de leurs forces vives.

L'absence de perspectives que la crise est venue souligner met en évidence une différenciation au sein des couches sociales en principe les plus motivées par l'appel au changement.

Dans la revue marocaine «Lamalif» No 142, Mohamed Jibril écrit: «C'est cette évolution qui explique, peut-être les difficultés de la gauche à définir une ligne, voire même à se définir. Comment être l'expression et l'instrument organisé des couches sous-prolétarisées, vivant dans l'aléa et en même temps celles de couches certes non pas privilégiées, mais ayant tout de même des revenus assez stables (couches moyennes)? Non pas en général, mais dans une situation où; comme à présent, l'horizon du possible apparaît fort limité. D'une part il y aurait la tentation d'une radicalisation mais comment la maîtriser au sein de couches sociales difficiles à encadrer et où les débordements, les réactions en chaîne imprévisibles peuvent amener à des

situations qu'on ne peut réellement maîtriser et assumer. D'autre part, les couches moyennes dans une situation d'incertitude des lendemains, ne sont pas forcément prêtes à cette radicalisation et craignent d'avoir à perdre le peu qu'elles ont. Le poids de la périphérie misérable s'exerce aussi sur ces couches qui se trouvent ainsi prises entre deux limites extrêmes: les privilégiés du système et ses laissés pour compte». Le blocage des possibilités de mobilité sociale ne facilite pas à la gauche d'être le point de rencontre et d'expression d'aspirations venant de milieux différents.

A mon avis, dans le contexte mondial actuel les mouvements d'émancipation nationale et sociale doivent réajuster, renouveler leur plate forme politique et idéologique pour être l'expression plus adéquate des intérêts des masses paysannes acculées à la marginalisation, des couches dont les trajectoires sont liées à l'osmose et à la coupure entre secteurs formel et informel, en tenant compte des tendances nouvelles de la mobilité sociale; des retombées de l'urbanisation sur la stratification sociale et non en dernier lieu des mutations des conditions de vie, des valeurs des aspirations, des motivations qui s'affirment entre les générations des indépendances et des post-indépendances. En somme tenir compte des nouvelles possibilités historiques et des limites, des contraintes nouvelles engendrées par la mondialisation, la crise du système mondial de la différenciation et des inégalités qui percent dans les sociétés nationales.

Le fondement théorique de cette nouvelle plate-forme politique ne peut occulter la problématique des spécificités des rapports

entre la société civile et la société politique. Dans quelle mesure le tissu social se désagrège à la suite d'une urbanisation accélérée, d'une marginalisation grandissante de la population potentiellement active, des blocages découlant des rapports asymétriques dans le système mondial. Bien que la société politique voit son rôle et sa puissance grandir, elle arrive de plus en plus difficilement à maîtriser les conflits internes. Elle est portée à surconcentrer les pouvoirs de décision, de régulation et de coercition. D'où la multiplication des régimes politiques de type militaire bonapartiste, présidentiel.

La problématique de la formation de la classe ouvrière dans les conditions de l'explosion de la population urbaine, du cercle grandissant du bloc des marginalisés, du rôle croissant du secteur informel, d'une lente modification des rapports de puissance dans le système mondial débouche inéluctablement sur les modalités de la lutte contre le sous-développement.

Après la longue nuit coloniale, l'aube reste chétive grisailleuse et menacée. Mais les rêves, les espoirs, les réflexions et les luttes propulsent la montée d'un soleil gravitant inexorablement vers son zénith.



TO26292/1



Fk: Dr. Burgert Kálmán rektorhelyettes

Készült a JATE Sokszorosító Uzemében, Szeged

Engedélyszám: 97/88.

Méret: B/5

Példányszám: 300

Fv: Lengyel Gábor